

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بalkan فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

SOMMAIRE

Texte français (505—517)

D. Vladislavoff: La chute de Tsankoff
Paul Louis: Le fascisme international
J. Mateescu: Vers un coup d'Etat en Roumanie
M. Vladimirov: L'opposition de M^r Davidovitch
Mélingos: Le coup d'Etat grec
Kalinovsky: Le martyre des réfugiés macédoniens
Transylvanicus: Sept années de domination roumaine en Transylvanie
N. Kalinka: La première brèche
Albanicus: Une brochure sur la révolution albanaise de 1912
G. Kazanovsky: La situation économique et financière de la Bulgarie sous Tsankoff. II
N. Mermet: Révolutionnaires albanais. III. Zia Dibra
Revue de la Presse

Texte allemand (517—519)

Mélingos: Der griechische Staatsstreich
Transylvanicus: Sieben Jahre rumänischer Herrschaft in Siebenbürgen
Albanicus: Eine Broschüre über den Albanischen Aufstand des Jahres 1912

Texte roumain (519/520)

J. Mateescu: Spre a lovitură de stat in România

Texte grec (520)

Μελιγγος: Το πραξικόπημα στην Ελλάδα

Texte bulgare (521—523)

Д. Владиславов: Падането на Цанков
Пол Луи: Международният фашизм
Н. Калинка: Парвият процес
Г. Казановски: Финансовото и економическо положение на България под режима на Цанков. II
Калиновски: Маченичеството на македонските бежанци

Texte serbe (524/525)

Пол Луи: Интернационални фашизам
М. Владимиров: Још о Кости Тодорову

Texte albanais (525/526)

N. Mermet: Revolucioner shqyptarë. I. Avni Rustemi

Texte croate (526—528)

L. Perković: Превiranja u Jugoslaviji
M. Sarajić: Balkanski Lokarno

PARTIE FRANÇAISE

A nos amis! A nos lecteurs!

Grâce au dévouement et aux sacrifices des peuples opprimés et des ouvriers, paysans et intellectuels dans les Balkans, de nos frères d'Amérique et des émigrés des autres pays — nous commençons à paraître à partir de ce numéro sur vingt-quatre pages, au lieu de seize.

Cela nous permettra de leur donner, ainsi qu'au mouvement ouvrier international et au monde civilisé de l'Europe, de plus amples renseignements sur la situation de la Péninsule et les crimes innombrables qui s'y commettent quotidiennement contre les peuples et les classes opprimés.

La Rédaction

La chute de Tsankoff

Le changement des décors. Le système sanglant continue.

Le nouvel an commença en Bulgarie par un changement ministériel. Tsankoff, le tueur des Bulgares, est tombé.

A quoi ceci est-il dû? Que signifie ce changement ministériel?

Tsankoff « gouvernait » durant deux années et demie par la terreur et les meurtres. Des dizaines de milliers de citoyens bulgares ont été tués. Le peuple a été privé de ses droits et des libertés civiles et politiques. Les prisons ont été remplies de prisonniers politiques — des gens suspectés de sympathie envers les mouvements communiste et agrarien de gauche. La crise économique sévissait avec violence dans le pays. Les masses laborieuses souffraient de la faim et de la misère. Le nombre de chômeurs dépassait 100.000. Il n'existait aucune sûreté personnelle.

Le mécontentement contre le gouvernement Tsankoff dans les masses ouvrières, avait atteint son point culminant. Les paysans, les petits propriétaires, les ouvriers, les artisans et les petits commerçants, les intellectuels et la jeunesse — tous étaient des ennemis du régime sanglant de Tsankoff. Les masses populaires menèrent une lutte héroïque et opiniâtre contre ce régime.

Le gouvernement avait à ses côtés : la majorité des officiers actifs et de réserve organisés dans la Ligue Militaire et l'association « Koubrat » ; l'organisation verhoviste de Protoguéroff et de Iv. Mikhaïloff, les cabarettiers et les usuriers des villages ; les banquiers et les spéculateurs — commerçants, industriels et les intellectuels déclassés, capables de servir tout régime qui les paye. La Bulgarie sous Tsankoff, était partagée en deux fronts bien délimités.

D'un côté se trouvaient les masses laborieuses du peuple — la majorité accablante du peuple bulgare, de l'autre, les forces de la réaction.

Malgré l'opiniâtreté de la lutte des masses populaires, elles ne réussirent pas à mettre bas le régime des dictateurs. Mais leur lutte ébranla ce régime ; la dictature militaire fut cahoté. Il ne s'écroula cependant pas, parce que : 1°) Tsankoff était soutenu par toute la grosse bourgeoisie et par la petite bourgeoisie représentée par les partis de la soi-disant opposition ; 2°) Il était efficacement appuyé par les gouvernements fascistes voisins et par ceux des grands états capitalistes. Le fait d'avoir pu se maintenir au pouvoir, après avoir attenté à la vie et à la liberté du peuple bulgare, n'est dû qu'à cet appui.

Cependant, si les gouvernements des états impérialistes européens s'efforçaient d'appuyer le régime de la dictature militaire, l'opinion publique européenne, le prolétariat mondial élevèrent leur voix comme un homme et condamnèrent le régime barbare de la Ligue Militaire et des bandits macédoniens. Les protestations ne cessaient pas un instant. Des hommes de science, des écrivains, des publicistes, des professeurs, des hommes politiques, des ouvriers, des artistes, des instituteurs, des organisations ouvrières, politiques et syndicales — par la presse et les réunions publiques — menèrent une campagne énergique contre le régime sanglant des dictateurs militaires. Des délégations spéciales, des journalistes et des hommes politiques — les citoyens D. Renoult, Plisnier, Villard, firent des enquêtes sur les lieux-mêmes, et dévoilèrent la vraie situation en Bulgarie. Malgré les efforts inouïs des agents de Tsankoff à l'étranger pour raffermir la situation du gouvernement bulgare, la sentence de l'opinion publique européenne était prononcée. Tsankoff ne pouvait plus rester au pouvoir. *Tsankoff devait tomber, pour que le système — la dictature militaire — soit sauvé.*

Cependant, il ne voulait pas céder la direction à un autre. Il résistait, il voulait même dissoudre la Chambre, dans laquelle, s'était formé un groupe de 40 à 50 députés du parti gouvernemental, en tête avec Liapcheff, et qui s'était déclaré contre lui. Mais la cour, la Ligue Militaire, en tête avec le général Volkoff, les colonels Kimon Guéorguieff et St. Vassileff et les députés macédoniens de Protoguéroff, voulaient que les décors changent. Tsankoff et ses proches collaborateurs : Kaloff, Rousséff, Moloff et P. Todoroff étaient usés. Ils devaient être remplacés par des « nouveaux hommes ». Comme le « savant » professeur résistait jusqu'au dernier moment, le changement se fit sans solennité. Tsankoff fut, même blâmé par cette même majorité obéissante, qui approuvait et acceptait avec applaudissements, quelques jours auparavant, chacune de ses phrases au Parlement.

Tsankoff est tombé et Liapcheff a formé le nouveau ministère. Ses collaborateurs sont toujours du même parti — l'Entente Démocratique. Tous les groupes qui forment ce conglomérat nommé l'Entente Démocratique y sont représentés presque dans la même proportion. Avec la formation du cabinet Liapcheff, le gouvernement et une partie de l'opposition légale veulent faire croire qu'on liquide avec le gouvernement du coup d'Etat — le gouvernement du 9 juin — et qu'on revient à l'ancienne pratique du parlementarisme bulgare, c'est-à-dire au gouvernement des partis. Tout ceci n'est qu'apparent. *Liapcheff sera le jouet de la Ligue Militaire et de la cour, comme l'était Tsankoff.* Dans le « nouveau » cabinet, la Ligue Militaire est représentée par ses hommes les plus en vue : le général Volkoff, le chef de la Ligue, K. Guéorguieff, son premier aide, et son second St. Vassileff, meurtrier de Stamboliisky.

La chute de Tsankoff est due avant tout à la lutte hardie et héroïque des ouvriers et des paysans bulgares ; elle est due aussi à la campagne systématique que les ouvriers et les intellectuels de l'Europe menèrent contre la dictature militaire. De notre côté, nous sommes heureux d'avoir contribué par notre lutte, à précipiter la chute du tyran.

Il ne faut cependant pas se faire d'illusions. L'ancien système gouvernemental continue en Bulgarie. Liapcheff marchera sur les pas de Tsankoff. La lutte contre la nouvelle édition de la Ligue Militaire ne doit s'affaiblir aucunement. Elle doit continuer avec non moins d'énergie que jusqu'à présent.

Comme avant, nous continuerons à dévoiler la véritable nature des « nouveaux hommes » et de leurs « actions » !

Nous continuerons à exiger : l'annulation de la loi barbare de la défense de l'Etat ; une amnistie complète ; la réduction des amendes, auxquelles sont condamnés les prisonniers politiques ; le rétablissement des libertés constitutionnelles : la liberté de la parole, de la presse, des réunions, des associations ; le secours de l'Etat aux victimes de la terreur blanche ; la permission aux comités étrangers de distribuer les secours à ceux qui ont souffert ; un contrôle public sur la distribution des secours ; la dissolution des organisations fascistes ; une enquête internationale sur les massacres et meurtres accomplis ; la traduction devant la justice des massacreurs des citoyens bulgares ; dissolution du Parlement ; de nouvelles élections faites sous un gouvernement neutre.

Nous continuerons à lutter contre le système d'administrer la Bulgarie, contre la dictature militaire jusqu'à — son écroulement.

D. Vladislavoff

Le fascisme international

Il faut le combattre surtout dans les Balkans

Dans le monde entier, à l'heure actuelle, les classes ouvrières ont à se préoccuper de la résistance à la réaction. Car c'est un phénomène étrange, à première vue, que le régime bourgeois, frappé à mort par la guerre et par les conséquences de la guerre, menacé de toutes parts d'effondrement, ait réussi — une dernière fois sans doute — à resserrer sa domination sur la masse des travailleurs. A bien réfléchir ce phénomène peut s'expliquer, mais tel n'est point l'objet de cet article, et nous voudrions plutôt montrer comment, sous le titre assez élastique d'ailleurs, de fascisme, il a abouti à se généraliser et même à s'internationaliser, car il y a une internationale du fascisme plus ou moins avouée.

Quand les ouvriers de France songent à s'organiser contre le péril de l'oppression renforcé qui les étroit, ils regardent avant tout vers l'Italie. C'est la dictature de Mussolini qu'ils envisagent, parce que l'Italie est plus proche, son histoire leur est plus familière, et aussi parce que les journaux français consacrent aux hauts faits des Chemises Noires une attention spéciale, les uns pour dénoncer ces crimes, les autres pour les exalter. Mais la contre-révolution Finlandaise avec Mannerheim, et la contre-révolution Hongroise avec Horthy étaient très antérieures, comme les exécutions sanglantes qui ont frappé en Allemagne les groupements ouvriers d'extrême-gauche. Le fascisme italien a revêtu des formes nouvelles sans doute, et plus systématiques, mais il a suivi d'autres exemples. Le fascisme balkanique, dont on parle trop peu en Occident, soit qu'on le connaisse trop mal, soit que la presse cède à des influences inavouables, doit être tiré de l'ombre.

Il n'est pas un pays de l'Europe Occidentale où la classe ouvrière ne soit atrocement traitée, où ses militants n'aient payé de leur vie, de leur liberté ou de l'exil leurs efforts d'émancipation. La fameuse loi de sûreté générale que Napoléon III mit en œuvre sur tout le territoire français, il y a un peu moins de trois quarts de siècle, était peu de chose à côté des législations draconiennes qui s'exercent au sud et même au nord de Danube. Il faut que les prolétariats d'Occident connaissent les textes qui sont appliqués, de la Roumanie à la Grèce, et qui constituent l'attentat le plus outrageant aux libertés élémentaires.

La Yougoslavie, chronologiquement, a devancé les autres Etats de cette région. Tout parti, qui combattait le régime social, était tenu pour illégal, et contre lui tout était permis. Les prisons où l'on jetait les militants étaient plus malsaines que celles de la Russie tsariste, et contre eux rien n'était interdit. Les violences contre les prisonniers atteignaient un degré

qu'on ne saurait imaginer. La Yougoslavie traitait les militants d'extrême-gauche comme Horthy traitait les communistes hongrois, et pourtant ce pays se proclamait démocratique. Le fascisme d'Etat se développait avec de terribles raffinements.

En Roumanie, le procès de Tatar Bunar et les révélations qui ont été faites sur la cruauté de certains officiers bénéficiaires d'une scandaleuse impunité, ont mis en lumière l'arbitraire du gouvernement de H. Bratianu. Mais ce gouvernement n'est lui-même que l'instrument des haines, des cruautés, de la brutalité qui dominant toute la politique des classes possédantes. Les étudiants des grandes familles et les gradés de l'armée forment ici le cadres d'un véritable fascisme.

La déclaration militaire du général Pangalos a instauré en Grèce des pratiques analogues. On considère là-bas comme hors la loi tout homme qui n'admire pas les institutions existantes.

Mais c'est surtout le régime de la Ligue Militaire en Bulgarie qui mérite d'être rapproché du régime Mussolinien. A comparer l'un et l'autre, on donnerait même la supériorité au premier dans la hiérarchie de la criminalité politique. La loi sur la défense de l'état est le chef d'œuvre d'un gouvernement qui veut interdire tout geste, tout écrit à ses adversaires. Mais pour trouver une pareille pratique de l'assassinat, il serait nécessaire de remonter à la fin de la République Romaine, aux temps de Sylla — il faudrait un Gladstone d'extrême gauche aujourd'hui pour flétrir les nouvelles atrocités bulgares. Innombrables sont les ouvriers et les paysans qui tombent là-bas sans jugement, parce que le gouvernement a peur d'un châtement, dont il se borne à avancer l'heure.

Lorsque les travailleurs d'Occident veulent combattre le fascisme, ce n'est pas seulement vers l'Italie qu'ils doivent regarder, c'est vers les Balkans et surtout vers la Bulgarie.

Paul Louis

Vers un coup d'Etat en Roumanie

Le gouvernement de l'oligarchie roumaine s'efforce de convaincre l'opinion publique, que derrière la renonciation du prince Charles aux droits de la couronne ne se cachent point des motifs politiques. Mais qui s'excuse, s'accuse. Tout le monde en Roumanie sait : que le prince Charles a dévoilé un tempérament « sans discipline » et indépendant quand il a essayé, en 1919, — lors de sa première renonciation — d'adhérer dans le Parti socialiste; que, en fin de compte, il a jeté l'ancre dans le port fasciste; que les fils du complot d'il y a deux ans (procès Corneliu Codreanu et consorts) menaient à travers une série de généraux jusque dans l'antichambre du prince; que, malgré les protestations du gouvernement, le prince s'est servi des institutions militaires et civiles se trouvant sous son commandement ou sous son influence (commandement de l'aviation militaire, les légions d'éclaireurs, la fondation culturelle « Prince Charles », la Fédération des Sociétés de Sport, etc. etc.) pour y créer des bases d'organisation du fascisme; que le prince est ainsi devenu le centre de ralliement pour tous les conspirateurs militaires et aventuriers « chrétiens » qui, tout en recevant avec joie l'aide cachée ou ouverte des libéraux de M. Bratianu, cultivent des prétentions « d'indépendance » à la Mussolini et de Riviera et applaudissent aux prétentions analogues du prince Charles.

Mais l'oligarchie féodale et bancaire, dirigée par le parti libéral, poursuit ses propres plans de domination absolue et de dictature. Elle tolère, encourage et organise le fascisme, mais pour l'avoir comme instrument et non comme concurrent. Dans la voie de ces plans elle a fini par comprendre que le prince Charles se met un peu à travers ses visées et constitue un péril parce qu'il était devenu le drapeau des aventuriers militaires-fascistes à prétentions d'indépendance. Et l'oligarchie l'a écarté, car son monarchisme est composé sur la même mélodie que la chanson des Junkers prussiens :

Et que le roi soit absolu,
S'il fait ce que nous voulons.
(Und sei der König absolut,
Wenn er unsern Willen tut.)

L'écartement du prince Charles, en même temps que celui du général Holban (l'un des chefs clandestins du fascisme), signifie l'écartement d'un obstacle *de droite* sur le chemin du coup d'Etat, après que les obstacles *de gauche* (partis démocratiques) se dévoilent tous les jours plus insignifiants et plus inoffensifs.

Car s'est ainsi que se présentent les choses : *La Roumanie s'achemine vers un coup d'Etat*. L'oligarchie, loin de penser à quitter le pouvoir, comme le prétendent les chefs de l'opposition, s'apprête au contraire à consolider sa domination politique, sans laquelle l'existence même de l'oligarchie comme classe est en péril.

En effet, la réforme agraire qui, d'une part, a attisé encore plus la faim légendaire pour la terre du serf roumain, a d'autre part trompé les espérances de la paysannerie. En dehors des agents de l'oligarchie (popes, maîtres d'école, officiers, sous-officiers, agronomes, cabaretiers, agents du fisc, etc.) une petite partie seulement des paysans reçut des terres insuffisantes, et elle les travaille dans des conditions difficiles, pénibles (à cause du manque d'instruments, de la famine endémique, des charges lourdes, des usures, des spoliations, des impôts, des réquisitions, des taxes d'exportation sur les céréales, etc.). D'un don bien-faisant, la terre est ainsi devenue pour les paysans un malheur; ils cherchent à la vendre, ce qui a forcé le gouvernement à faire voter une loi « réglementant la vente des lots de terre accordés aux paysans par la réforme agraire ».

Les mécontentements des masses paysannes sont tellement profonds, qu'ils se sont organisés dans les deux dernières années jusqu'à faire explosion sur toute l'étendue du pays en révoltes locales contre le gendarme, l'agent du fisc, le maire, le gros propriétaire, etc. La révolte de Tatar Bunar en fut un exemple, mais sur une échelle plus vaste. D'autre part, la politique de l'accaparement des richesses du pays (lois sur la nationalisation du sous-sol, sur les entreprises des anciens sujets ennemis, sur les mines, sur la commercialisation des entreprises d'état) qui a concentré des biens et des gains fabuleux dans les mains de la clique oligarchique; la politique d'asservissement des masses ouvrières et de la classe moyenne (conventions avec la Banque Nationale, l'accroissement des impôts, la suppression de l'impôt sur le capital et sur les bénéfices de guerre, la suppression de la loi contre la spéculation, la libre transaction des loyers); la politique d'oppression et de dénationalisation forcées des « minorités »; la politique d'étouffement sanguinaire des ouvriers des villes — tout cela a fini par soulever contre le régime non seulement les masses paysannes, ouvrières, la petite-bourgeoisie, les minorités nationales, les intellectuels, les employés d'état, mais aussi des couches purement bourgeoises (groupes d'industriels, de négociants, etc.) menacés par les trusts libéraux.

Le mécontentement des masses, leur activité politique, l'accroissement de leur volonté de lutte ont été constatés et confirmés dans les élections pour les Chambres Agricoles, où la coalition oligarchique (libéraux, populistes, magnats magyars et opportunistes allemands) a été battue malgré le terrorisme électoral; dans les mouvements ouvriers, les grèves politiques et les protestations isolées, qui ont forcé le gouvernement à ajourner la suppression des syndicats unitaires (lois de l'arrestation des dirigeants de la C. G. T. U.); dans la création d'un mouvement organisé anti-fasciste parmi les étudiants (« Union des Etudiants Indépendants » et son excellent journal « Vie Universitaire » supprimé depuis); par l'inscription en masse, malgré les obstacles légaux et illégaux des électeurs, sur les listes pour les élections municipales et d'arrondissement (ajournées depuis par la peur du résultat prévu); par la pression des masses sur les chefs de l'opposition pour la formation du front unique contre l'oligarchie; par la popularité croissante, parmi les masses minoritaires du mot d'ordre « lutte pour le front unique avec les masses travailleuses de toute la Roumanie »; par la constitution du « Bloc de la Démocratie ouvrière et paysanne » et l'accueil enthousiaste qui lui a été fait par les masses dans toutes les villes, dans toutes les provinces, etc., etc.

Sur le terrain de la légalité (élections libres, droit d'assemblée, liberté de la presse, etc.) l'oligarchie voit donc clairement qu'elle ne pourra pas garder le pouvoir. Mais, sans le garder comment pourra-t-elle *appliquer* la législation votée? Car c'est *l'application* seulement de ces lois qui peut assurer : l'accaparement des richesses du pays, l'exploitation jusqu'à la moëlle des masses qui peinent dans les villes et dans les champs; un budget qui, au cours de quatre années, a monté de 7 à 40 milliards; l'entretien de l'énorme appareil étatique d'oppression, les armements et le paiement des dettes de guerre. C'est pour cela que l'oligarchie prépare un coup d'Etat et que, dans ce but, elle organise des bandes fascistes pour passer outre, quand les moyens « légaux » seront épuisés; et elle écarte de la tête de ces bandes les éléments trop « indépendants » ou qui prennent le fascisme en soi et pour soi-même au sérieux et demandent la lutte contre tous les « vendus aux juifs », même lorsque ces derniers sont dans . . . le parti libéral.

Mais, demanderez-vous, comment se fait-il que, quoique toutes les couches sociales — à l'exception d'une poignée de gros banquiers, fabricants, propriétaires ruraux, spéculateurs et généraux — et toutes les minorités nationales soient profondément mécontentes et prêtes à se soulever contre le régime oligarchique, l'oligarchie puisse non seulement garder le pouvoir, mais aussi penser à consolider sa domination et effectuer un coup d'Etat? La réponse, la voici : l'oligarchie ne compte pas seulement sur ses propres forces et sur celles de ses alliés directs, la haute bureaucratie, les officiers supérieurs et le Parti Populiste (du général Averescu), mais aussi sur des *alliés indirects*. Ceux-ci sont : d'abord, l'aile droite de l'opposition, les Takistes (partisans de feu Take Jonsescu) en tête, et puis la passivité et l'indécision de l'opposition entière elle-même. Depuis deux ans les deux grands partis de l'opposition (national et paysan) négocient sur la formation d'une coalition pour abattre le gouvernement libéral et hisser au pouvoir un gouvernement démocratique. Et jusqu'à présent, ces négociations n'ont abouti à aucun résultat. Pourquoi? Parce que tous les deux partis, tout en affirmant qu'ils veulent abattre le régime oligarchique, *se gardent bien, comme le diable de l'encens, de faire appel aux masses populaires*. Pour ne pas « déchaîner » les masses, ces négociations ont été menées derrière des portes fermées, sans aucun programme à leur base; sans que ces partis, dont l'un, le parti national, affirme être démocratique, et l'autre, le parti paysan, s'intitule révolutionnaire — disent vertement ce qu'ils pensent faire de la Constitution réactionnaire, de la législation libérale d'asservissement et d'accaparement, de l'état de siège, des colonisations forcées; ce qu'ils pensent faire dans les questions agraire, ouvrière, nationale; dans celles des dettes de guerre, des armements militaires, de la paix avec l'U. R. S. S. et dans les Balkans, etc., etc. L'action de ces partis est fixée non pas en vue de la lutte *actuelle* contre l'oligarchie, mais pour le moment problématique quand . . . le roi appellerait leurs chefs au pouvoir. Mais si le roi, qui est inscrit lui aussi dans le parti de M. Bratianu, ne « congédie » jamais le gouvernement de ce dernier? Pour cette éventualité, ces partis n'ont aucune autre solution que celle d'attendre que le roi se convertisse à la démocratie. *C'est la politique de l'agneau qui veut convertir le loup au végétarisme . . . !*

Il est donc clair que l'un des principaux facteurs du régime oligarchique pour la réussite d'un coup d'Etat est constitué par la passivité et l'aversion pour la lutte de l'opposition même. Sur la tête de ses chefs pèse une grande responsabilité, mais ils ont les possibilités de remplir leur tâche. *Les masses opprimées ont la volonté de jeter bas le joug oligarchique — voilà la seule orientation du salut*. C'est là le haut-fourneau où se fond et se prépare la seule force réelle qui puisse venir à bout du néfaste régime actuel et transformer la Roumaine, avec ses grandes richesses naturelles et ses populations laborieuses et intelligentes, en un pays vraiment libre et civilisé, — en une Roumaine vraiment grande.

J. Mateescu

L'opposition de Mr Davidovitch

Vers le milieu de novembre dernier, le Parti Démocrate a tenu son congrès annuel à Belgrade, devant lequel ses leaders parlèrent de toutes les questions qui préoccupent actuellement la Yougoslavie. Le régime de l'entente Pachitch-Raditch fut soumis à la plus sévère critique et aux accusations les plus accablantes. Messieurs Voya Vélkovitch et le Dr. Koumanoudi parlèrent de la situation financière précaire devant laquelle se trouve le pays; Mr Kosta Timotiyévitch entretint le congrès de la crise économique et des lourdes charges qui pèsent sur les paysans. Mr Agatonovitch fit un sombre tableau de la politique scolaire : « L'école est l'intermédiaire le plus sûr de l'Etat pour unir et harmoniser notre peuple. Mais la Centrale Scolaire n'a pas un programme défini. Le nombre d'écoles est insuffisant; les conséquences en sont les illettrés que nous avons dans le peuple. La Centrale Scolaire symbolise la haine et la partialité de parti, au lieu de l'amour et du travail. »

Le discours que prononça au congrès le chef du parti, Davidovitch, est sans doute le meilleur qui soit sorti de la bouche de ce politicien. Ses accusations contre le régime furent impitoyables. Il fit le grief au gouvernement d'essayer par tous les moyens d'empêcher l'Etat de devenir juridique. Il condamna l'oppression et la corruption du régime, ainsi que les lois réactionnaires votées sous les deux cabinets ministériels précédents, lois contraires à la Constitution — telles les lois sur la presse, sur les réunions, les taxes. Parlant sur l'autonomie des communes, Mr Davidovitch dit : « Dans nos communes nous n'avons même pas l'autonomie prévue et garantie par la loi. » Quant au piétinement de l'autonomie de l'Université, il le qualifie de vandalisme sans précédent dans l'histoire du pays : « Nous avons eu — dit Mr Davidovitch — des gouvernements et des ministres réactionnaires, mais pas un ne pensa à forcer les portes de l'Université avec des gendarmes. » Les statistiques en mains, Mr Davidovitch démontra combien le gouvernement méconnaît la loi scolaire : « Du premier janvier jusqu'à juillet 1925, c'est-à-dire pendant l'époque scolaire la plus sérieuse, le ministre de l'instruction publique permuta toute une armée d'instituteurs, sans tenir compte des besoins des écoles et du droit de stabilité qui leur est garanti par la loi. » D'après les paroles mêmes de Mr Davidovitch, la Yougoslavie est un pays où la liberté individuelle n'existe pas, où le premier gendarme venu a le droit d'emprisonner et de battre tout citoyen qui n'est pas radical ou raditchien. S'arrêtant longuement sur les meurtres, les pillages et les incendies des maisons paysannes en Macédoine, le leader du Parti Démocrate déclara *que le régime actuel y a ressuscité le moyen-âge dans ce pays*.

Nous n'avons rien à retrancher de la critique que font les chefs du Parti Démocrate contre le régime qui règne en Yougoslavie, mais à la compléter. Il nous plaît d'entendre certaines vérités, que nous ne cessons de répéter, venir d'eux, car c'est une raison de plus pour croire aux faits que nous relatons. Mais si notre devoir est de dévoiler sans relâche le régime réactionnaire Pachitch-Raditch, il en est un autre, tout aussi important, qui nous incombe au même titre : celui de connaître le rôle du Parti Démocrate dans notre vie politique. Que nous promet Mr Davidovitch à la place du régime actuel? Au nom de quel passé, lointain ou proche, son parti se présente-t-il devant le peuple? Quel est le caractère de l'opposition de Mr Davidovitch? Peut-on croire que la démocratie qu'il promet sera plus avancée que celle qui étouffe actuellement le peuple en Yougoslavie? Ce sont des questions auxquelles nous répondrons clairement. Il y a des oppositions réactionnaires, comme il y a des régimes réactionnaires. Par sa composition, son passé et ses principes, le parti de Mr Liouba Davidovitch appartient à l'opposition réactionnaire.

Quelle est la composition du Parti Démocrate? Il est composé des restes des vieux partis « serbiens » du temps des Obrénovitch, qui s'éclipsèrent devant la vague du radicalisme; d'une partie du Parti Radical d'avant-guerre, dont les bons éléments quittèrent Mr Davidovitch, pour s'organiser en parti indépendant (républicain); d'une partie, la mauvaise, de la vieille coalition serbo-croate, qui a une mentalité foncièrement royaliste.

Les différences des éléments qui composent ce parti sont telles, que son existence est rendue psychologiquement impossible, privé qu'il est de toute base morale d'unité. C'est ce qui explique qu'en son sein il puisse se passer des choses qui arrivent rarement à d'autres partis: son inspirateur et son chef principal Svétozar Pribitchévitch quitte d'un jour à l'autre le parti qu'il a fondé et va dans le camp adverse.

Composé comme il est, le Parti Démocrate ne peut pas avoir un passé de luttes glorieuses; c'est pourquoi son présent ne peut être que ce qu'il est: inconscience de la nécessité du sort et de l'avenir communs.

Le Parti Démocrate peut-il compter, vu son programme et son attitude politique, sur la confiance des couches paysannes et ouvrières en Yougoslavie? Non.

Ce parti défend les intérêts de la bourgeoisie capitaliste, de la bureaucratie et d'une partie de la classe moyenne. Formellement, il a fait sien le programme démocratique et pacifique, qui lui sert à se masquer, mais en vérité il ne se différencie en rien du programme du parti radical. Il l'a prouvé, autant quand il avait le pouvoir que quand il menait l'opposition.

Nous mentionnerons quatre moments politiques importants qui rendirent possible la réaction actuelle, en disant l'attitude que prit le Parti Démocrate dans ces questions.

1. Mr L. Davidovitch eut une attitude jésuitique pendant le procès de Salonique. Quoiqu'il ait pu l'empêcher, il ne le fit pas, mais voulut seulement gagner pour soi, au compte du colonel Dimitriyévitich, une arme de plus dans la lutte contre le Parti Radical, sans avoir utilisé, du reste, cette arme jusqu'aujourd'hui.

2. Le Parti Démocrate est aussi fautif et responsable du vote de la Constitution centraliste de Vidovdan, que l'est le parti radical.

3. Le ministre Drachkovitch et le Parti Démocrate sont les principaux initiateurs de l'« Obznana ».

4. Lors du cabinet du Bloc de l'Entente Nationale, présidé par Mr Davidovitch, le Parti Démocrate n'essaya pas d'annuler ou d'adoucir aucune loi réactionnaire en Yougoslavie. Ce ne sont pas là les pires souvenirs que nous ayons du temps du gouvernement de Mr Davidovitch. A cette époque il avait une majorité parlementaire; le peuple lui était favorable et passait outre à ses fautes du passé, ayant eu à souffrir de la longue oppression des radicaux. Les masses avaient confiance en la démocratie de Mr Davidovitch qui, nonobstant tout cela, recula dans le premier conflit qu'il eût avec les radicaux et le roi. Comme représentant de la majorité parlementaire et comme chef du gouvernement, il permit au roi de fouler les lois constitutionnelles les plus élémentaires, quittant le pouvoir et permettant à Pachitch de procéder aux nouvelles élections. Prenant en considération les circonstances politiques d'alors et la révolte des masses — surtout en Croatie — contre la monarchie et les radicaux, l'attitude de Mr Davidovitch doit être qualifiée de trahison aux intérêts du peuple. Cela montre le mieux qu'il ne se différencie aucunement des gouvernants actuels. Sa déclaration récente aux journalistes, faite après tant d'accusations contre le régime, dans laquelle il dit: « Nous sommes la réserve la plus sûre de la monarchie » est indéniablement son cri de cœur.

Vu ce passé politique, nous demandons: de quel droit le Parti Démocrate peut-il demander ou promettre quoi que ce soit au peuple?

Quelle est la position que doivent prendre les révolutionnaires yougoslavés envers le Parti Démocrate et l'opposition qu'il mène? La même qu'ils ont envers le parti radical. L'opposition du Parti Démocrate — responsable de la Constitution de Vidovdan et de l'Obznana — ne tend qu'à avoir le pouvoir, sans le désir de promulguer et d'appliquer de nouvelles lois progressives. Ce parti monarchiste a en lui tous les signes de la réaction de Pachitch.

Il ne faut pas oublier que ce parti fût fondé par Drachkovitch et Pribitchévitch, deux des plus grands ennemis de notre mouvement ouvrier et paysan. L'ombre de Drachkovitch et l'âme de Pribitchévitch dominant toujours dans le parti de Mr Davidovitch. Ne croyons pas aux paroles, mais aux actes.

M. Vladimirov

ainsinob: Le coup d'Etat grec

Pangalos l'a défini. La dictature fasciste a été proclamée d'un manière renforcée. Les nouvelles élections du Sénat, qui devaient avoir lieu, ont été suspendues; c'est sans être lié par le Parlement que Pangalos pense « sauver la patrie », ainsi qu'il l'intitule dans sa proclamation. La question de savoir quel est le rapport du coup d'Etat avec la nouvelle phase de la question de Mossoul, reste ouverte. Kemal pacha lutte pour l'élargissement de son influence dans l'Irak, il veut incorporer le vilayett de Mossoul à la République turque. La contre-offensive de l'Angleterre, le soulèvement réactionnaire au Kurdistan, est liquidé depuis longtemps. Kemal pacha, qui refuse aux Grecs de l'Asie Mineure les mêmes droits, demande l'auto-détermination pour son propre peuple. C'est surtout en se basant sur le principe des nationalités qu'il demande Mossoul. L'Angleterre s'arme contre la Turquie et a besoin de troupes auxiliaires. Les Grecs doivent être les premiers à s'aligner dans les rangs des armées anglaises, ils doivent être la chair à canon pour la domination de l'Angleterre dans l'Irak. Aussi Pangalos dû-t-il liquider les restes de libertés démocratiques. Il le fait avec de l'habileté et avec les méthodes les plus brutales en usage dans le pays. Ses préparatifs de guerre ne pouvaient pas être acceptés sans critique par la population tant que la liberté de la presse, ne fut-ce qu'en apparence, était maintenue. Et Pangalos, sans suspendre les lois de la presse, défendit simplement aux journaux de publier des articles de ses adversaires Papanastasiou et Michalakopoulos. Ainsi fut rétabli en Grèce l'état des choses qui existait lors du mouvement grec de libération de Capo d'Istria: « Libre est la presse, ami, pour celui qui s'engage,

A ne pas attaquer les ministres,

Ni les fonctionnaires, ni leurs bons amis;

Libre est la presse, ami, mais tu ne dois point écrire. »

Ces paroles d'Alexandre Sutsos ont acquis une actualité inattendue. Pangalos utilise la nouvelle situation. Ses « gardes républicains » parcourent les villes avec, à leur tête, des officiers monarchistes. Le peuple grec n'a rien à faire avec ces préparatifs de guerre. Si une active politique extérieure devait être menée, le peuple grec serait plutôt aux côtés de la Turquie contre l'Angleterre. Le Chypre grec se trouve aux mains des anglais. Une victoire anglaise sur le front de Mossoul rend éternelle l'occupation anglaise de terres grecques. Que l'on nous comprenne bien: Kemal pacha est un ennemi du peuple grec. Les expulsions des Grecs de l'Asie Mineure sont un sombre chapitre dans l'histoire de la Jeune Turquie. Mais il serait bien plus possible d'arriver à un accord avec le gouvernement d'Angora qu'avec l'Angleterre qui, ne fut-ce que pour des raisons militaires, ne renoncerait jamais volontairement à la possession de Chypre. La Grèce n'est pas préparée pour une guerre contre une armée moderne. Pangalos pouvait bien avoir raison des bandes « autonomistes » de la contrée de Pétritch. Devant la menace du gouvernement yougoslave, il dut se replier. Dans l'Albanie du sud, les troupes grecques ont eu un jeu relativement facile. Mais une guerre moderne contre une armée moderne est une toute autre chose. Si Pangalos se laisse pousser par ses protecteurs anglais à une guerre contre Kemal pacha, le peuple grec subira la défaite. Si Pangalos est victorieux et s'il reconquiert la côte de l'Asie Mineure, c'est l'éternisation du régime fasciste en Grèce; s'il est vaincu, c'est la reprise de la persécution, plus violente encore, des Grecs de l'Asie Mineure. Si Pangalos vainc, il consolide par le fait même la domination étrangère anglaise aux dépens des Grecs de Chypre. S'il est vaincu, de nouvelles expulsions de Grecs de l'Asie Mineure auront lieu et la situation économique intérieure sera ébranlée. Dans cette guerre impérialiste systématiquement préparée, le peuple grec n'a rien à gagner et a tout à perdre. Le renforcement de la dictature, la destruction de l'opposition légale, l'annihilation des droits élémentaires incorporeront les masses grecques dans la lutte pour la fédération, des républiques balkaniques d'ouvriers et de paysans. L'idée nationale grecque, que Pangalos a prostituée pour des buts impérialistes étrangers, ne peut être réalisée que dans ce cadre.

Mélingos

Le martyr des réfugiés macédoniens

M. Lucien Cramer, membre du Comité International de la Croix Rouge, a été chargé de faire une enquête sur la situation des réfugiés bulgares.

Son rapport, publié dans la Revue Internationale de la Croix Rouge, fait frémir ceux qui le lisent, tant la situation des parias macédoniens est navrante. Le citoyen Vandervelde, en présence des souffrances des réfugiés macédoniens, n'avait pu réprimer son cri d'horreur. Il s'était écrié : « C'est un scandale européen. »

M. Cramer qualifie de « cercle d'enfer » les scènes auxquelles il a assisté. Il parle du martyr des réfugiés et fait un appel à la charité du monde civilisé, et particulièrement à la Société des Nations.

« Mais, comme le cri d'alarme de Vandervelde, l'appel pressant de Cramer restera sans écho, car la dictature de la Ligue Militaire a complètement discrédité la Bulgarie et a élevé autour d'elle, pour ainsi dire, une muraille de Chine.

Le sanguinaire Tsankoff a tué le prestige et la sympathie dont jouissait la Bulgarie. Même les gouvernements de réaction qui lui sourient, qui applaudissent à ses « efforts héroïques pour mater la révolution », en ont horreur, comme on abhorre le bourreau, qui a les mains tâchées de sang, du sang de ses semblables.

Le gouvernement de la Ligue Militaire est considéré comme un pestiféré. Aider ce gouvernement signifie pour la démocratie européenne — témoigner de l'intérêt, de la sympathie à la terreur blanche. Autrement, la Bulgarie aurait obtenu, à l'instar de la Grèce, un emprunt pour secourir les réfugiés.

En effet, toutes les fois que le gouvernement de la Ligue Militaire élève la voix pour appeler le monde à son aide en vue d'adoucir le sort de réfugiés, ses appels retentissent dans le désert; il est boycotté, on lui crie ouvertement le mépris qu'il inspire.

Au Congrès que le Labour Party a tenu au mois d'octobre dernier à Liverpool, Mac Donald, l'ancien président du Conseil britannique, a fait, dans son discours, allusion au gouvernement Tsankoff et a prononcé les paroles typiques suivantes :

« En ce qui concerne la Bulgarie, la position du Labour Party « a été très claire. Nous avons la plus profonde sympathie pour « le peuple bulgare, nous ferons tout ce que nous pourrons pour « l'aider à se remettre sur pied, pour le contenter, pour écarter « ses ennemis et pour lui procurer un sentiment de sécurité.

« Mais la politique *actuellement poursuivie* en Bulgarie n'est « pas faite pour ajouter au respect et à l'appui que l'Angleterre « donnerait à la Bulgarie dans des circonstances normales.

« S'il y a la moindre tentative de lancer en Angleterre un « appel pour la Bulgarie, avec ou sans la connivence du gouver- « nement, dans les circonstances actuelles qui existent en Bul- « garie et avec la politique nationale et internationale poursuivies « actuellement par ce pays, le mouvement travailliste anglais s'y « opposera. »

Ainsi, l'existence même du régime actuel constitue le malheur des réfugiés macédoniens.

Le général Protoguéroff et ses acolytes, qui ont soutenu et soutiennent ce régime néfaste, commettent une trahison, non seulement à l'égard des masses populaires bulgares, mais des masses des réfugiés macédoniens pour lesquels ils versent des larmes de crocodile.

Nos infortunés frères qui souffrent le martyr dans les camps de concentration, doivent savoir une chose : tant que sévira en Bulgarie le régime de terreur, ils n'ont rien à espérer d'un gouvernement qui a condamné la Bulgarie à un isolement complet.

Ce gouvernement ment effrontément lorsqu'il affirme qu'il fait tout ce que permettent ses forces et ses moyens pour soulager votre détresse. Ce gouvernement vous ment ignominieusement, car il trouve des millions, des dizaines et des centaines de millions lorsqu'il s'agit de défendre son existence en entretenant une armée d'agents secrets et de sicaires.

Naturellement, un gouvernement ennemi du peuple et créé par une soldatesque ivre de sang, met son existence au-dessus de tout.

Kalinovsky

Sept années de domination roumaine en Transylvanie

Le 1^{er} décembre dernier était le 7^{me} anniversaire du jour où, à Alba-Julia, les Roumains de la Transylvanie décidèrent leur annexion au royaume de Roumanie. A cette occasion, qui est considérée comme la fête nationale pour la Transylvanie et le Banat, des discours furent de nouveau tenus, des parades militaires de nouveau organisées, des manifestations parlementaires de nouveau faites. Dans le Parlement de Bucarest, Jorga, le leader de l'opposition, demanda la reconnaissance que Maniu, Vajda et Pop-Ciceo, les chefs des nationalistes transylvaniens, avaient accompli l'union, tandis que les gouvernements soulignaient les mérites de l'armée roumaine pour l'union.

Que les messieurs du Parlement discutent sur la puissance du gouvernement et sur son rôle historique — pour les masses des travailleurs, il s'agit au 1^{er} décembre, tout en jetant un coup d'œil rétrospectif historique, de faire le bilan des modifications que leur vie a subies sous le nouveau régime. Dans l'examen historique rétrospectif, nous nous arrêtons aux décisions d'Alba-Julia, qui précédèrent l'union de la Transylvanie et du Banat à la Roumanie. Comment la conférence historique à Alba-Julia eut-elle lieu et quels furent ceux qui y étaient représentés?

Le 1^{er} décembre 1918, à peine un mois après la révolution hongroise de Karoly, les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats étaient déjà en pleine activité dans toute la Transylvanie et dans le Banat pour réaliser le « renversement de toutes les valeurs ». La question nationale devait aussi être résolue par une collaboration révolutionnaire. Mais, de l'Est, les troupes du gouvernement des boyards s'avançaient déjà. Et l'armée balkanique de l'Entente, sous le tristement célèbre général Franchet d'Esperay, les appuyait de toutes ses forces, pour étouffer le foyer de la révolution et préparer une intervention contre l'Union Soviétique. En un tel moment historique les représentants de la classe moyenne roumaine, avec, à leur tête, Maniu, Vajda et Pop-Ciceo, les chefs actuels de l'opposition parlementaire, se réunirent à Alba-Julia pour y arrêter une décision, « une libre expression de la volonté nationale ». Ils étaient placés devant le choix : ou de faire la révolution avec les Hongrois vaincus, ou de se faire les mercenaires de l'Entente en s'alliant avec elle. C'est ce dernier rôle qu'ils choisirent en proclamant l'union avec le royaume roumain — ils l'atténuèrent par une série d'exigences démocratiques. Ces exigences devaient servir d'appâts pour les masses des travailleurs roumains en Transylvanie et dans le Banat. Les paysans roumains avaient fait un large usage de l'esprit révolutionnaire de leurs camarades hongrois et occupé les grandes propriétés des seigneurs hongrois ainsi que les forêts épiscopales des sauveurs d'âmes catholiques et orthodoxes. Le mineurs roumains, ensemble avec leurs camarades hongrois et allemands, avaient aussi socialisé les mines du pays. Les décisions d'Alba-Julia devaient donc souligner que le nouveau régime roumain ne se montrera pas plus mauvais sur ces points.

Cela ne dura pas longtemps, et le gouvernement autonome de Transylvanie, résidant à Sibiu, se vit obligé de décréter des décisions contre « les occupations des forêts des domaines épiscopales », décisions, toutefois, auxquelles les paysans roumains révolutionnaires ne se soumièrent que lorsque l'armée des mercenaires roumains s'avança pas à pas. Comme les ouvriers hongrois des villes, les « frères roumains délivrés » furent chassés des forêts et des domaines qu'ils tenaient occupés par les baïonnettes.

Au moment même où Budapest, la citadelle de la révolution, fut occupée par les mercenaires roumains, l'union de la Transylvanie au royaume roumain fut effectivement accomplie. La manière dont cette union fut accomplie, a été définie par le nationaliste d'extrême droite et ancien président du conseil roumain Vajda : « accomplie par la fourche ». Par cette expression atténuée, Vajda voulait désigner la dictature militaire qui élimina même les leaders nationalistes transylvaniens, de sorte que ces derniers sont aujourd'hui obligés à manger le pain amer de l'opposition.

On voit donc bien, que l'examen rétrospectif historique n'est d'un grand honneur pour aucun des partis se disputant cette gloire. Mais ne nous arrêtons pas que sur le passé et allongons le bilan jusqu'aujourd'hui. Qu'ont-ils acquis, la Transylvanie et le Banat, pendant ces 7 années de domination roumaine? Pour toute réponse, nous aurions pu nous contenter de reproduire les accusations portées au Parlement par les leaders nationalistes transylvaniens contre le régime actuel. Pour ne pas être soupçonnés de partialité, nous allons citer des données officielles et non discutées qui ne peuvent certainement pas être considérées comme des accusations de l'opposition. Commençons d'abord par la dernière statistique de la population. En 1924 le chiffre de la mortalité augmente; elle est de 2.25%; chaque 5^{me} enfant meurt en Transylvanie avant d'avoir atteint sa première année. Parmi les quinze villes dans lesquelles, en 1924, le nombre des morts dépassa celui des nouveaux-nés, nous trouvons les villes transylvaniennes: Arad, Oradea-mare, Lugosch, Deva, Timisoara, Fagarasch et quatre autres villes. Dans l'émigration de la Roumanie entière, la Transylvanie et la Bessarabie viennent en toute première ligne. Les agences des compagnies de navigation américaines font ici de superbes affaires.

En Transylvanie et dans le Banat, la fourberie de la réforme agraire est appliquée de la façon la plus honteuse: d'après les indications officielles même, 45.000 seulement des 530.000 paysans qualifiés obtinrent des terres.

Voyons maintenant la situation de l'industrie et du commerce. Le capital de la métropole, grâce aux « nationalisations », a concentré dans ses mains toutes les possibilités d'exploitation. Citons un exemple: celui des banques. Les banques transylvaniennes, fondées par le capital germano-hongrois, ne reçoivent de la Banca Nationala de Bucarest que 165 millions de leis comme crédits d'escompte, soit le dixième seulement de leurs besoins, tandis que les nouvelles entreprises des grandes banques de Bucarest sont largement favorisées. Mais les banques roumaines de la Transylvanie sont aussi entièrement livrées aux capitalistes de la métropole par la pénétration de la Banca Romaneasca dans toute la Transylvanie et dans tout le Banat. L'industrie transylvanienne, fortement développée, se trouve devant une catastrophe. On peut expliquer ceci théoriquement par le fait que, par la conquête de la Transylvanie et du Banat, de grandes contrées industrielles ont été soumises à la domination d'un pays agraire, c'est-à-dire qu'une politique de colonisation à rebours a été appliquée ici. Le résultat en fut que: les usines géantes de Reschitz, qui occupaient 7000—8000 ouvriers, n'ont aujourd'hui que 1200 ouvriers; à Arad, la fabrique de wagons chôme, alors qu'on dévoile, au Parlement, que les ateliers de réparations des wagons à Griwitz sont bondés par une énorme quantité de wagons à réparer, afin que, avec la méthode usuelle de la corruption, on puisse calculer des fais fictifs de réparations et voler des milliards à l'Etat.

Pour examiner la situation du prolétariat de l'industrie, nous devons reproduire quelques indications sur les conséquences de la terrible crise économique: l'énorme nombre des sans-travail dans toute la Transylvanie et dans tout le Banat. Dans le bâtiment, le nombre des sans-travail est de 100%. Pour une courte période, ces malheureux purent trouver quelques occupations à Bucarest. Depuis un an, cependant, ils sont livrés à la faim, vu qu'en Roumanie une assistance aux sans-travail de la part de l'Etat n'existe point, et que, d'autre part, les corporations ne disposent pas de très grands fonds de secours. Dans la métallurgie, le pourcentage, qui était en été de 40%, s'éleva l'hiver à 50 et à 60%. Dans l'industrie du bois, le nombre des sans-travail augmente tous les jours à la suite de la diminution de l'exportation. Des 40.000 ouvriers de cette branche, 15.000 chôment aujourd'hui. La crise économique et l'augmentation de l'armée de réserve industrielle contribuent à l'effritement de toutes les acquisitions sociales et politiques des ouvriers et des paysans de la Transylvanie. On porte à la journée des huit heures, grâce à l'appui du gouvernement, depuis longtemps déjà, de larges brèches. Quoique le gouvernement roumain ait ratifié la décision *ad hoc* du Bureau International du Travail, les gen-

darmes de Bratianu furent employés par les industriels du bois pour imposer à leurs ouvriers la journée de 12 heures. Le capital des caisses de secours aux ouvriers malades a depuis longtemps été emporté à Bucarest; et depuis, les ouvriers malades ne reçoivent qu'une fraction minime de ce qu'ils auraient dû recevoir. Dans les mines de l'Etat, cependant, la situation est encore plus triste. A Reschitza, à Petrosany, à Orawitza, les salaires qui, en dépit des arrêts judiciaires, n'ont pas été payés depuis des années, atteignent des millions.

Au lieu d'acquisitions sociales, on en enregistre, cependant, d'autres: Le nombre des débits de boissons a augmenté d'une façon effroyable dans tout le pays. En Transylvanie et dans le Banat, il y en a 19.393 (dans la Roumanie entière 50.327), soit une augmentation de 200% depuis 7 ans.

A côté de cette « prévoyance culturelle » le nombre des écoles était naturellement sans importance — aussi, d'après les statistiques officielles, le gouvernement en supprima-t-il, « pour des raisons nationalistes » 40 à 50%. Les édifices de ces écoles, ainsi que des Maisons du Peuple (Oraden-mare, Sibiu, etc.) furent confisqués et affectés à des buts militaires.

Dans toute la Transylvanie, c'est l'armée roumaine qui commande. Sur la frontière, à 30 km de la frontière ouest, c'est l'état de siège qui sévit. La situation des autres contrées est caractérisée par le fait que, précisément à la veille des élections communales, dans le district de Timisoara, où les ouvriers radicaux sont les plus nombreux, le commandant du district de Timisoara proclama l'état de siège. Des razzias militaires sont appliqués à Orade-mare, à Cluj, et des centaines de « suspects » sont ainsi arrêtés. Vu que, malgré les listes électorales falsifiées et les persécutions, les ouvriers firent un accord avec le parti d'opposition de Manju dans les villes de la Transylvanie, et que l'on prévoit aux prochaines élections communales, une défaite gouvernementale, la dictature militaire roumaine emploie ses grands moyens éprouvés!

Les paysans indigènes roumains se plaignent tout comme les « minorités » nationales transylvaniennes de la corruption et de la terrorisation de la métropole. Des commissions, qui devaient liquider en Transylvanie les dommages de guerre, ne payèrent encore une indemnisation à aucun paysan, encore moins les montants des innombrables réquisitions. Quant à l'action de colonisation, l'organe nationaliste roumain « Universul » vient justement d'établir, qu'elle a eu un franc insuccès en Transylvanie. 57.000 hectares de terres furent partagés pour être destinés à 9000 colons de la métropole. Pour la mise à exécution de ceci, l'exemple de ce qui s'est passé dans le Comitat de Satumare, dans la Transylvanie du nord, est caractéristique: les pauvres victimes ont été livrées à l'exploitation bestiale des grandes banques cléricales et des usuriers. Ils reçurent leurs parts sans aucune habitation ni aucun inventaire. Il s'ensuivit que les colons furent logés dans de primitives baraques, à raison de 15 à 20 personnes par « chambre », et succombèrent aux différentes maladies et épidémies. Ce qui en resta s'enfuit aujourd'hui de ces « terres », après y avoir laissé argent et santé.

Devons-nous encore parler des corruptions dans l'application de la réforme agraire, des nationalisations, des impositions, des encaissements? Non, il n'est point nécessaire de citer beaucoup de faits, du moment qu'il s'agit de tout le système.

En faisant donc le bilan de la domination roumaine de 7 ans, on ne voit que la crise économique, le chômage, l'aigreur dans les masses et la dictature militaire dans toute la Transylvanie. Et nous n'avons encore rien dit des souffrances des minorités — de l'oppression nationale. Rien que dans la Hongrie de Horthy se trouvent 150.000 réfugiés de la Transylvanie, qui ont préféré même la dictature militaire et la crise économique hongroise au terrorisme roumain. Des fonctionnaires, des instituteurs, des employés de chemins de fer, des pensionnés, des juges ont « opté » pour la Hongrie et y logent dans des wagons. Entretemps, différentes tentatives de rapprochement sont faites entre des magnats hongrois et des boyards, entre des fascistes roumains et hongrois, entre le clergé orthodoxe et catholique. Justement, Bratianu se vante de ce qu'il réussira à conclure

un accord pour les élections avec le parti hongrois de la Transylvanie. Dans les négociations, pour arriver à un compromis, on obtiendrait différentes concessions pour l'église catholique, pour les écoles confessionnelles des Hongrois de la Transylvanie, ainsi que quelques réglemations en faveur des biens de l'église et des domaines à être expropriés. Par ce compromis, le bilan de 7 années ne deviendra pas meilleur. Les souffrances et les méthodes d'oppression de toutes les masses des travailleurs de la Transylvanie et du Banat sans distinction de religion ou de langue restent aussi néfastes. Les ouvriers et les paysans, la classe moyenne, les nationalités opprimées de la Transylvanie et du Banat ont le devoir de vaincre sans distinction de nationalité, précisément ces facteurs qui, actuellement, se tendent la main contre eux.

Transylvanicus

La première brèche

Le cabinet Tsankoff est par terre.

Malgré ses efforts inouis d'organiser la conspiration du silence en Europe par tous les moyens, ici, en posant au défenseur de l'ordre, là en achetant les consciences et les plumes, la vérité a pu se faire jour irrésistiblement. Nous sommes fiers d'avoir aidé à la manifestation de la vérité.

Mais ce résultat ne doit, en aucune façon, affaiblir notre vigilance. D'autant plus que la forteresse de la réaction sanglante reste debout.

Les combattants du bon combat pour la liberté du peuple travailleur bulgare n'y ont fait qu'une brèche.

Il ne faut pas oublier que la dictature Tsankoff est la dictature de la Ligue Militaire et celle des satrapes de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne qui ont ravalé cette vaillante organisation d'antan au niveau d'une gendarmerie au service de la plus infâme des réactions politiques et sociales.

L'une et l'autre sont encore puissantes.

L'une et l'autre gardent encore sous leurs bottes la Bulgarie populaire pantelante.

Suivant une information, Tsankoff et Volkoff, les deux hommes de confiance de la Ligue, et, par conséquent, les deux piliers du régime actuel, feront partie du nouveau ministère.

La Ligue Militaire, incapable de résister à la tempête d'indignation publique s'est vue obligée à jeter du lest.

C'est dire qu'elle a l'espoir de survivre au naufrage.

Notre devoir, et celui de tous les honnêtes gens, est donc — non pas de dormir sur nos lauriers, mais au contraire, de redoubler d'efforts afin de déchaîner un ouragan de protestation tel que la barque des assassins du peuple bulgare ne puisse arriver au port.

Selon une autre version Tsankoff se retirerait, et céderait sa place à Liaptcheff.

L'arrivée au pouvoir de ce fantoche, prisonnier entre les mains de la Ligue Militaire et des autonomistes macédoniens, ne changera en rien la situation.

Liaptcheff était l'un des leaders les plus en vue et les plus influents du parti démocrate; il était le lieutenant de Malinoff, son bras droit.

Dans sa haine contre la classe travailleuse bulgare — il ne faut pas oublier que c'est un gros financier — et alléché par l'appât du pouvoir, il a trahi Malinoff, il a vendu son parti et a fait cause commune avec Tsankoff et les artisans du coup d'Etat.

Sa trahison a été récompensée. Il a été nommé leader du parti gouvernemental, président de l'Entente Démocratique au Parlement.

Les autres personnages qui remplacent les ministres démissionnaires sont du même acabit.

Pire encore.

Ainsi, par exemple, Slavéiko Vassilev, l'âme damnée de la Ligue, est celui-là même qui a présidé à l'assassinat du malheureux Stambolisky dont il était, au ministère de la guerre, l'aide-de-camp, le collaborateur intime.

Il y a encore parmi les candidats aux postes ministériels Kimon Gheorghieff, un autre officier supérieur, complice de tous les crimes commis par la Ligue Militaire depuis le coup d'Etat.

Bref, la Ligue Militaire aux abois, cherche à se refaire une virginité en débarquant Tsankoff, mais en ayant soin de placer à la tête des affaires ses dévoués, ses fidèles pour garder le pouvoir.

Nous sommes sûrs que l'opinion de la démocratie européenne ne sera pas dupe des manœuvres des auteurs et des fauteurs de la terreur blanche en Bulgarie.

Son mot d'ordre doit être :

Rétablissement des libertés publiques, de la liberté de la presse, des réunions et des associations, suppression des mesures d'exception, élections législatives générales, amnistie pleine et entière.

Ce n'est qu'un gouvernement issu d'un parlement émanant de la volonté librement exprimée du peuple de la Bulgarie qui peut mettre fin à la situation anormale, à la terreur blanche, au fascisme provocateur de guerre civile et de complications extérieures.

Autrement, la Bulgarie et les Balkans, grâce à leurs dirigeants actuels dressés les uns contre les autres dans toute la férocité de leur militarisme agressif et chauvin, continueront à être un foyer d'incendie.

N. Kalinka

Une brochure sur la révolution albanaise de 1912

Hassan Prishtina, le révolutionnaire albanaise, vient de publier une brochure sur la révolution albanaise de 1912, dont il était un des chefs. Son nom est connu par nos lecteurs.

Le courage révolutionnaire de Hassan Prishtina se caractérise le mieux par un discours qu'il tint en 1911, dans le parlement turc. Après avoir violemment attaqué la politique gouvernementale vis-à-vis des Albanais, il dit : « Si le gouvernement ne change pas sa ligne de conduite vis-à-vis des Albanais, si les Albanais ne rentrent pas en possession de leurs droits politiques, l'Albanie deviendra le théâtre d'événements sanglants. » Un député arabe demanda : « Que voulez-vous dire par là ? » Hassan lui répondit : « Je veux dire que si le gouvernement continue sa politique d'aujourd'hui vis-à-vis des Albanais, je serai l'un des premiers à lever le drapeau de la révolution. »

Le fait que le soir même de ce jour-là il décidait, avec Ismaïl Kemal, de déchaîner la révolution albanaise, montre que Hassan Prishtina ne servait pas qu'avec de belles paroles la cause de son peuple.

Il fit tout ce qu'il pouvait pour empêcher une effusion de sang. Mais lorsqu'il vit que l'entrevue avec le Sultan resta sans résultat, il prit les armes.

Après mis d'accord avec les chefs des tribus albanaises, il fut décidé à l'unanimité de déclencher la révolution si Hassan lui-même y participait. Baïram Tzouri se joignit aussi au mouvement. Et, en mai 1912, la lutte commença par l'attaque d'Ipek qui, cependant, se termina par un échec des révoltés, vu la supériorité écrasante de l'ennemi, alors que les armes et les munitions des Albanais laissaient beaucoup à désirer.

Mais cela ne découragea pas Hassan Prishtina et les siens. Le centre du mouvement fut transféré à Krasnitche, d'où fut dirigée une action dans la contrée entière de Kossovo, et particulièrement dans celle de Mitrovitza, où les révoltés luttèrent sous la vaillante conduite d'Issa Bolétini. L'un des combats les plus importants fut celui de Quafa de Prushit, où Baïram Tzouri à la tête de sa tribu, mit en déroute quatre bataillons turcs, leur enlevant une grande quantité de matériel de guerre. Ce succès enflamma le courage révolutionnaire des Albanais.

Quelques jours plus tard, 12.000 Albanais étaient devant la ville de Prishtina, qu'ils se jurèrent de prendre. Le commandant turc de la ville accepta le combat. Quelques vaillants Albanais de Prishtina purent pénétrer dans les bureaux de la direction des télégraphes et, menaçant de leurs fusils le commandant qui s'y trouvait, le forcèrent à signer un ordre à ses troupes de

quitter la place. Au milieu d'un grand enthousiasme de la population, les troupes révolutionnaires entrèrent dans la ville.

Alors, Prishtina devint le centre du mouvement, et l'armée albanaise, qui comptait 30.000 hommes, s'y concentra. La victoire des révolutionnaires fit une grande impression dans toute l'Europe.

Les événements se précipitèrent. Le gouvernement de Constantinople donna sa démission. Kiamal pacha forma un nouveau cabinet, qui envoya immédiatement près des révoltés la mission d'Ibrahim pacha. Après de difficiles négociations — Hassan Prishtina ne manque pas de dire l'aide précieuse qui lui a été fournie à cette occasion par Bairam Tzouri — on arrêta la convention des 14 points. L'octroi de l'instruction en albanais, d'une juridiction en conformité avec le droit albanais et d'une réforme dans l'administration du pays furent les conquêtes qui ont aplani les voies vers l'Albanie indépendante.

Ce ne furent que les deux guerres balkaniques — déclare l'auteur à la fin de sa brochure — qui furent la cause de ces événements d'alors, une grande Albanie ne put naître. Il a le ferme espoir que cette grande partie du peuple albanais, qui gémit aujourd'hui sous le joug étranger, trouvera un jour le chemin qui les unira à leurs frères.

L'intéressante étude de Hassan Prishtina est un précieux apport à l'histoire de l'Albanie et des luttes dans les Balkans.

Albanicus

La situation économique et financière de la Bulgarie sous Tsankoff

II

Budget. Impôts. Crise monétaire.

Dans notre premier article nous avons tracé le tableau général de la situation économique et financière de la Bulgarie sous le régime de la dictature fasciste. Nous examinerons maintenant cette situation dans ses détails plus amples.

Le budget de l'Etat augmente chaque année. Les déficits s'accroissent continuellement. De 1.378 millions de lewas de l'exercice 1919—1920 (l'année financière commençant le 1^{er} avril) et 2.000 millions de lewas de l'exercice 1920—1921, les dépenses budgétaires atteignent 5.679 millions de lewas pour 1923—1924 (sous le régime de Tsankoff), 6.600 millions pour 1924—1925 (une petite erreur s'est glissée dans le premier article, ce dernier chiffre y ayant été indiqué par 6.400), et 6.840 millions pour l'année financière en cours, tandis que dans le budget projeté pour l'exercice 1926—1927 il a été prévu une augmentation de dépenses de 300 à 400 millions de lewas par rapport à celles de l'année financière en cours.

Il est superflu de démontrer que les dépenses effectives ont non seulement atteint, mais aussi et toujours dépassé les montants prévus. Ainsi, pendant la première moitié de l'exercice 1924—1925, 1.805 millions étaient dépensés, et dans la même période de 1925—1926, 2.704 millions, soit 50% plus que l'année précédente.

Dans quel but de telles sommes ont-elles été dépensées?

Avant tout, et afin que le tableau soit plus clair, nous devons établir le budget réel de l'Etat. Car, actuellement, dans le budget général, les revenus et les dépenses des chemins de fer, des postes, des télégraphes et des téléphones sont aussi inscrits. Si ces institutions étaient autonomes, elles auraient leurs budgets séparés, par conséquent, en faisant les calculs sur les revenus et les dépenses de l'Etat, nous devons défalquer les sommes respectives. En ce cas, les dépenses de l'année en cours seront de 5.770 millions.

Dans quel but donc ces sommes ont-elles été dépensées?

On prévoit et on dépense 1.445 millions pour les intérêts et l'amortissement de la dette publique, pour les réparations, pour les frais de l'occupation, pour l'entretien d'une Commission Interalliée et pour les organes militaires de liquidation; 1.194 millions de lewas pour l'armée; 287 millions pour l'administration et la police; et toutes ces trois parts budgétaires représentant un total de 2.926 millions de lewas, soit 51% du revenu général de l'Etat, ne sont qu'une partie des dépenses improductives, et

destinées à soutenir et à maintenir la domination des spéculateurs et des banquiers. En y ajoutant les sommes dépensées pour maintenir l'appareil pour la domination de la bourgeoisie et de la dictature militaire, soit : 43 millions pour l'autorité suprême, 123 millions pour le ministère des affaires étrangères et des cultes, 142 millions pour le ministère de la justice, 231 millions pour le ministère des finances, 57 millions pour le paiement d'anciennes dettes, 110 millions pour les dépenses extraordinaires, sommes qui représentent un total de 706 millions, ou les 12% du revenu général, nous établissons qu'on dépense 63% du revenu général de l'Etat pour des buts improductifs, antipopulaires, anticulturels. Et pour des buts et entreprises culturelles, on ne dépense que des sommes presque nulles.

Le gouvernement ne pense pas du tout à l'amélioration de la situation des salariés de l'Etat. Les émoluments des fonctionnaires et des employés subalternes de l'Etat n'ont été augmentés que de dix fois par rapport à ceux d'avant-guerre, alors que la vie a renchéri de 40 fois.

Les revenus de l'Etat ne sont pas en rapport avec ses dépenses. Ce qui est prévu n'est pas perçu. Pendant le premier semestre de l'exercice 1925—1926, les revenus ont été de 3.114 millions, soit 90 millions plus que ceux de la même période de 1924—1925, alors que les dépenses, dans la même période, augmentaient de 900 millions. Auparavant, les revenus augmentaient chaque année d'un milliard. Et le gouvernement lui-même reconnaît cette diminution des revenus.

Il est particulièrement important de voir de quelle manière ces revenus sont perçus, et à quoi est dû cet arrêt dans l'accroissement des revenus.

Les revenus de l'Etat sont avant tout des impôts indirects. Dans le revenu général de l'année financière 1924—1925, de 6.600 millions, les 1.468 millions, ou 22%, sont seuls prévus comme impôts directs sur les propriétés étatiques, sur le capital etc., tandis que les 5.132 millions, ou 78%, sont prévus comme impôts indirects, contributions, amendes, confiscations, augmentés de 50 fois par rapport à ceux de 1911, des chemins de fer, des ports, etc., augmentées de 40 fois. Tout ce poids retombe exclusivement sur les épaules des ouvriers, des paysans et des artisans. Cependant, ce qui est prévu comme impôt direct, n'est pas perçu. Les impôts fonciers ont donné 80 millions, alors qu'on en avait prévu 340 millions; on obtint 80 millions de l'impôt sur le revenu général, et l'on avait prévu 235 millions. On prévoyait 830 millions de revenus des impôts directs, on n'en perçut, dans les onze mois, que 282 millions ou pour l'année entière 310 millions — à peine 40%. L'impôt foncier et l'impôt sur le revenu général, qui sont augmentés de 38 fois par rapport à 1911, sont payés par des petits propriétaires, ou par d'autres citoyens qui n'ont rien.

La charge de l'impôt est insupportable pour l'économie bulgare. Alors qu'avant la guerre le peuple bulgare payait 12 à 16% de ses revenus aux impôts, aujourd'hui il paye 33 à 38%. Lorsque l'on pense que les 90 à 95% du revenu général de l'Etat sont payés par les petits propriétaires et par les citoyens ne possédant pas de biens, on voit le danger que représente, pour les masses populaires en Bulgarie, la politique financière du gouvernement de la Ligue Militaire.

Toute la charge des impôts pèse exclusivement sur les épaules des masses laborieuses. Le gouvernement fasciste ne touche pas les capitaux et les revenus des banquiers, des spéculateurs, des commerçants, des industriels, car il est leur gouvernement.

Une crise financière effroyable règne en Bulgarie. La politique poursuivie par le gouvernement mènera dans un bref délai (dans deux ans — c'est le délai que prévoient les économistes de l'Etat) à un krach financier. Le gouvernement ne sera pas en état de payer les intérêts et les amortissements des dettes, ni les réparations, les réquisitions et les autres obligations financières.

La crise monétaire prend des proportions inquiétantes pour les producteurs. La cause doit en être aussi cherchée dans la politique générale économique et financière poursuivie par l'Etat.

La Banque Nationale de Bulgarie, qui a pour devoir de collaborer à la production et à l'échange, s'est transformée en une institution qui alloue des crédits à l'Etat et aux grandes banques privées dans lesquelles des capitalistes étrangers et différents capitalistes bulgares partisans du gouvernement sont intéressés. Les dettes de l'Etat envers la Banque Nationale dépassent le chiffre de 5 milliards de lewas. Pendant les premiers 7 mois de l'année financière en cours, la dette de l'Etat envers cette Banque a augmenté de 300 millions de lewas. Les négociants et les industriels qui ne sont pas du parti gouvernemental, les petits commerçants et les artisans, les différentes sociétés coopératives ne peuvent recevoir de l'argent ni de la Banque Nationale, ni de la Banque Coopérative, dont le capital social est aussi versé par l'Etat; aussi sont-ils obligés de faire des emprunts chez les banques privées, qui leur avancent de l'argent à des taux d'intérêt de 20 à 30%, alors que le taux des avances de la Banque Nationale n'est que de 10%. Et ceux d'entre eux qui ne peuvent même pas obtenir ces emprunts auprès des banques privées à des taux si élevés, sont obligés de s'adresser à des usuriers de la campagne et des villes, auxquels ils payent des taux onéreux — même de 50%.

Pour se rendre mieux compte de cette crise, et de la crise économique en général, on n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les déclarations d'un homme comme Kr. Pastoukhoff, le leader «socialiste», bien connu à nos lecteurs par l'appui qu'il prêta au gouvernement de Tsankoff en Bulgarie et surtout à l'étranger. Kr. Pastoukhoff déclarait au Parlement le 18 novembre 1925 :

« Le marché monétaire est obstrué, et les menues existences économiques ont besoin de secours, sans parler des ouvriers qui sont dans la misère. Tout le monde est alarmé : les ouvriers, les paysans, les artisans, les employés, les immigrés, et enfin les intellectuels — tous ceux qui doivent vivre honnêtement sur cette terre. »

G. Kazanovsky

Révolutionnaires albanais

Quelques héros de l'indépendance albanaise

III

Zia Dibra

Les féodaux albanais, jouissant de tous les privilèges économiques et politiques, se sont toujours accommodés aux régimes les plus cruels que les conquérants étrangers instauraient dans le pays contre le peuple paysan. Ils furent les plus fidèles alliés des envahisseurs turcs, les servant de leur mieux dans leurs desseins politiques, comme ils servent aujourd'hui les Etats impérialistes qui travaillent au partage et à l'exploitation de l'Albanie.

En s'acquinant ainsi aux ennemis de l'émancipation nationale, les beys ne font que servir les intérêts de leur propre classe, qui se confondent avec ceux de l'étranger. Car ces tout puissants seigneurs du moyen-âge savent de quoi il retourne : le réveil populaire, que combattent avec tant de zèle les impérialistes, emporterait dans sa vague leurs privilèges, ferait table rase des injustices séculaires, et la nouvelle classe détenant à elle seule le pouvoir, exproprierait impitoyablement les expropriateurs. Dès lors nul étonnement qu'un Essad pacha ou un Ahmed Zogou, représentants typiques des féodaux, soient en même temps les créatures les plus serviles et les plus viles de l'étranger. Nul étonnement non plus que Zogou — revenu au pouvoir grâce aux baïonnet-

tes serbo-wrangélistes et à l'or des puissances impérialistes — se préoccupe avant tout de terroriser les masses et de faire assassiner deux des chefs du mouvement révolutionnaire albanais restés dans le pays, Baïram Tzouri* et Zia Dibra, les sachant capables de toutes les audaces pour mettre fin à son règne tyrannique. Ne reculant devant aucun moyen pour consolider son pouvoir dictatorial, Zogou arma un criminel du droit commun et le dépêcha en Italie, pour abattre Louis Gourakouki, qui avec d'autres réfugiés politiques, avait quitté l'Albanie après le coup de force du mercenaire de Pachitch. ...

Zia Dibra était un militaire. Il avait terminé ses études à l'école de Constantinople et combattit dans l'armée turque pendant la guerre européenne. Là, ses capacités et son courage y furent appréciés, ce qui lui valut le grade de capitaine de l'état-major turc. L'expérience de la guerre ne fut pas vaine pour Zia Dibra; elle lui fit mûrir ses idées qui s'harmonisaient de plus en plus avec son tempérament révolutionnaire.

A la fin du grand carnage, il s'empresse de retourner dans son pays natal s'adonner entièrement au travail et à l'action révolutionnaires. Son dévouement à la cause et ses qualités ne tardèrent pas à faire de lui un des chefs du mouvement national-révolutionnaire albanais, jouissant de la confiance entière de ses camarades.

Lors de la formation du ministère présidé par Pandeli Vangheli, celui-ci lui donne le portefeuille de la guerre. Mais après un certain temps, Dibra quitte ce poste sédentaire, trop contraire à son tempérament bouillant et emporté.

Devenu membre du Comité de Kossovo, qui lutte pour la libération des albanais sous le joug serbe, il y milita très activement. Excellent conspirateur et maître en luttes armées, il rendra des grands services à la cause de l'indépendance albanaise. Les conceptions politiques et sociales de Zia Dibra s'élargissaient continuellement à la lumière des événements qui se déroulaient dans les Balkans. Il fut l'un des premiers révolutionnaires albanais à saluer la parution de *La Fédération Balkanique*, à faire sien le programme de la revue et à y collaborer.

Zia Dibra comprenait que le salut de l'Albanie et des autres peuples balkaniques était dans leur étroite union et leur fédération en une puissante république ouvrière et paysanne, capable de résister à l'impérialisme vorace des grandes puissances. Mais il savait que pour réaliser cette idée, il fallait anéantir la réaction balkanique et son régime sanguinaire d'oppression nationale et sociale. Sachant l'ennemi implacable qu'ils ont en Zia Dibra, les beys albanais le firent assassiner à l'âge de 36 ans, en pleine force et en pleine maturité.

En décembre 1924 il était à Vallona. Ses amis ne parvinrent pas à le décider à quitter avec eux le pays. Ahmed Zogou, devenu dictateur, le fit arrêter immédiatement et donna l'ordre de l'interner à Bérat. En chemin, près du village Ariza (aux environs de Kavaya) — malgré la «bessa» de son ami personnel Mufit bey Libohova — Zia Dibra était criblé de balles par son escorte.

Zia Dibra est mort prématurément, avant d'avoir pu donner toute sa mesure. Il a bien mérité de la cause révolutionnaire albanaise, qu'il servit exemplairement jusqu'à la mort.

N. Mermet

* Voir du même auteur, l'article consacré à Baïram Tzouri dans le No 18—19 (30 avril 1925) de notre organe. N. D. L. R.

REVUE DE LA PRESSE

Presse française

Dans les geôles du bourreau Tsankoff

On mande de Sofia à l'Agence des Balkans, paraissant à Paris, que les 280 condamnés et prévenus se trouvant dans les prisons de Sofia ont réussi à faire passer au dehors une proclamation dans laquelle ils décrivent l'horrible situation qui leur est faite par les bourreaux du sanguinaire Tsankoff.

Cette proclamation s'est peu à peu répandue dans le public de la ville. Elle contient des renseignements précis en ce qui concerne les emprisonnés.

« Ici, dans la prison centrale de SOFIA, nous sommes 280 personnes de la région, dont 15 femmes et 45 mineurs.

29, parmi nous ont été condamnés à mort et nous avons déjà eu 8 camarades exécutés. Les autres attendent l'exécution, en chaînés dans leur cellule.

6 autres sont condamnés aux travaux forcés à perpétuité dont 3 femmes.

82 attendent depuis 5 ou 6 mois le jugement.

167 sont condamnés à un total de 116 années de travaux forcés, à plus de 43 millions de levas d'amende.

Le régime de la prison est horrible. Les mauvais traitements ne cessent pas. Il n'y a personne parmi nous qui n'ait été battu, mais beaucoup l'ont été si atrocement qu'ils ne pourront se remettre de leurs supplices. Il y a en a qui ont été brûlés, torturés à l'aide du courant électrique, auxquelles on a arraché les ongles, ou introduit des épingles chauffées à blanc sous les ongles. A plusieurs reprises, les automobiles sont venues chercher des prisonniers qui ne sont jamais revenus, ayant été tués dans quelque coin.

Deux femmes et un homme sont devenus complètement fous à la suite de mauvais traitements.

Un homme et une femme se sont pendus pour échapper aux supplices et de nombreux prisonniers se sont suicidés en se jetant des 4ème et 5ème étages de la prison.»

Un cri de détresse des prisons bulgares

D'autre part, le Secours Rouge International communique à la presse :

« Il y a quelque temps que nous annoncions la nouvelle de Bulgarie que dans les prisons de Tsankoff on préparait de nouveaux assassinats de détenus politiques, surtout de ceux qui, condamnés d'abord à mort, furent ensuite graciés. Nous citions également quelques cas de meurtres déjà accomplis (à Varna, Plovdiv, etc.).

« Nous trouvons une nouvelle confirmation des intentions cruelles de l'assassin Tsankov dans la pétition de tous les détenus politiques de la prison de l'arrondissement de Sofia au procureur de la cour martiale suprême à Sofia, que l'Epokha du 26 novembre publia sous le titre : « N'y a-t-il pas encore assez de sang répandu ? » Les signataires de la pétition ont envoyé une copie de leur demande aux chefs de l'opposition parlementaire Kostourkov, Malinov, Neikov, Deljanov et Statev, ainsi qu'à toute la presse oppositionnelle, aux rédactions du Radical, du Znamé, du Svoboda, de l'Epokha et du Zornitza.

« Voici la pétition des 400 détenus politiques de la prison centrale de Sofia :

Monsieur le Procureur général,

Vous n'ignorez pas que, depuis des mois, la prison centrale est surbondée et qu'elle est encore constamment inondée de détenus, d'agents de la direction de la police et d'autres personnages suspects qui sont employés comme « gardiens de prisons » ou comme « sentinelles ». Si ces messieurs n'étaient venus ici que pour accomplir leur travail d'espionnage, ils n'auraient pas attiré notre attention. Mais les détenus politiques, les communistes, les agrariens, les anarchistes savent très bien que ces messieurs préparent, à côté de leur travail de surveillance, une nouvelle provocation. Nous constatons que le nommé Tchadarov est depuis quelque temps en contact avec des détenus criminels, d'assassins et d'agents provocateurs qui sont payés par lui pour entreprendre, au cours d'une nuit, une tentative de fuite. Les événements qui suivront cette tentative d'évasion donneront l'occasion de réaliser la menace de Tchadarov : « Je veux extirper ce nid de guêpes ». Ce qui, en d'autres termes, veut dire que nous avons le droit de croire que la provocation de ce Monsieur, ainsi que de ses aides conscients ou inconscients, n'a d'autre but que de provoquer un véritable massacre parmi les détenus politiques connus, dont l'existence seule trouble et empoisonne la tranquillité de ce monsieur, de ses inspirateurs et patrons !

Nous vous communiquons ceci et nous déclarons que les détenus politiques n'ont aucune envie de répondre à une telle provocation, souhaitée dans quelques milieux, et qu'ils espèrent leur libération d'une amnistie générale qui doit être accordée tôt ou tard, dans l'intérêt de l'avenir et de la réconciliation du pays.

Nous vous prions, Monsieur le procureur, de prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher à temps que ce monsieur et ses complices ne mettent à exécution leur plan de provocation sanglante, réfléchi et organisé, parce qu'il chargerait le pays, déjà suffisamment déshonoré, de la plus grande honte. Nous croyons avoir rempli notre devoir de citoyens avec cet avertissement. Si vous n'en tenez aucun compte et si les assassins trouvent l'occasion de réaliser leur plan diabolique dans la prison, toute la responsabilité des événements éventuels en retomberait sur vous !

Nous vous prions encore une fois, pour terminer, de mettre les agents provocateurs à la place qui leur convient. Ne permettez pas qu'une honte inouïe, éclabousse de nouveau notre pays !

Les 400 détenus politiques de la prison centrale de Sofia

Ouvriers et paysans français, pour venir en aide à ces camarades, élevez votre protestation !

Dans tous les milieux où vous pourrez vous trouver, dénoncez le régime odieux de Tsankov et de ses bourreaux. »

En lisant toutes ces horreurs, on croit rêver. Tsankoff a annoncé à coups de trompettes qu'il a aboli l'état de siège. Ce n'était qu'un trompe-œil. Le régime d'exception sévit avec toute sa férocité. Même les prisonniers n'échappent pas, comme l'indique le document susmentionné, aux provocations et aux persécutions sanglantes ! Jusqu'à quand la conscience de l'humanité tolérera-t-elle ces crimes qui crient jusqu'au ciel ?

Presse roumaine

Dans le cimetière bessarabien

Le journal des travailleurs roumains en France, le *România Muncitoare* paraissant à Paris, écrit dans son numéro du 14 janvier :

« Dans une des séances de la Chambre roumaine qui ont précédé les vacances de Noël, un député bessarabien, le pope (prêtre orthodoxe) Dumbrava a fait une communication sensationnelle concernant la répression qui a suivi la révolte de Tatar Bunar.

« Peu de journaux roumains ont osé reproduire ses déclarations et les faits précis qu'il a signalés. Encore les ont-ils atténués en ne donnant que les faits les moins graves, mais, pour donner à nos lecteurs toutes les garanties d'objectivité nous nous contenterons de reproduire ce qu'ont publié les journaux du Dr Lupu, ancien ministre de l'Intérieur, et de M. C. Mille, président de l'Association de la Presse :

« Les crimes dénoncés par le Pope Dumbrava dépassent toute imagination. Ils n'ont pas été commis par les autorités militaires pendant la répression de la révolte de Tatar-Bunar, mais par des agents administratifs, après la répression militaire.

1) Vingt paysans de Cismeana-rusa ont été exécutés sans jugement pour des raisons personnelles. Ceci, après que l'ordre fût rétabli ;

2) Ces crimes ont été commis entre le 18 et le 23 septembre 1924. Les noms des assassins sont connus. Ce sont : Egor Sacenko, maire, Const. Constantinesco, percepteur, et Stroe, chef du poste de gendarmes. A la même époque arrivait à Cismeana-rusa le préfet du département, M. Gheorghiu Doinaru et, sous la menace de fusiller un homme sur dix, il obligea la commune à payer en vingt-quatre heures une amende de 200.000 leis ;

3) On imposa également des amendes de 100 à 200.000 leis aux communes Nerusani, Halilesti, Furmanca, etc. . . . ;

4) La période des exécutions sans jugement fut prolongée. Des dizaines et des centaines d'hommes innocents furent assassinés pendant qu'ils étaient escortés. Des groupes compacts de martyrs ont été trouvés liés, coude à coude avec les mains et les pieds écrasés. On ne peut donc pas invoquer dans ces cas la « tentative de fuite » ;

5) La période des exécutions sans jugement terminée, commença une période d'arrestations, de brutalités et de pillages qui dura jusqu'en février 1925, sous prétexte de découvrir les racines du communisme. En réalité, c'était pour permettre aux agents de la force publique de s'enrichir à la faveur de l'émeute.

La façon dont on procéda à ces exécutions fut dégoûtante. Je fus un témoin oculaire de l'une d'elles et l'état corporel des victimes de Valcov est encore aujourd'hui épouvantable. Pour vous rendre compte de la légèreté avec laquelle elles furent faites, il suffit de dire que sur quatre cents hommes arrêtés et brutalisés, vingt seulement ont été envoyés par les autorités militaires devant la cour martiale (ce qui ne veut pas encore dire qu'ils sont coupables). »

Telles sont les déclarations du Pope Dumbrava. Nous ne voulons ajouter, de notre part, aucun commentaire, mais nous en reproduisons quelques-uns de M. C. Mille dans son organe « Lupta » du 23 décembre.

« Le pope de Cetatea-Alba est naïf, quand il espère qu'il lui sera répondu ou que les coupables seront punis ou simplement jugés. S'ils sont jugés, et je ne le crois pas, ils seront acquittés avec brio, couronnés de fleurs, fêtés comme des héros nationaux, et leurs crimes seront baptisés de haut patriotisme. Le récent procès du lieutenant Morarescu en est la preuve. »

« Les faits dénoncés par le pope Dumbrava se font mais ne se disent pas. Sans doute que, bientôt, le pope dénonciateur sera crucifié pour ses déclarations. Peut-être lui enlèvera-t-on le mandat de député et peut-être aussi, les autorités ecclésiastiques l'excommunieront-elles pour rébellion à l'ordre public. »

Le même journal relate encore :

« La Roumanie des boyards nous a apporté la résurrection d'une pratique moyenâgeuse : les persécutions religieuses. En effet, les journaux roumains nous apprennent la poursuite de la plupart de la population du village Albesti (département de Husi) pour « diffamation de la religion de l'Etat. » Le grand crime de ces malheureux est qu'ils appartiennent à la secte des « Adventistes ». »

En même temps qu'il poursuit les différentes croyances, le gouvernement roumain envoie des délégations à l'étranger pour assurer l'opinion de sa tolérance. »

Un autre fait, entre mille, est rapporté par l'*Aurora* de Bucarest, du 10 janvier :

« Le 22 décembre 1925 le chef du poste de gendarmerie de la commune d'Eschpalos (département d'Ismail, au sud de la Bessarabie) rencontre le paysan Anton Isaac sortant de chez un cordonnier. Il l'appelle et donne d'ordre à ses gendarmes de lui administrer une bastonnade. Anton Isaac commence à prier, à implorer, offrant 5 décalitres de vin et 1000 leis pour ne pas être battu. Mais le chef de la gendarmerie ricane : « De l'argent, j'en ai aussi, lui dit-il, et du vin, j'en trouve autant que j'en veux. Si tu ne veux pas être battu, cède-moi ta femme pour une nuit, et tu es libre immédiatement. »

« Le désir du chef de poste n'ayant pas été satisfait par le jeune homme, on le battit d'une façon atroce, jusqu'à ce que son corps fût couvert de plaies. »

Presse belge

La social-démocratie en Bulgarie

Tsankoff a cédé sa place à Liaptcheff.

Tsankoff? Mais qu'aurait pu faire cet homme, qui a ajouté aux mots désignant un régime de terreur le terme particulièrement qualificatif de « tsankovisme », qu'aurait-il pu faire seul, s'il ne s'était appuyé sur certaines ligues et groupements dont les agissements et la « politique » ont semé le deuil et la dévastation dans des milliers et des milliers de familles bulgares? Qu'aurait-il pu faire si, aux côtés de Protogéoff et de la Ligue Militaire, il ne s'était trouvé des partis « politiques », « parlementaires », qui l'ont soutenu? Et parmi ceux-ci se trouvait le parti social-démocrate de Bulgarie!

Car le parti social-démocrate a été l'un des piliers sur lesquels s'appuyait Tsankoff et son gouvernement.

L'avocat belge Charles Plisnier, qui a visité la Bulgarie, publie dans le « Drapeau Rouge » de Bruxelles ses impressions dans lesquelles il relève entre autres, l'indigne rôle de sicaire joué en Bulgarie par le parti social-démocrate, qui ne laissait échapper aucune occasion de s'aplatir sous la botte de Tsankoff.

Notre confrère écrit :

« J'interroge M. Neikoff, chef du parti social-démocrate, sur « l'histoire de son parti depuis la guerre et l'armistice; mais quand « je dis social-démocratie, il me répond : Union agraire; et quand « je dis Tsankoff, il me répond encore et toujours : Stamboliisky. « Puisque M. Neikoff ne tient pas à faire connaître les actes du « Parti Socialiste, il faudra bien que je cherche ailleurs les renseignements dont j'ai besoin. Et alors, je connaîtrai ce que ne « me dit pas M. Neikoff.

« Que ne dit donc pas M. Neikoff?

« C'est que, avant le 9 juin 1923, le vénérable doyen du « Socialisme en Bulgarie, Sakasoff, s'allia avec les chefs de la « Ligue Militaire et fut proclamé par eux patriote, après avoir « serré leurs mains pleines du sang paysan.

« C'est qu'alors même que le ministre des affaires étrangères « Kalfoff annonçait l'assassinat de 5000 détenus politiques, le « Parti Socialiste envoyait un de ses chefs siéger à côté de lui « au gouvernement.

« C'est que le Parti Socialiste soutint le gouvernement lorsqu' « que celui-ci mit hors la loi les communistes, les syndicalistes « révolutionnaires, les membres du Parti Ouvrier légal et confisqua la coopérative ouvrière « Osvobodjénié ».

« C'est qu'aux élections de novembre 1923, alors que le « gouvernement luttait au fusil et au couteau contre les plus « fortes organisations bulgares, le Parti Communiste et l'Union « agrarienne, le Parti Socialiste fit liste commune avec le Parti « gouvernemental et pour prix de cette infamie, reçut trente « sièges de députés.

« C'est qu'après avoir fait semblant de quitter le gouvernement, le Parti Socialiste ne cessa de soutenir et de défendre « sa politique de crimes et délégua pour la disculper aux yeux « de l'étranger Tchitchowski à Londres, Todor Christoff à Berlin et Guéorgui Beltcheff à Paris.

« C'est qu'au moment de la tragédie de la Cathédrale, alors « que des milliers d'ouvriers et de paysans innocents étaient « abattus, torturés et emprisonnés, le Parti socialiste approuve « ces nouveaux crimes et son député Tchernokoff déclara que « la fraction parlementaire était enthousiasmée du courage de « l'armée bulgare qui, dans la guerre patriotique contre Moscou, « avait sauvé la Bulgarie.

« C'est que lorsqu'il n'y eut plus assez de soldats dans le « pays pour organiser assez de massacres, le Parti Socialiste « soutint le gouvernement pour demander, à la conférence des « Ambassadeurs, l'autorisation de mobiliser exceptionnellement « 10.000 hommes. »

Ce que ne dit pas non plus M. Neikoff, c'est qu'il est assis dans le Sobranié, lui et ses vingt-neuf amis socialistes du gouvernement, à la place des députés assassinés par Tsankoff.

Tsankoff a cédé sa place à Liaptcheff. Mais les ligues militaires et les groupements « parlementaires » restent — et M. Neikoff est toujours chef du parti social-démocrate en Bulgarie. C'est ricaneur au deuil d'une nation entière.

Protestation contre la justice militaire roumaine

A l'Ambassade roumaine, Berlin!

Au Gouvernement Roumain, Bucarest!

Les organisations sous-signées élèvent une protestation énergique contre le jugement prononcé par la justice militaire de Kichinev contre 85 paysans bessarabiens. D'après les déclarations unanimes de tous les témoins, des hommes d'Etat roumains, d'avocats et de publicistes, ainsi que les rapports de différents délégués et observateurs étrangers (parmi lesquels Barbusse), il est hors de doute que tous les accusés, sans qu'on puisse leur faire le moindre reproche, ont été détenus préventivement pendant presque une année et demie, ont été soumis aux tortures les plus terribles et que maintenant le jugement contre les 85 innocents doit justifier toutes les horreurs commises pendant l'étranglement de la révolte de Tatar-Bunar et au cours du procès.

Les signataires apprennent avec indignation que la campagne vindicative de la justice roumaine prépare de nouveaux procès contre les travailleurs et intellectuels roumains. Les cours martiales commencent à travailler fiévreusement, afin d'envoyer 65 autres ouvriers, pour leurs opinions, dans les mines de sel pour des dizaines d'années. L'effondrement de l'accusation dans le procès de Tatar-Bunar doit être masqué par un nouveau procès contre 65 paysans et intellectuels bessarabiens. De nouvelles arrestations en masse ont lieu afin de fournir du travail aux tribunaux régionaux.

Les organisations signataires jurent de faire tout leur possible pour arrêter les persécutions contre les paysans bessarabiens. Au nom de l'humanité, elles exigent une amnistie pour les 85 condamnés du procès de Kichinev et l'annulation de tous les procès en cours contre les ouvriers et intellectuels roumains.

Secours Rouge Allemand, Comité Régional de Berlin-Brandenburg; Ligue Allemande des Droits de l'Homme; Association des Bessarabiens en Allemagne; Union des Médecins socialistes; Fédération des Travailleurs Agricoles; Fédération Internationale des Anciens Combattants (Allemagne, Région de Berlin-Brandenburg); Fédération des Amis du S. O. I.; Fédération Allemande des Ouvriers du Tabac, section de Berlin; Fédération Centrale des Bouchers, section de Berlin; Fédération des Relieurs et de Professions similaires, Berlin; Jeunesse Socialiste Indépendante, Berlin; Cartel Indépendant des Jeunesses prolétariennes, Berlin.

Correspondance de Bulgarie

L'Agence Télégraphique Bulgare annonçait dernièrement au monde entier que l'ordre et la paix régnaient de nouveau en Bulgarie, que le peuple bulgare vivait dans une félicité parfaite, que grâce à la vigilance et à l'énergie du gouvernement actuel de Sofia le danger bolchéviste avait été définitivement enrayé, et qu'ainsi Tsankoff avait sauvé de la catastrophe imminente non seulement la Bulgarie, mais l'Europe tout entière.

Ainsi, Tsankoff et Volkoff avaient été les sauveurs de la Bulgarie, et de l'humanité! Et, grâce à eux, la Bulgarie jouissait enfin de tous les bienfaits du calme et de la paix. *Tu felix Bulgaria!*

Malheureusement, malgré que la Bulgarie fût transformée par Tsankoff et ses sicaires en un vaste champ de terreur, malgré que les massacres d'avril, mai, juin et juillet eussent dépassé en horreur tout ce qu'on pouvait concevoir, les gredins qui se sont emparés du pouvoir par le meurtre, s'y cramponnent toujours en continuant à semer autour d'eux la dévastation et la mort.

Au début, les personnes « suspectes » qui échappaient aux massacres en masses étaient arrêtées, emprisonnées, torturées, jetées dans des cachots — mais au moins, quoique à grandes peines, on parvenait tout de même à avoir de leurs nouvelles. Les parents de ces victimes de la dictature de Tsankoff parvenaient en général à apprendre où elles se trouvaient. Aujourd'hui, la Bulgarie entière est plongée dans un deuil plus noir encore, car ces détenus, on ne les trouve plus nulle part; ils ont disparu; ils ont été massacrés dans les prisons, pendus, fusillés, noyés.

Par contre, de nouvelles arrestations emplissent à nouveau les prisons, qui sont bondées par de nouveaux contingents. Tous ceux des adversaires politiques de Tsankoff que l'on a pu saisir y ont été jetés. Ils y sont soumis aux pires souffrances, à la faim, au froid, à la saleté; et des émissaires spéciaux des organisations terroristes se trouvent aussi dans les prisons. Là, ils ont pour mission de tuer dans des rixes provoquées par eux les personnes dont la liste noire leur est remise par les comités de terreur.

Et la police et les tribunaux alimentent continuellement les geôles, remplaçant par de nouvelles victimes les places des personnes déjà tuées.

A côté des institutions judiciaires officielles, militaires, policières travaillant à cette «*épuración*», au «*rétablissement du calme et de la paix dans le pays*» se trouvent aussi les organisations dites «*secrètes*» qui les secondent en toutes manières — telles que l'École des officiers de réserve à Choumen-Kustendil, l'ORIM et différentes autres ligues militaires, comités fascistes, etc., etc.

Ce ne sont plus seulement les ouvriers et les paysans qui se trouvent sous la terreur de la réaction la plus féroce, mais aussi certains cercles bourgeois qui, eux aussi, critiquent le régime actuel.

Des conseillers municipaux, des conseillers généraux, des députés sont arrêtés, battus, torturés, jetés en prison.

Le député Dr. Beroff, du parti démocrate, a été assailli et battu; ayant eu les côtes cassées, il a été obligé de garder le lit pendant 20 jours.

Toute la classe ouvrière est hors la loi; le droit de grève n'existe que sur le papier, de même la journée de huit heures, etc.; les employeurs exploitent les ouvriers à qui mieux mieux, et lorsque ces derniers veulent se mettre en grève, ils sont arrêtés, accusés, emprisonnés, condamnés, etc.

Les paysans, accablés d'impôts, voient encore leurs produits volés par les gros exportateurs affiliés dans les bandes fascistes.

Les coopératives ouvrières et paysannes sont détruites par les bandes agissant pour la plus grande gloire de la grosse bourgeoisie.

Le parti gouvernemental, le «*Demokratichétski Sgovor*» est en décomposition — les différents éléments qui le composent se livrent une lutte acharnée. Lors des dernières élections, ce parti se présenta avec une liste double. L'assassinat du maire de Sofia par les militaires fut le signal des hostilités déclarées entre les membres civils et militaires de ce parti.

Les véritables gouvernants en Bulgarie sont la Ligue Militaire, «*Koubrat*», «*l'ORIM*» de Protoguéroff et Mikhaïloff, et l'organisation fasciste «*Rodna Zachtita*». Ce sont ces organisations qui répriment avec la dernière férocité tout mouvement de mécontentement contre Tsankoff. Leurs sicaires pillent, tuent — puis se promènent armés dans les rues de Sofia. Les assassins des députés Petko D. Petkoff, agrarien, et du communiste Dimo H. Dimoff sont des gardes de corps des ministres actuels.

Ainsi, des aventuriers criminels exploitent la population bulgare comme des vampires; ils tuent et pillent tout un peuple. Mais le peuple bulgare luttera avec acharnement pour reconquérir sa liberté, pour abattre ce régime fasciste de meurtriers et de pillards.

Et dans cette lutte qui sera lourde et difficile, il attend l'appui fraternel des peuples civilisés de l'Occident.

Sofia, Décembre 1925.

PARTIE ALLEMANDE

Der griechische Staatsstreich

Pangalos hat ausgesprochen das was ist. Die faschistische Diktatur ist in verschärfter Form proklamiert worden. Die schon ausgeschriebene Neuwahl für den Senat wurde zurückgezogen, Pangalos gedenkt ohne parlamentarische Bindung, wie er es in seiner Proklamation nennt, „das Vaterland zu retten“. Inwieweit der Staatsstreich des Diktators in Zusammenhang steht mit der neuerlichen Aufrollung der Mossulfrage, steht dahin. Kemal Pascha kämpfte um die Erweiterung seines Machteinflusses in Irak; er will das Wilayett Mossul gänzlich der türkischen Republik eingliedern. Die Gegenoffensive Englands, der reaktionäre Aufstand in Kurdistan, ist längst liquidiert. Kemal Pascha, der den Griechen Kleinasien die Gleichberechtigung verweigert, fordert Selbstbestimmung für sein eigenes Volk. Vorwiegend auf Grund des Nationalitätenprinzips fordert er Mossul. England rüstet gegen die Türkei und braucht Hilstruppen. Die Griechen sollen die ersten sein, welche dem Heerbann Englands eingegliedert werden, sollen das Kanonenfutter werden für Englands Vorherrschaft in Irak Arabi. Darum mußte Pangalos den Rest der demokratischen Freiheit liquidieren. Er tut es mit Geschicklichkeit und den brutalsten landesüblichen Methoden. Seine Kriegsführung könnten nicht kritiklos von der Bevölkerung hingenommen werden, wenn auch nur scheinbar, die Pressefreiheit aufrechterhalten wurde. Darum verbot Pangalos, ohne die Preßgesetze zu suspendieren, den Zeitungen kurzer Hand von seinen Gegnern Papanastassiou und Mikhalokopolis Artikel anzunehmen. So wurde jener Zusatz wieder hergestellt, der einst in den Tagen der griechischen Freiheitsbewegung Capon d'Istria in Griechenland eingeführt war:

Frei ist die Presse, Freund, für den, der da verspricht,
Nicht die Minister anzufinden,

Auch die Beamten nicht, samt ihren guten Freunden;

Frei ist die Presse, Freund, doch schreiben darfst du nicht.

Diese Worte Alexander Sutsos haben unerwartete Aktualität erlangt. Pangalos benützt die neue Situation. Seine „republikanischen Garden“ durchziehen die Städte, monarchistische Offiziere an der Spitze. Das griechische Volk hat mit seinen Kriegsvorbereitungen nichts zu tun. Wenn eine aktivistische Außenpolitik getrieben werden soll, so würde es eher an der Seite der Türkei gegen England sein müssen. Das griechische Cypern ist in englischen Händen. Ein Sieg Englands an der Mossulfront verewigt die englische Okkupation über griechischen Boden. Man verstehe uns recht: Kemal Pascha ist ein Feind des griechischen Volkes. Die Ausweisungen der kleinasiatischen Griechen sind ein dunkles Kapitel in der Geschichte der jungen Türkei. Aber weit eher könnte noch mit der Angoraregierung ein Abkommen gefunden werden, als mit England, das schon aus militärischen Gründen niemals den Besitz von Cypern freiwillig aufgeben wird. Griechenland ist zu einem Kriege gegen eine moderne Armee nicht gerüstet. Mit den „autonomistischen“ Banden des Petritsch-Kreises konnte Pangalos fertig werden. Vor der Drohung der jugoslawischen Regierung mußte er zurückweichen. In Südalbanien haben die griechischen Truppen verhältnismäßig leichtes Spiel gehabt. Aber ein moderner Kampf gegen eine moderne Armee ist etwas ganz anderes. Läßt sich Pangalos von seinen englischen Protektoren in den Krieg gegen Kemal Pascha hineinhetzen, wird das griechische Volk die Nieder-

lage erleiden. Siegt Pangalos und gewinnt die kleinasiatische Küste zurück, bedeutet es die Verewigung der Faschistenherrschaft in Griechenland. Wird er besiegt, bedeutet es verschärfte Verfolgung der kleinasiatischen Griechen. Siegt Pangalos, befestigt er zugleich die englische Fremdherrschaft auf Kosten der Griechen Cyperns. Wird er besiegt, wird neuerlich die Ausweisung der Griechen aus Kleinasien in Angriff genommen werden und die heimische Volkswirtschaft erschüttern. Das griechische Volk hat in diesem imperialistischen Kriege, der systematisch vorbereitet wird, nicht zu gewinnen und alles zu verlieren. Die Verschärfung der Diktatur, die Niederschlagung der legalen Opposition, die Zertrümmerung der primitivsten Rechte wird die arbeitenden Massen Griechenlands eingliedern in den Kampf um die Föderation der balkanischen Arbeiter- und Bauern-Republiken. Die griechische Nationalidee, die Pangalos für fremde imperialistische Zwecke prostituiert hat, kann nur in diesem Rahmen verwirklicht werden.

Melingos

Sieben Jahre rumänischer Herrschaft in Siebenbürgen

Soeben, am 1. Dezember v. J., jährte es sich zum siebenten Male, daß in Alba-Julia die Siebenbürger Rumänen ihren Anschluß an das Altreich beschlossen hatten. An der Jahreswende — der als Nationalfeiertag für Siebenbürgen und Banat gilt — wurden auch heuer Festreden, Militärparaden, Parlamentsfeierlichkeiten veranstaltet. Im Bukarester Parlament beanspruchte Jorga, der Führer der Opposition, für die Siebenbürger Nationalistenführer Maniu, Vajda, Pop-Ciceo die Anerkennung, daß sie die Vereinheitlichung vollzogen hatten, indem die Regierungsparteiler die Verdienste der rumänischen Armee unterstrichen.

Mögen die Herrschaften im Parlament um die Regierungsmacht und um ihre historische Rolle streiten, für die arbeitenden Massen gilt es am 1. Dezember, neben einem historischen Rückblick die Bilanz zu ziehen, um festsetzen zu können, inwieweit ihr Leben unter der neuen Wirtschaft sich gestaltete. Bei dem historischen Rückblick verweilen wir eine Minute lang, bei den Beschlüssen in Alba-Julia, die der Vereinheitlichung Siebenbürgens und Banats mit dem Regat vorangingen. Wie kam die historische Konferenz in Alba-Julia zustande und wer war dort vertreten?

Am 1. Dezember 1918 war nur ein Monat nach dem Aufkommen der ungarischen Karolyi-Revolution vorüber, aber in ganz Siebenbürgen und Banat waren schon Arbeiter-, Bauern- und Soldatenräte tüchtig bei der Arbeit, die „Umwälzung aller Werte“ zu vollziehen. Auch die nationale Frage sollte im Geiste des revolutionären Zusammenarbeitens gelöst werden. Aber vom Osten marschierten schon die Truppen der Bojarenregierung. Und die Balkanarmee — unter dem Kommando des berühmten Franchet d'Esperay — unterstützte sie aus vollen Kräften, damit der Herd der Revolution ausgelöscht und gegen die Sowjet-Union eine Intervention vorbereitet wird. In einer solchen historischen Situation kamen die Vertreter des rumänischen Mittelstandes, an ihrer Spitze Maniu, Vajda, Pop-Ciceo — die heutigen oppositionellen Parlamentsführer — in Alba-Julia zu einer Beschlüßfassung, zu einer „freien nationalen Verfügung“ zusammen. Sie waren vor die Wahl gestellt: entweder Revolution mit dem besiegten Ungarn

mitzumachen oder als Verbündete der Entente die Rolle des Söldners der Entente zu übernehmen. Sie haben das letztere gewählt, indem sie den Anschluß an das Altreich beschlossen — gemildert mit einer Anzahl von demokratischen Forderungen. Diese letzteren waren für die arbeitenden rumänischen Massen in Siebenbürgen und Banat als Lockspeise zugebracht. Die rumänischen Bauern haben doch vom revolutionären Geist ihrer ungarischen Genossen reichlich Gebrauch gemacht und die Großgrundbesitzer der ungarischen Herren, ebenso wie auch die bischöflichen Wälder ihrer griechisch-katholischen und orthodoxen Seelsorger besetzt. Ebenso sozialisierten die rumänischen Bergarbeiter mit ihren ungarischen und deutschen Genossen zusammen die Bergwerke im Lande. Die Alba-Juliaer Beschlüsse mußten also betonen, daß auch die neue rumänische Herrschaft nicht schlechter daran sein wird.

Es dauerte aber nicht lange und schon die autonome Siebenbürger Regierung, die in Sibiu residierte, sah sich gezwungen, gegen die „Waldbesetzungen von bischöflichen Gütern“ zu entscheiden, die allerdings nur dann von den revolutionären rumänischen Bauern Siebenbürgens anerkannt werden mußten, als die rumänische Söldnerarmee schrittweise vordringen konnte. Wie die ungarischen Arbeiter in der Stadt, so wurden auch die „befreiten rumänischen Brüder“ am flachen Lande, eines besseren belehrt und mit Bajonetten aus den besetzten Wäldern und Latifundien auseinandergejagt.

In dem Moment, als die Hochburg der Revolution, Budapest, durch rumänische Söldner besetzt wurde, ist die Vereinheitlichung Siebenbürgens mit dem Regat in der Tat vollzogen worden. Die Art und Weise dieser Vereinheitlichung nannte ein berufener Politiker, der Erznationalist und gewesener Ministerpräsident Vajda: „vollzogen mit der Mistgabel.“ Mit dem gemilderten Ausdruck meinte er die unverhüllte Militärdiktatur, die selbst die Siebenbürger Nationalistenführer aus dem Wege schaffte, so daß sie auch heute das bittere Brot der Opposition essen müssen.

Nun, wie man sieht, ist der historische Rückblick für keine der beiden — um den Ruhm streitenden — Parteien, von großer Ehre, Verbleiben wir aber nicht bei der Vergangenheit, ziehen wir die Bilanz auch der heutigen Lage. Was hat Siebenbürgen-Banat in diesen sieben Jahren rumänischer Herrschaft erreicht? Bei der Antwort könnten wir uns begnügen mit der Wiedergabe der Beschuldigungen, die im Parlament seitens der Siebenbürger Nationalisten gegen das heutige Regime aufgebracht wurden. Damit wir aber nicht in den Verdacht der Parteilichkeit fallen, weisen wir auf offizielle und unbestreitbare Daten hin, die nicht als oppositionelle Anklagen betrachtet werden können. Fangen wir gleich bei der letzten Bevölkerungsstatistik an. Im Jahre 1924 nahm die Zahl der Sterbefälle zu. Sie ist 225%; jedes fünfte Kind stirbt in Siebenbürgen, bevor es sein erstes Lebensjahr erreicht hätte! In der Reihe der 15 Städte, in denen die Zahl der Verstorbenen diejenige der Neugeborenen im Jahre 1924 übertraf, finden wir die Siebenbürger Städte: Arad, Oradea-mare, Lugosch, Deva, Timisoara, Fagarasch und weitere vier Städte. In der Auswanderung führen im ganzen Reiche: Bessarabien und Siebenbürgen. Die Agenturen der amerikanischen Schiffsgesellschaften machen hier ihre besten Geschäfte.

Hier in Siebenbürgen und Banat ist selbst die Bauernfängerei mit der Agrarreform am schändlichsten durchgeführt. Selbst nach den amtlichen Regierungsdaten erhielten bis Ende 1924 von 530.000 anspruchsberechtigten Bauern insgesamt nur 45.000 Grund und Boden.

Wie ist es mit der Industrie und dem Handel bestellt? Das „Nationalisierungen“ in seine Hand gerissen. Nur ein Beispiel Regater Kapital hat alle Ausbeutungsmöglichkeiten mit Hilfe der aus dem Bankleben: Die Siebenbürger Banken, die mit ungarisch-deutschem Kapital gegründet wurden, erhalten von der Banca Nationala aus Bukarest insgesamt nur 165 Millionen Leu Reescomptkredite, ein Zehntel ihrer Bedürfnisse, indem die Neugründungen der Bukarester Großbanken reichlich versorgt sind. Aber auch die Siebenbürger rumänischen Banken mußten sich den Regater Kapitalisten ausliefern (Vordringen der Banca Romaneasca in ganz Siebenbürgen und Banat). Die hochentwickelte Siebenbürger Industrie steht vor einer Katastrophe. Theoretisch kann man diese Tatsache in der Weise erklären, daß mit der Eroberung Siebenbürgens und Banats große Industriegebiete unter die Herrschaft eines Agrarlandes geraten sind, das heißt hier wurde eine verkehrte Kolonialpolitik gemacht. Der Erfolg: daß in den Riesenwerken zu Reschitza anstatt des gewöhnlichen Arbeitsstandes von 7000 bis 8000 jetzt nur 1200 Arbeiter arbeiten. In Arad feiert die Waggonfabrik während man im Parlament enthüllt, daß die Waggonreparaturwerkstätte zu Griwitsa von einer enormen Zahl von reparaturbedürftigen Waggonen überfüllt wird — leider auch nur darum, daß man mit der üblichen Korruption die angeblichen Reparaturkosten aufrechnen und den Staat um Milliarden bestehlen kann.

Um auch gleichzeitig die Lage des Industrieproletariats betrachten zu können, müssen wir über die Folgeerscheinung der furchtbaren Wirtschaftskrise, über enorme Arbeitslosigkeit in ganz Siebenbürgen und Banat einige Daten anführen. In der Bauindustrie beträgt die Zahl der Arbeitslosen volle 100%. Eine

Zeitlang konnten diese Unglücklichen in Bukarest eine Arbeitsmöglichkeit finden. Seit einem Jahre sind sie aber dem Hungern preisgegeben, da bekanntlich in Rumänien keine staatliche Arbeitslosenunterstützung vorhanden ist, die Gewerkschaften wiederum über keine Hilfsmittel verfügen. In der Eisen- und Metallbranche erhöhte sich der Prozentsatz von 40% im Sommer auf 50 bis 60% bis Winter. In der Holzindustrie nimmt die Zahl der Arbeitslosen infolge der Verminderung des Exports täglich zu. Von 40.000 Arbeitern sind heute über 15.000 beschäftigungslos. Die Wirtschaftskrise, die Zunahme der industriellen Reservearmee trägt dazu bei, daß alle sozialpolitischen Errungenschaften der Siebenbürger und Banater Arbeiter abgebaut werden. Der Achtstundentag ist längst mit Regierungshilfe durchbrochen. Obwohl Rumänien die diesbezügliche Vorlage des Internationalen Arbeitsamtes ratifizierte, waren die Gendarmen Bratianus die Mittel, mit deren Hilfe unlängst den Holzindustriellen es gelungen ist, ihre Arbeiter zur Zwölfstundenarbeit zu zwingen. Das Kapital der Arbeiterkrankenkassen ist schon längst nach Bukarest geschleppt, seither erhalten die erkrankten Arbeiter einen Bruchteil ihrer Krankengelder. In den staatlichen Bergwerken aber herrschen noch tröstlichere Zustände. In Reschnitza, Petrosany, Oravitza gehen die unbezahlten Arbeitslöhne in die Millionen, die seit Jahren, trotz gerichtlichen Urteils, unausgefollt blieben.

Anstatt Sozialpolitik sind aber andere Errungenschaften zu verzeichnen. Die Zahl der Schankhäuser nahm in Siebenbürgen und Banat wie auch im Reichsmaßstabe erschreckend zu. Insgesamt sind 19.393 solche zu verzeichnen (im ganzen Lande 50.327), was seit sieben Jahren einer 200%igen Erhöhung entspricht.

Neben dieser „geistigen“ Verpflegung war die Zahl der vorhandenen Schulen natürlich überflüssig; allerdings hat die Regierung laut statistischen Daten 40 bis 50% der ungarisch-deutschen Schulen aus nationalistischen Gründen eingestellt. Schulgebäude wie auch Arbeiterheime (Oradea-mare, Sibiu usw.) wurden zu militärischen Zwecken beschlagnahmt.

Ja, das rumänische Militär hält in ganz Siebenbürgen das Heft in den Händen. An dem Grenzgebiet (30 km von der Westgrenze) herrscht Belagerungszustand. Wie es mit den übrigen Gebieten bestellt ist, charakterisiert die Tatsache, daß soeben — vor den kommenden Gemeindevahlen — im Kreis Timisoara, wo die radikale Arbeiterschaft am stärksten ist, das Kommando des VI. Korps denselben Belagerungszustand verhängte. In Oradea-mare, Cluj werden wiederum militärische Razzien abgehalten, mit deren Hilfe Hunderte von „Verdächtigen“ arretiert werden. Da trotz den verfälschten Wahllisten, Verfolgungen, die Arbeiterschaft mit der oppositionellen Maniupartei in den Siebenbürger Städten eine Vereinbarung abgeschlossen hatte und für die kommenden Gemeindevahlen eine Niederlage für die Regierung droht, greift man eben zu den altbewährten Mitteln der rumänischen Militärdiktatur!

Das einheimische rumänische Bauerntum klagt ebenso über die Mißwirtschaft, Korruption, Terror des Regats wie die nationalen „Minderheiten“ Siebenbürgens. Von den Kommissionen, die die Kriegsschäden in Siebenbürgen liquidieren sollten, erhielt noch kein einziger Bauer einen Schadenersatz, noch weniger die Summen für die vielen Requirierungen. Was die Kolonisierungsaktion betrifft, stellte soeben das rumänisch-nationalistische Organ „Universul“ fest, daß dieselbe in Siebenbürgen mit einem vollen Mißerfolg gekrönt wurde. Insgesamt wurden in Siebenbürgen 57.000 ha Grund und Boden für Kolonisierungszwecke ausgeteilt, die für 9000 Kolonisten aus dem Regat bezweckt waren. Für die Durchführung derselben Aktion ist das Beispiel aus Nord-Siebenbürgen, im Komitat Satumare, charakteristisch. Die armen Opfer sind der bestialen Ausbeutung der Großbanken, Pfaffen, Wucherer preisgegeben. Sie erhielten hier ihre Parzellen, ohne daß entsprechende Häuser oder sonstiges Inventar vorhanden gewesen wäre. Der Erfolg: die Kolonisten sind in primitiven Massenbaracken untergebracht, wo sie zu je 15 bis 20 Personen in einem „Zimmer“ zusammengepfercht, den verschiedensten Epidemien, Massenerkrankungen zum Opfer fielen. Heute verlassen sie fluchtartig diese Parzellen, die ihre Gesundheit samt Arbeit und gesparten Geldern verschluckten.

Sollen wir noch über die Korruptionsfälle bei der Durchführung der Agrarreform, bei den Nationalisierungen, bei Assentierungen, bei Steuereinschätzung, -einhebung sprechen? Nein, es erübrigt sich, die Massenfälle aufzuzählen, da es sich um das ganze System handelt.

Zieht man die Bilanz der siebenjährigen rumänischen Herrschaft, kommen nur Wirtschaftskrise, Arbeitslosigkeit, Erbitterung der Massen und Militärdiktatur in ganz Siebenbürgen zum Vorschein. Und wir haben noch kein Wort über die Leiden der Minderheiten, über die nationale Unterdrückung gesagt! In Horthy-Ungarn allein schmachten über 150.000 Flüchtlinge aus Siebenbürgen, die selbst die dortige Militärdiktatur und wirtschaftliche Not den rumänischen Drangsalierungen vorzogen. Beamte, Lehrer, Eisenbahner, Pensionisten, Richter erhielten Anschauungsunterricht von den Bojaren und mit dem Bettelstab in der Hand haben sie nach Ungarn „optiert“, wo sie in Waggonen, Massenquartieren darben müssen. Indessen aber sind zwischen Bojaren und

ungarischen Magnaten, rumänischen und ungarischen Faschisten, orthodoxem und katholischem Klerus manche Annäherungsversuche in Gang gesetzt. Soeben rühmt sich Bratianu damit, daß es ihm gelingen wird, mit der Siebenbürger Ungarpartei einen Wahlpakt zustande zu bringen. Bei den Kompromißverhandlungen sollen manche Konzessionen für die katholische Kirche, für die konfessionellen Schulen der Siebenbürger Ungarn, ebenso manche Regelungen zugunsten der zu enteignenden kirchlichen und latifundistischen Güter erreicht werden. Mit diesem Kompromiß aber wird die Bilanz der sieben Jahre nicht aktiver sein! Die Leiden und die Unterdrückungsmethoden für alle arbeitenden Schichten Siebenbürgens und Banats — ohne Unterschied der Muttersprache — blieben unverändert. Für die Arbeiter und Bauern, für den notleidenden Mittelstand, für die unterdrückten Nationalitäten Siebenbürgens und Banats bleibt die Aufgabe aufrecht, eben diese Machtfaktoren, die jetzt einander die Hand reichen — ohne Unterschied der Nationalität — aus dem Wege zu schaffen.

Transylvanicus

Eine Broschüre über den albanischen Aufstand des Jahres 1912

In der letzten Zeit ist eine Broschüre Hassan Prishtinas über den albanischen Aufstand vom Jahre 1912 erschienen.*)

Hassan Prishtina ist unseren Lesern wohl bekannt. Einer der größten albanischen Revolutionäre, war er der Führer des albanischen Aufstandes von 1912. Es freut uns, unseren Lesern aus dem in albanischer Sprache erschienenen Buche einige kurze Auszüge mitteilen zu können.

Sehr bezeichnend für Hassans revolutionären Mut ist eine Rede, die er am Ende des Jahres 1911 im türkischen Parlament gehalten hat. Nachdem Hassan die Politik der türkischen Regierung gegenüber den Albanern heftig angegriffen hatte, sagte er: „Falls die Regierung ihre Politik gegenüber Albanien nicht ändert, falls die Albaner nicht in den Besitz ihrer politischen Rechte gelangen sollten, wird Albanien der Schauplatz von bitteren und blutigen Ereignissen werden.“ (Zwischenruf eines arabischen Abgeordneten: „Was verstehen Sie darunter?“) Hassan Prishtina: „Ich will sagen, daß, wenn die Regierung in ihrer Politik gegenüber den Albanern fortfahren wird, ich einer der Ersten sein werde, die die Fahne der Revolution erheben werden.“

Daß Hassan nicht nur durch schöne Worte der Sache seines Volkes diene, beweist die Tatsache, daß er noch am selben Abend mit Ismail Kemal den Beschluß faßte, die Revolution in Albanien zu entfesseln.

Dabei ließ Hassan Prishtina kein Mittel unversucht, um ein Blutvergießen zu verhindern. Aber als er sah, daß sogar eine offene Aussprache mit dem Sultan erfolglos blieb, griff er zur Tat.

*) Nji shkurtim kujtimesh mbi kryengritjen shqiptare të vjetit 1912. Shkrue prej Hassan Prishtinës. Botime i dytë. Bari 1925.

Nachdem er sich mit den albanischen Häuptern geeinigt hatte, wurde einhellig beschlossen, daß die Revolution zum Ausbruch kommen solle, wenn er selbst im Gebirge die Waffen ergreifen würde. Nachdem sich auch Bairam Curri der Bewegung angeschlossen hatte, wurde der Kampf im Mai 1912 mit der Umingelung Ipeks begonnen, die mit einem Mißerfolg der Aufständischen endete, da der Feind übermächtig und gut ausgerüstet war, während bei den Aufständischen Bewaffnung und Munition sehr viel zu wünschen übrig ließ.

Aber Hassan und die Seinen ließen den Mut nicht sinken. Das Zentrum der Bewegung wurde nun nach Krasniqe verlegt, von wo aus eine Aktion in dem ganzen Gebiet von Kossowo eingeleitet wurde, insbesondere in der Gegend von Mitrovitza, wo die Aufständischen unter der tapferen Führung von Issa Boljetini kämpften. Einer der bedeutendsten Kämpfe war das Gefecht auf der Qafa e Prushit. Bairam Curri schlug hier an der Spitze seines Stammes vier türkische Bataillone, zersprengte sie und nahm ihnen viel Kriegsmaterial weg. Dieser Erfolg war von großer Bedeutung, weil er den revolutionären Mut der Albaner entflamme.

Wenige Tage später standen 12.000 Aufständische vor Prishtina, das zu besetzen sie sich zugeschworen. Der türkische Kommandant von Prishtina wollte den Kampf aufnehmen. Die Kämpfe begannen. Um weiteres Blutvergießen zu verhindern, drangen einige tapfere Albaner aus Prishtina in das Telegraphenamt, hielten den Kommandanten ihre Flinten vor den Kopf und zwangen ihn, einen Befehl zu unterschreiben, der den Abzug der türkischen Truppen verfügte. Unter großer Begeisterung der Bevölkerung, die sich ihnen anschloß, zogen die Aufständischen in die Stadt ein.

Prishtina wurde nun das Zentrum der Bewegung und hier sammelte sich das Heer der Aufständischen, das auf 30.000 Mann anwuchs. Der Sieg der Aufständischen machte in ganz Europa großen Eindruck. Nun überstürzten sich die Ereignisse: Die Konstantinopler Regierung gab ihre Demission. Kiamal Pascha bildete ein neues Kabinett, das sofort eine von Ibrahim Pascha geführte Mission zu den Aufständischen entsandte. Nach sehr schwierigen Verhandlungen — Hassan Prishtina hebt an dieser Stelle die wertvolle Hilfe hervor, die ihm Bairam Curri bei diesem Anlaß geleistet — kam es zu der Vereinbarung der bekannten 14 Punkte. Die Gewährung albanischen Unterrichts, der Gerichtsbarkeit dem albanischen Recht angepaßt und die Reform der Landesverwaltung waren Errungenschaften, die den Weg zur künftigen Selbständigkeit Albanien gebahnt haben.

Nur die beiden Balkankriege, meint der Autor zum Schluß, seinen Schuld daran, daß nicht aus den damaligen Ereignissen sich ein größeres Albanien entwickelt habe. Aus seinen Worten spricht die Hoffnung, daß auch der große Teil des albanischen Volkes, der heute unter fremdem Joch schmachtet, einst den Weg zum Vaterland finden wird.

Hassan Prishtinas interessante Schrift ist ein wertvoller Beitrag zur Geschichte Albanien und der Balkankämpfe.

Albanicus

PARTIE ROUMAINE

Spre a lovitură de stat în România

Gvernul oligarhiei române se căzneşte să convingă lumea, că în dosul renunţării prinţului Carol la drepturile de moştenitor al tronului nu stau — doamne ferşte — motive politice. Dar „cine se scuză, se acuză“ spune o zicătoare franţuzească. Toată lumea ştie: că prinţul Carol şi-a dat pe faţa firea „nedisciplinată“ şi aventuroasă încă în 1919, când a încercat (odată cu întâia sa renunţare la tron) să descalece în lagărul revoluţionar cerând înscrierea în Partidul Socialist; că prinţul a sfârşit totuşi prin a arunca ancora în portul clandestin al fascismului ofiteresco-universitar; că firele complotului fascisto-studentesc de-acum doi ani (Corneliu Codreanu & Comp.) duceau, printr'un şir de generali, până în anticamera prinţului; că prinţul a folosit instituţiile de sub conducerea sau influenţa sa (comandamentul aviaţiei militare, comandamentul cercetaşilor, Fundaţia Princ. Carol, Federaţia Soc. Sportive) pentru a crea fascismului poziţii organizatorice; că prinţul a devenit astfel în ultimul timp centrul clandestin de raliere al tuturor conspiratorilor militari şi aventurierilor „creştini“ cari, deşi primind cu plăcere sprijinul liberalilor, cultivă totuşi năzuinţi romantice de „independenţă“ à la Mussolini şi de Riviera şi aplaudau năzuinţele analoge ale prinţului.

Oligarhia feudalo-bancară condusă de liberali urmăreşte însă planurile ei proprii de dominaţie absolutistă şi de dictatură. Ea tolerează, încurajază şi organizează fascismul, dar pentru a-l avea ca instrument şi nu ca concurent. Deaceia oligarhia a sfârşit prin a-şi da seama că în calea acestor planuri ale ei îi stă prinţul Carol prin aceea, că el era pe punctul să devină steagul unei aventuri independente. „Renunţarea“ prinţului Carol este astfel de fapt năzuinţarea lui de către oligarhii români, cari, ca şi unkerii prusaci, îşi acordă dinasticismul pe melodia

Und der König absolut
Wenn er unsern Willen tut.

(Regele să fie absolutist, dacă el face ceea ce vrem noi).

Înlăturarea prinţului Carol, odată cu mazălirea generalului Holban, unul din capii clandestini ai fascismului, însemnă deci înlăturarea unei piedici din dreapta pe drumul loviturii de stat pregătite de liberali, după ce piedica din stânga (partidele opoziţiei democratice) apare zi-cu-zi tot mai neînsemnată şi în realitate inofensivă.

Căci aşa stau lucrurile: România merge spre o lovitură de stat. Departe de a se gândi să „cadă“ dela putere, cum afirmă conducătorii opoziţiei, oligarhia se pregăteşte să rămână la cârmă şi să-şi consolideze dominaţia politică, fără de care existenţa oligarhiei însăşi ea clasă este în pericol.

Intr'adevăr! Reforma agrară care, pedeoparte, a aţătat şi mai mult foamea legendară de pământ a ţaranului, a înşelat pedealta speranţele ţărănimii. În afară de agenţii oligarhiei (popi, învăţători, ofiţeri, reangajaţi, agronomi, cârciumari, percepatori, etc.) numai o mică parte a ţaranilor au căpătat pământ în întindere neindestulătoare şi pe care sunt siliţi să-l gospodărească în condiţii mizerabile (plata ratelor de improprietărire, înglodări în datorii, dobânzi cămă-tăreşti, taxe de export, biruri grele şi angarale de tot felul, lipsă de inventar, secetă şi foamete, etc.). Din blagoslovire aşteptată, pământul a devenit pentru ţaranul român o pacoste, de care cată să scape. (Vezi legea pentru reglementarea vânzării loturilor de către ţărani improprietăriti.) Nemulţumirile masselor ţărăneşti sunt atât de profunde, încât ele izbucnesc în chip violent şi s'au manifestat în ultimii doi ani printr'un şir de revolte locale pe tot cuprinsul ţării, dintre care cea dela Tatar-Bunar nu a fost decât cea mai remarcabilă. Pedealtă parte politica de acaparare a bogătiilor ţării (legile de naţionalizare a subsolului, de comercializare, a minelor, etc.)

prin care s'au concentrat averi și câștiguri fabuloase în mâinile elitei oligarhice; politica de înrobire a maselor muncitoare și mijlocii (convențiile cu Banca Națională, suspendarea impozitului pe capital și pe câștigurile de război, suspendarea legii contra speculei, libera tranzacție la chirii, sporirea birurilor, etc.); politica de asigurire și deznationalizare forțată a „minorităților“; politica de înăbușire săngerоasă și arbitrară a muncitorimii orășenești; — toate acestea au sfârșit prin a ridica împotriva regimului actual numai țărănimea, muncitorimea, mica-burgezie, minoritățile, pe intelectuali, pe slujbașii statului, ci chiar și pătrii deadreptul burgeze (cercuri de industriști, comercianți, etc.) amenințate de trusturile liberale cu falimentul sau cu subordonarea.

Nemulțumirile maselor activizarea lor politică. creșterea voinței lor de luptă s'au constatat și confirmat în repetite rânduri: în alegerile pentru Camerele Agricole unde coaliția oligarhiei, cu toată teroarea întrebuintată, a fost înfrântă; în mișcărilor muncitorești și în grevele spontane de protestare, care au silit guvernul să amâne suprimarea sindicatelor unitare (arestarea Consiliului Sindical Unitar); în crearea unei mișcări studențești independente antifasciste; în înscrierea în masă, cu toate piedecile puse, a alegătorilor în listele pentru Consiliile Comunale și Județene; în presiunea maselor asupra conducătorilor opoziției pentru încheierea frontului unic contra oligarhiei; în creșterea popularității printre masele minoritare a parolei luptei în front unic cu masele populare din toată România; în constituirea „Blocului Democrației Muncitorești-Țărănești“ primitivă cu entuziasm în toate orașele și în toate provinciile. Oligarhia a ajuns să se convingă astfel, că pe terenul legalității chiar restrânsă, cum este (alegeri „libere“, dreptul de intruire, libertatea presei, etc.), ea nu poate păstra puterea. Dar fără păstrarea puterii cum va putea ea aplica legiurile votate și înăbuși pericolul izbucnirii vulcanului cu întreit crater: țărănesc, muncitoresc-orășeneș și național? Căci de-abea aplicarea reacționarei legiului economice, financiare și administrative va putea asigura acapararea bogățiilor țării, exproprierea sau subordonarea păturilor mijlocii, a micilor industriști și comercianților către trusturile bancare, exploatarea până la măduvă a maselor producătoare dela orașe și sate, împlinirea unui budget crescut în patru ani dela 9 la 40 miliarde, întreținerea aparatului urias de opresiune (poliție, jandarmerie, siguranță), acoperirea cheltuelilor de înarmare și plata datorilor de război.

Deaceea oligarhia se pregătește de o lovitură de stat. Și în acest scop ea își organizează bandele fasciste, pentru ca, atunci când mijloacele „legale“ vor fi fost isprăvite, să poată trece peste ele și proclama dictatura fățișă. Și tot în acest scop en înlătură din fruntea acestor bande elementele cu tendințe prea „independente“ sau care iau fascismul în serios și cer o lovitură „deasupra“ partidelor, împotriva tuturor „jidoviților“, chiar și a acelora din „partidul liberal.“

Dar, vor întreba unii, cum se face că, deși toate straturile sociale, — cu excepția unui pumn de mari bancheri, fabricanți, moșieri, speculanți și de generali, — și toate minoritățile naționale sunt adânc nemulțumite și gata să se ridice contra regimului oligarhic, totuși oligarhia nu numai că poate păstra puterea, dar se mai poate gândi să-și consolideze dominația și să săvârșească o lovitură de stat? Răspunsul este acesta: oligarhia nu contează numai pe forțele sale proprii și pe forțele aliaților săi direcți, înalta birocrație, ofițerimea superioară și Partidul Poporului. Ea contează și pe aliați indirecti. Aceștia sunt întâi, aripa dreaptă a opoziției, în frunte cu takistiți, și al doilea, pasivitatea și nehotărârea opoziției întregi însăși. De doi ani de zile cele două partide mari ale opoziției, național și țărănesc, tratează formarea unei coaliții pentru răsturnarea liberalilor și pentru aducerea unui guvern democratic. Și până acum aceste tratative n'au dus la nici-un rezultat. De ce? Pentru că ambele partide, afirmând că vor să doboare regimul oligarhic, se feresc în acelas timp ca dracu de tîmție să facă pentru asta apel la masele populare. Pentru a nu „dezlântui“ masele, aceste tratative au fost duse cu ușile închise, fără a se pune la baza lor vre-un program, fără ca partidele acestea, — din care unul, cel național, afirmă că-i democratic, iar celălalt, cel țărănesc, afișază în expunerea la program titlatura de revoluționar, — să spună pe față: ce au de gând să facă cu constituția reacționară, cu legiurile liberale de asigurire și acaparare, cu starea de asediu, cu amnistia, în chestia agrară, a colonizărilor forțate, muncitorească, națională, a datoriilor de război, a înarmărilor militariste, a păcii cu Rusia, a păcii în Balcani, etc., etc.? Acțiunea acestor partide este fixată nu pentru luptă actuală contra oligarhiei, ci pentru momentul problematic când... regele va chema pe șefii lor la putere. Dar dacă regele, care este și el, după o glumă cu temei, înscris la liberali, nu va „concedia“ guvernul liberal niciodată? Pentru această eventualitate aceste partide nu au nici-o soluție, decât aceea de a aștepta ca regele să se convertească la democrație. *Politica mielului care vrea să-l convertească pe lup la vegetarianism...*

Este deci limpede că unul din avantajele de capetenie ale regimului oligarhic este unei lovituri de stat îl constituie pasivitatea și nevolnicia opoziției însăși. Pe capul conducătorilor ei apasă raspunderea, dar tot în mâna lor stă și puțința ocolirii acestei răspunderi. **Masele asuprite și frământate de dorul și voința de a scutura jugul oligarhic** — iată încotro este singura orientare mîntuitoare. Acolo e cuptorul în care se coace singura forță reală, ce poate veni de hac regimului blestemat de astăzi și prefacă România, cu bogățiile ei naturale și cu popoarele ei harnice și inteligente, într'o țară cu adevărat liberă și civilizată, — într'o Românie cu adevărat Mare.

I. Mateescu

PARTIE GRECQUE

Τὸ πραξικόπημα στὴν Ἑλλάδα

Ὁ Πάγκαλος μᾶς εἶπε μὲ λόγια αὐτὰ ποὺ στὴν πραγματικότητα ὑπάρχει. Ἡ φασιστικὴ δικτατορία ἀνεκρύχθη σὲ πῦρ ὄξεια μορφή. Οἱ ἐλλογές γιὰ τὴ Γερουσία ποὺ εἶχαν ἦδη προκηρυχθεὶ ἀνεβλήθησαν. Ὁ Πάγκαλος ἔχει τὴν πρόθεση, χωρὶς κανένα κοινοβουλευτικὸ δεσμό, νὰ „σώσει τὴν Πατρίδα“, ὅπως λέγει μέσα στὴν προκήρυξή του. Κατὰ πόσο τὸ πραξικόπημα τοῦ δικτάτορος σχετίζεται μὲ τὴν ἐκ νέου ἀνακίνηση τοῦ ζητήματος τοῦ Μοσσούλ, δὲν θέλουμε νὰ ἐξετάσουμε. Ὁ Κεμάλ Πασσᾶς ἀγωνίσθηκε γιὰ τὴν ἐπέκταση τῆς ἐπιρροῆς του στὸ Ἰράκ. Θέλει νὰ προσαρτήσει τελείως τὸ Βιλαέτι τοῦ Μοσσούλ στὴν Τουρκικὴ Δημοκρατία. Ἡ ἀντιπῆση τῆς Ἀγγλίας, τὸ ἀντιδραστικὸ κίνημα τοῦ Κοινοβουλίου, πρὸ πολλοῦ ἔχει διαλυθεῖ. Ὁ Κεμάλ Πασσᾶς, ποὺ ἀρνείται τὴν ἰσπολιτεία στὸν Ἕλληνα τῆς Μικρᾶς Ἀσίας, ἀπαιτεῖ τὸ δικαίωμα τῆς Ἀυτοδιαθέσεως γιὰ τὸν λαὸ του. Τὴ ἀπαίτησιν του στὸ Μοσσούλ στηρίζει κυρίως ἐπὶ τῶν ἀρχῶν περὶ Ἐθνικοτήτων. Ἡ Ἀγγλία προτοιμάζεται ἐναντίον τῆς Τουρκίας καὶ χρειάζεται βοηθητικὰ στρατεύματα. Οἱ Ἕλληνες θὰ εἶναι οἱ πρῶτοι ποὺ θὰ καταταχθοῦν γὰρ ἀπὸ τὴν πολεμικὴ σημαία τῆς Ἀγγλίας, αὐτοὶ ποὺ θὰ δώσουν κρέας σὰ κανόνια, γιὰ χαῖρι τῆς ὑπεριαχύσεως τῆς κυριαρχίας τῆς Ἀγγλίας στὸ Ἰράκ τῆς Ἀραβίας. Νὰ ὁ λόγος γιὰ τὸν ὁποῖο ὁ Πάγκαλος καθήγγησε καὶ τὰ τελευταῖα ὑπολείμματα τῆς δημοκρατικῆς Ἑλευθερίας. Καὶ τὸ κἀμιν αὐτὸ μὲ ἐπιτηδεύτητα καὶ μὲ τὴν πῦρ κτηνώδη ἐγχείρησιν μέθοδο. Οἱ πολεμικὲς προτοιμασίες του δὲν θὰ γινόνταν δεκτὲς ἀπὸ τὸ λαὸ χωρὶς κριτικὴ, ἂν ὑπῆρχε ἔστω καὶ μόνο φαινομενικὰ ἡ Ἑλευθεροτυπία. Γιὰ τοῦτο ὁ Πάγκαλος, χωρὶς νὰ θέσει τοὺς περὶ Τύπου νόμους ἐντὸς ἰσχύος, ἀπαγορεύει μὲ τὸν ἀπλούστερο τρόπο στὴς ἐφημερίδες νὰ δέχονται ἀρθρα ἀπὸ τοὺς ἀντιπάλους του Παπαναστασίου καὶ Μιχαλακοπούλου. Ἔτσι παλινωρθώθη ἐκείνη ἡ κατάσταση στὴν ὁποία βρισκόταν ἡ Ἑλλάς τῆς ἡμέρας τοῦ Ἑλληνικοῦ ἀπαλευθερωτικοῦ κινήματος, τὸν καιρὸ τοῦ Καποδίστρια.

Ὁ τύπος εἶναι ἐλεύθερος, φίλε, γιὰ ἐκεῖνον ποὺ ὑπόσχεται νὰ μὴ θιγῶσιν τοὺς ὑπουργοὺς καὶ οὐτε τοὺς ὑπαλλήλους μαζί μὲ τοὺς φίλους τῶν, ὁ τύπος εἶναι ἐλεύθερος, φίλε, μόνο ποὺ ἔσθ' δὲν ἐπιτρέπεται νὰ γράφεισ.

Τὰ λόγια αὐτὰ τοῦ Ἀλεξάνδρου Σούτσου πέρνου νε μὴ ἀπροσδόκητὴ ἐπικαιρότητα. Ὁ Πάγκαλος ἐκμεταλέυεται τὴν νέα Κατάσταση. Οἱ „Δημοκρατικὲς προურές“ του διασχίζουν τὴς πόλεις μὲ μοναρχικούς ἀξιωματικούς ἐπὶ κεφαλῆς.

Ὁ Ἑλληνικὸς λαὸς δὲν ἔχει τίποτε τὸ κοινὸ μὲ τὴς πολεμικὲς προτοιμασίες τοῦ Πάγκαλου. Ἄν πρόκειται ν' ἀκολουθηθεῖ μὴ ἑνεργὸς ἐξωτερικὴ πολιτικὴ, τότε θὰ ἔπρεπε αὐτὴ νὰ διευθύνεται μᾶλλον κατὰ τῆς Ἀγγλίας στὸ πλάγι τῆς Τουρκίας. Ἡ Ἑλληνικὴ Κύπρος βρισκεται σὲ Ἀγγλικὰ χέρια. Μία νίκη τῆς Ἀγγλίας στὸ Μέτωπο τοῦ Μοσσούλ διαιωνίζει τὴν Ἀγγλικὴ κατοχὴ Ἑλληνικοῦ ἔδαφους. Γιὰ νὰ λειψοί κἀθε παρεξήγησις: Ὁ Κεμάλ Πασσᾶς εἶναι ἐχθρὸς τοῦ Ἑλληνικοῦ λαοῦ. Ἡ ἔξωσι τῶν Ἑλλήνων τῆς Μικρᾶς Ἀσίας εἶναι ἓνα μαῦρο κεφάλαιο στὴν ἱστορία τῆς νέας Τουρκίας. Ἀλλὰ πολὺ εὐκολότερα θὰ μπορούσε νὰ ἐπέλθει συναφονία μὲ τὴν Κυβέρνησι τῆς Ἀγκύρας, παρά μὲ τὴν Ἀγγλία, ἡ ὁποία καὶ μόνο ἀπὸ στρατιωτικὸς λόγους δὲν δα ἐγκαταλείβει ἐκουσίως ποτὲ τὴν κυριαρχία τῆς ἐπὶ τῆς Κύπρου. Ἡ Ἑλλάς δὲν εἶναι προτομασμένη γιὰ ἓνα πολεμικὸ κατὰ ἓνος μοντέρνον στρατοῦ. Μὲ τὴς „ἀυτονομιστικὰς“ συμμορίες τοῦ Πέτριτς μπόρσεσ ὁ Πάγκαλος νὰ τὰ βγάλει πέρα. Ἀναγκάσθηκε ὅμως νὰ ὑποχωρήσει μπροστὰ στὴν ἀπειλὴ τῆς Γιουγκοσλαβικῆς Κυβερνήσεως. Στὴν Νότιον Ἀλβανία ἦταν ἡ δουλειά γιὰ τὰ Ἑλληνικὰ στρατεύματα σχετικῶς εὐκολή. Ἐνας μοντέρνος πολέμος ὅμως ἐναντίον ἓνος μοντέρνου στρατοῦ εἶναι κάτι πολὺ διαφορετικὸ. Ἄν ὁ Πάγκαλος ἀφήσει νὰ παρασυρθεῖ ἀπὸ τοὺς Ἀγγλους προστάτες του σὲ ἓνα πολέμου κατὰ τοῦ Κεμάλ Πασσᾶ τότε ὁ Ἑλληνικὸς λαὸς θὰ ζητηθεῖ. Διότι ἐάν μὲν νικήσει ὁ Πάγκαλος καὶ ξαναπάρει πίσω τὴν Μικρασιατικὴ Ἀκτὴ τότε θὰ ἐσήμανε αὐτὸ τὴν διακίνηση τῆς Φασιστικῆς Κυριαρχίας ἐπὶ τῆς Ἑλλάδος: ἐάν δὲ ἡττηθεῖ, τότε θὰ συνεψιγγετο τοῦτο μὴν ὄψωσι καταδίωξι τῶν Μικρασιατῶν Ἑλλήνων. Μὲ τὴν νίκη του ὁ Πάγκαλος στερωάνει συγχρόνως καὶ τὴν ξενικὴν Ἀγγλικὴν Κυριαρχία εἰς βάρος τῶν Ἑλλήνων τῆς Κύπρου. Μὲ τὴν ἡττα του ξαναρχίζει ἐκ νέου ἡ ἐκδίωξι τῶν Ἑλλήνων ἀπὸ τὴν Μικρὰν Ἀσία καὶ συνταράσσεται ἡ ἐθνικὴ οἰκονομία.

Ὁ Ἑλληνικὸς λαὸς δὲν ἔχει τίποτε νὰ κερδίσει ἀπὸ ἓνα τέτοιο ἱμπεριαλιστικὸ πολέμου, ποὺ προτοιμάζεται συστηματικὸ ἀπεναντίας ἔχει νὰ χάσει τὸ κἀθε τι.

Ἡ ὄψωσι τῆς δικτατορίας, τὸ χτύπημα τῆς νόμιμης Ἀντιπολιτεύσεως, ἡ καταρῆξις καὶ τῶν στοιχειωδέστερων δικαιωμάτων θὰ κἀμει τὴς ἐργαζόμενες μᾶζες τῆς Ἑλλάδος νὰ συνταχθοῦν καὶ νὰ πάρουν μέρος στὸν ἀγῶνα γιὰ τὴν Ὁμοσπονδία τῶν βαλκανικῶν ἐργατικῶν καὶ χωρικῶν Δημοκρατιῶν.

Τὸ Ἑλληνικὸ Ἐθνικὸν ἰδεώδες, τὸ ὁποῖον ὁ Πάγκαλος ἐξεδόρνευσε γιὰ ξένους ἱμπεριαλιστικὸς σκοποὺς, μόνο μέσα σ' αὐτὸ τὸ πλαίσιο μπορεῖ νὰ πραγματοποιηθεῖ.

Μελίγκος

PARTIE BULGARE

Падането на Цанков

Смена на декорите. Кървавата система продължава

Новата година започна в България с министерска промена. Българоубиецът Цанков падна.

На какво се дължи това? Какво означава настъпващата министерска промена?

Цанков «управляваше» в продължение на две и половина години с терор и убийства. Десетки хиляди български граждани бяха убити. Отнети бяха гражданските и политическите права и свободи на българския народ. Затворите бяха препълнени с политически затворници, с хора, заподозрени в съчувствие на комунистическото и левото земеделско движение. Икономическа криза бушуваше в страната. Глад и мизерия бяха обхванали трудящите се маси. Броя на безработните надминаваше 100.000. Никаква сигурност за живота нямаше.

Недоволството от правителството на Цанков всред трудящите се маси беше достигнало своята кулминационна точка. Селяни, безимотни и маломотни, работници, занаятчии и дребни търговци, интелекенти и младежи—всички бяха кървави врагове на режима на Цанков. Народните маси водиха героична и упорита борба против тоя режим.

На страната на правителството бяха: болшинството от действащите и запасните офицери, организирани във военната лига и д-во Кубрат; върховистката организация на Протогеров и Ив. Михайлов; селските кръчмари и лихвари; банкерите и спекулантите, търговци и индустриалци, и декласираните интелекенти, които са в състояние да служат на всеки режим, който им плаща.

България при Цанков беше разделена на два ясно разграничени фронта: на една страна бяха трудящите се народни маси, подавяващото болшинство от българския народ, на другата—силите на терора и реакцията. При все че борбата на народните маси беше упорита, те не успяха да сжборят режима на диктаторите. Но техната борба разклати тоя режим. Раздрусана беше сградата на военната диктатура. Но тя не се срути, защото 1. Цанков беше подкрепен от едрата буржуазия и от дребната буржуазия в лицето на нейните партии—партиите на тгй на речената опозиция и 2. той беше ефикасно подкрепен от сжседните балкански фашистки правителства и от тгя на големите европейски капиталистически джржави. Само на тгя подкрепа се дължи заддържането му на власт, след като той посегна на живота и свободите на българския народ.

Обаче, ако правителствата на европейските империалистически джржави се стараяха да подкрепят режима на военната диктатура, европейското обществено мнение, всеветският пролетариат се вдигна като един човек и осжди варварския режим на военната лига и на македонските бандити. Протестите не спираха. Учени, писатели, публицисти, професори, политици, работници, художници, учители, работнически, политически и синдикални организации—в печата и на публични сжбрания обрисоваха кървавия лик на военните диктатори, заклеиха престжпната банда. Специални делегации и отделни журналисти и общественици—гражданите Даниел Рену, Плисние, Виляр, произведоха анкети на местото и, в специални публикации и редица статии в печата, разкриха истинското положение в България. Въпреки сизифовските усилия на агентите на Цанков в чужбина, да закрепят положението на българското правителство, присждата на европейското обществено мнение беше произнесена. Цанков не можеше повече да остане на власт. **Цанков требваше да падне, за да се спаси системата, военната диктатура.**

Но, той не искаше да отстъпи другиму ржководството. Той упорствуваше. Той искаше даже да разтуря камарата, където беше се оформило вече едно ядро от 40—50 депутати от правителствената партия, начело с Ляпчев, което се обяви против него. Обаче, **дворецът, военната лига, на чело с генерал Вжлков и полковниците Кимон Георгиев и Сл. Василев, и македонските депутати на Протогеров, искаха да се сменят декорите.** Цанков и неговите близки сжтрудници: Калфов, Русев, Моллов и П. Тодоров бяха «изхабени». Те требваше да бждат заменени с «нови» хора. И понеже до последния момент «учения» професор упорствуваше да джржи властта, то, вместо тази смена да стане с подобающата тържественост, Цанков беше бламиран от сжщото това послушно болшинство, което неколко дни по-рано с одобрение и ржкоплескане посрещаше всека негова фраза в парламента.

Цанков падна и Ляпчев образува кабинета. Сжставят на кабинета е из средата пак на сжщата партия—Демократическия Сговор. В него са представени, почти в сжщата пропорция, всички групи, които образуват този конгломерат, наречен Демократически Сговор. С образуването на кабинета от Ляпчев, правителството и част от легалната опозиция дават вид, като че ли се ликвидирало с правителството на преврата, с 9 юнското правителство и се възстановявала старата практика на българския парламентаризм—да управляват партиите. Обаче, това е само

привидно. Ляпчев ще бжде сжщо такжва играчка в ржцете на военната лига и двореца, както беше Цанков. В «новия» кабинет военната лига е представена от своите най-видни хора: генерал Вжлков, ржководител на военната лига, К. Георгиев, негов пръв помощник и Сл. Василев, втория помощник на Вжлкова и убиец на Стамболийски.

Падането на Цанков се дължи преди всичко на смелата и героична борба на българските работници и селяни. Тя се дължи и на систематичната кампания, която работниците и интелекентите в Европа водиха против военната диктатура. Ние от своя страна се чувствуваме доволни, че с нашата борба допринесохме за падането на тиранина.

Но не треба да си правим илюзии! Системата на управление в България продължава. Ляпчев ще вжрви по лгтя на Цанков. Борбата против новото издание на военната лига не треба нито за минутка да ослабва. Тя треба да продължи с не по-малка енергия, отколкото до сега.

От своя страна ние ще продължаваме да разкриваме сжщиската природа на «новите» хора, техните «дела»!

Ние ще продължаваме да искаме: премахването на варварския закон за защитата на джржавата; пълна амнистия; опрощаването глобите, на които са осждени политическите затворници; възстановяването на конституционните свободи; свобода на словото, печата, сдружаванията, сжбранята; подпомагането от джржавата жертвите на белия терор; разрешаването на чуждите комитети да раздават помощи на пострадалите; обществен международен контрол при раздаване помощи; разтурянето на фашистките организации; международна анкета за извжршените кланета и убийства; даването под сжд на виновниците в изживането на гражданите; разтурянето на народното сжбрание и произвеждането избори от един неутрален кабинет.

Ние ще продължаваме да се борим против системата на управление в България, против военната диктатура, до като тя бжде сгромолясана.

Д. Владиславов

Международният фашизм

Той треба да се срази преди всичко на Балканите

В този момент, в целия свет работническата класа треба да се занимае с организирането на сжпротивата против реакцията. Наистина, на пръв поглед, страшно явление е, че буржуазният режим, смжртно ранен от войната и от нейните последици, заплашен от всички страни с разгром, успе—безспорно за сетен път—да затвжди от ново своето господство върху работническите маси. Като поразмисли човек добре, може да се обясни това явление, обаче, задачата на тази статия не е такава, и ние искаме по-скоро да посочим как, под това име, впрочем много разветливо, фашизма стигна до там, че се обобщи и даже се интернационализира, защото сжществува един фашистки интернационал, малко или много признат за такжв.

Кагато работниците в Франция мислят да се организират против опасността от засилената репресия, която ги души, те обржчат своите погледи преди всичко към Италия. Те имат пред вид диктатурата на Мусолини, понеже Италия е по-близо до тях, нейната история им е повече позната, а сжщо тжй, понеже френските вестници посвещават на великите подвизи на черноризците едно особено внимание, едни от тях за да изобличат техните престжления, други за да ги възвеличат. Но, филиадската контра-революция, на чело с Манерхайм, и унгарската контра-революция, на чело с Хорти, както и кървавите екзекуции, които се стовариха върху работническите левичарски маси в Германия, бяха тжврде отдавнашни. Италианският фашизм облече, безспорно, нови форми, и това направи систематично, но той следваше други примери. Балканският фашизм, за който на запад се приказва много малко, може би защото много зле го познават, може би защото пресата се подава на неузнаваеми влияния, треба да бжде измжкнат от мрака, в който е обвит.

Нема нито една страна в Европа, където работническата класа да не е била зверски третирана, където нейните борци да не са заплатили своите усилия за освобождение с живота си, сж своята свобода или с заточение. Фамозният закон на обществената безопасност, който Наполеон III приложи по целата територия на Франция, това беше преди три четвжрти век, е нищо в сравнение с драконовските закони, които се прилагат на юг и на север даже от Дунава. Необходимо е, щото западният пролетариат да познава текстовете на тгя закони, сжществуващи там, от Ромжния до Гжрция и които сжставяват едно от най-страшните посегателства върху елементарните свободи на човека.

Югославия, хронологически, изпревари другите джржави от тази област, Всека партия, която се бори против социалния строй, се сметаше за нелегална, и против нея всичко беше позволено. Затворите, където се хвжрляха борците, бяха помржени и повече вредни за здравето, отколкото тгя на царска

Русия, и всичко може да се върши против тех. Насилията против затворниците достигнаха такава висота, каквато човек мъчно може да си въобрази. Югославия третираше борците-левичари, както Хорти третираше унгарските комунисти, и при все това тази страна се обявяваше за демократична. Държавния фашизм се развиваше с една страшна истинченост.

В Ромъния, процесът в Татар-Бунар и разкритията, които станаха върху жестокостите на някои офицери, ползуващи се от една скандална ненаказаност, извадиха на бел свет намесата на правителството Братиано. Но самото това правителство е оржие на враждата, жестокостите, на бруталността, които господствуват в политиката на управляващата класа. Студентите от по-заможните фамилии и подофицерите от армията образуват тук кадрите на истинския фашизм.

Военната диктатура на генерал Пангалос възстанови в Гърция същата практика. Там сметат вси от законите всеки, който не уважава съществуващите институти.

Но, режима на военната лига в България е, който най-вече трябва да се приближи до този на Мусолини. При сравняването на единия с другия, предимство ще се даде на първия по отношение на иерархията на политическата престъпност. Законът за защита на държавата е *chef d'oeuvre* на едно правителство, което иска да забрани на своите противници всеки жест, което иска да забрани да пишат каквото и да е против него. Обаче, за да намерим една подобна практика на убийства, необходимо е да се върнем към края на римската република, във времевата на Sulla-треба да се яви един Гладстон от сегашната крайна левица, който да прикове на позорния стълб авторите на новите български жестокости. С хиляди са работниците и селяните там, които биват избивани без съд, понеже правителството се бои от едно възмездие, идването на което той иска да възпре.

Когато работниците от запад искат да се борят с фашизма, не трябва да се обръщат само към Италия, но и към Балканите, а най-вече към България.

Пол Луи

Първият процес

Кабинетът на Цанков е съборен.

Въпреки неговите нечувани усилия да организира с всички средства конспирацията на мълчанието в Европа, ту позирайки като пазител на реда, ту купувйки съвестите и перата, истината успя да види бел свет. Ние се считаме горди, че можахме да помогнем за да излезе на яве истината.

Но, този резултат по никоя начин не трябва да намали силата на нашата бъдност. Толкова по-вече, че крепостта на кървавата реакция стои на своя пост.

Борбите за свободата на българския трудящ се народ успяха да направят само един процес.

Обаче, не бива да се забравя, че диктатурата на Цанков, това е диктатурата на военната лига и на сатрапите на Вътрешната Македонска Революционна Организация, които понизиха тази храбра некога организация до положението на една жан-дармерия в служба на една от най-безчестните политически реакции.

И едната и другата са още силни.

И едната и другата държат под своя ботуш народна треперяща от ужас България.

Според едно съобщение Цанков и Вълков, респективно председатели на министерския съвет и министър на войната, и двамата доверени хора на лигата, следователно двата основни стълба на сегашния режим, ще участвуват и в новия кабинет. Военната лига, некадърна да противостои на бурята на общественото негодувание, бе принудена да изхвърли част от своя баласт.

Това значи, че тя се надева, че ще преживее това корабкоурушение.

Наш дълг, дълг на всички честни хора е, да не спим върху нашите лаври, а напротив, да удвоим нашите усилия с цел да издигнем един такъв ураган от протести, щото лодката на убийците на българския народ да не може да стигне благополучно на пристанището.

Според една друга версия Цанков цел да се оттегли и неговото место цел да заеме Ляпчев.

Идването на власт на тая марионетка, пленник в ръцете на военната лига и македонските «автономисти», не ще измени в нищо положението.

Ляпчев бе един от най-видните и най-влиятелните лидери на демократическата партия; той беше адютант на Малинов, неговата десна ръка.

В умразата си против българската работническа класа—нека не се забравя, че той е един крупен финансист и привличен от прелестите на властта, той изневери на Малинова, шрודה неговата партия и започна общо дело с Цанков и виновниците на държавния преврат.

Неговата измена бе възнаградена. Той беше избран за лидер на правителствената партия, председател на демократическия съговор в парламента.

Другите лица, които ще заместят подалите оставка министри, са от същия калибър.

С тех е още по-зле.

Тъй например, Ст. Василев, най-предания човек на лигата, същият, който ръководеше убийството на нещастния Стамболийски, беше помощник, интимен сътрудник на последния в министерството на войната.

Между кандидатите за министерски постове има още един, Кимон Георгиев, също висш офицер, съучастник във всички престъпления на военната лига след държавния преврат.

Накратко, военната лига, бидейки в стеснено положение, търси да се подмлади, като дебаркира Цанкова, но имайки грижата да постави на чело на работите своите верни и предани хора за да може да запази властта.

Ние сме сигурни, че европейското обществено мнение не ще може да бъде излъгано от маневрите на авторите и виновниците на белия терор в България.

Нейния лозунг трябва да бъде:

Възстановяване на народните свободи, свобода на печата, на събранията и сдруженията, премахване на изключителните закони, общи законодателни избори, пълна и всеобща амнистия.

Само едно правителство, което изхожда от един парламент, изразяващ свободната воля на българския народ, ще може да тури край на аномалното положение, на белия терор, на фашизма, който предизвика гражданската война и всички усложнения.

Иначе, България и Балканите, благодарение на техните сегашни управници, изправени един срещу други във всичката свирепост на техния агресивен и шовинистичен милитаризъм, ще продължават да бъдат огнище на пожари.

Н. Калинка

Финансовото и икономическо положение на България под Цанков

II.

Бюджет. Данъци. Парична криза.

В първата си статия ние нарисовахме общата картина на финансовото и икономическо положение на България под режима на фашистката диктатура. Сега ще разгледаме в по големи подробности това положение.—Бюджетът на държавата всека година се увеличава. Дефицитите постоянно растат. От 1.378 милиона лева през 1919—20 г. и 2.000 милиона лева през 1920—21 г., разходите се увеличават на 5.679 милиона през 1923—24 г. (при режима на Цанков), на 6.600 милиона през 1924—25 г. (в първата статия е допусната малка грешка, като тази цифра е дадена 6.400 милиона лева), 6.840 милиона през текущата финансов година (от 1 април 1925 г. до 31 март 1926 г.), а в бюджета-проекта за 1926—27 г. се предвижда ново увеличение на разходите с 3—400 милиона лева, в сравнение с тия през текущата година.

Излишно е да се указва, че не само всички предвидени суми се изразходват, но че разходите постоянно превишават определените размери. Така, до като през първата половина на 1924—25 г. са били изразходвани 1.805 милиона лева, за същото време през 1925—26 г. са били изразходвани 2.704 милиона лева, или с 50% повече от предидущата година.

За какво се изразходват тия суми?

Преди всичко, за да бъде картината по-ясна, ние ще трябва да направим изчисления на същинския държавен бюджет. Сега, в общия бюджет се вписват приходите и разходите от железниците, пощите, телеграфите, телефоните. Ако тия учреждения беха автономни, те щеха да имат свои отделни бюджети; следователно, като правим изчисления по приходите и разходите на държавата, ще трябва да приспаднеме съответните суми по тия учреждения. В такъв случай, разходите за текущата финансов година ще бъдат 5.770 милиона лева.

И тъй, за какво се изразходват тия суми?

1.445 милиона лева се предвиждат и изразходват за лихви и погашения на държавни дългове, репарации, окупационен дълг, поддръжане на междусъюзническата комисия и военнот-ликвидационния орган; 1.194 милиона лева за войската; 287 милиона лева за администрацията и полицията—или всичко по тия три пера—непроизводителни разходи и такива пред-назначени да поддръжат господството на спекулантите и банкерите—се изразходват 2.926 милиона лева, или 51% от приходите на държавата. Към тия разходи като се прибавят и сумите, които се изразходват за поддръжане апарата за господството на буржуазията и военната диктатура, като върховното правителство (43 милиона лева), министерството на външните работи и изповеданията (123 милиона лева), министерството на правосъдието (142 милиона лева), това на финансите (231 милиона лева), изплащане стари дългове (57 милиона лева), покриване разходите по извънредните бюджети за същата година (110 милиона лева), всичко 706 милиона лева, или 12% от общите разходи, то за непроизводителни, противонародни и противокултурни цели се изразходват 63% от приходите на държавата. А за културни цели и начинания се изразходват нищожни средства. За подобрене положението на държавното

наемничество, правителството съвсем не мисли. Заплатите на държавните чиновници и служаци са увеличени, в сравнение с мирновременните, 10 пъти, а живота е посъкпнал 40 пъти.

Приходите на държавата не съответствуват на разходите. Предвиденото не се събира. През първото полугодие на 1925—26 г. постъпленията се изчисляват на 3.114 милиона лева, или с 90 милиона лева повече от 1924—25 г., обаче, направените разходи за това време надминават с 900 милиона лева разходите през предидущата година. До като по-рано приходите всека година са се увеличавали с повече от един милиард лева, тази година такова увеличение нема. Самото правителство признава, че има едно задържане в увеличението на държавните приходи.

За нас е по-важно да посочим как са получени тия приходи, на чия сметка се издържа правителството на военните диктатори и на какво се дължи това спиране в техното нарастване? Приходите на държавата са преди всичко от косвени данъци. При общ приход на държавата за 1924—25 г. от 6.600 милиона лева, само 1.468 милиона лева, или 22%, са били предвидени да постъпят од преки данъци и от държавни имоти, капитали и пр., когато останалата сума 5.132 милиона лева, или 78% се предвижда да се събере от косвени данъци, берии, глоби, конфискации, които са увеличени 50 пъти в сравнение с 1911 г. и от приходи от железниците, пристанищата и пр., увеличени 40 пъти. Целата тази тежест пада изключително на гърба на работниците, селяните и занаятчиите. Обаче, и това, което се предвижда да се събере от преки данъци—не се събира. От поземлен данък са постъпили 80 милиона лева, когато е било предвидено да постъпят 340 милиона лева, от данъка върху общия доход са постъпили около 80 милиона лева, когато се е предвиждало да постъпят 235 милиона лева. Срещу предвидените да постъпят 235 милиона лева от преки данъци, са постъпили за 11 месеца 282 милиона лева, или за целата финансова година около 310 милиона лева—сдвям 40%. При това и тия данъци, поземлен данък и такъв върху общия доход, които са увеличени 38 пъти в сравнение с 1911 г., се плащат от малоимотните и безимотни български граждани.

Данъчното бреме е непоносимо за българското стопанство. За изплащане на данъците българския народ плащаше преди войните 12—16% от своите доходи, а сега 33—38%. А като се знае, че 90—95% от всички приходи на държавата се плащат от безимотните и малоимотни граждани, то ще се види каква напаст представлява за народните маси в България финансовата политика на правителството на военната лига.

Целият данъчен товар тежи изключително върху плещите на трудящите се маси. Фашисткото правителство не посега върху капиталите и приходите на банкерите, спекулантите, търговците, индустриалците, защото е техно правителство. Една страшна финансова криза е овладена България. Следваната от правителството политика ще доведе, в най-скоро време—за две години (такъв срок определят буржуазните икономисти)—до пълен финансов крах. Правителството не ще бъде в състояние да плаща лихвите и амортизацията на дълговете, репарациите, реквизициите и др. финансови задължения.

Паричната криза взема обезпокоителни за производителите размери. Причината на това трябва да се търси пак в следваната от правителството финансова, икономическа и обща политика. Б. Н. Б., която има за задача да съдействува на производството и размената, се е превърнала в едно учреждение, което отпуска кредити на държавата и такива на големите частни банки, където са заинтересувани чужди капиталисти и разни български капиталисти, партизани на правителството. Дълговете на държавата към народната банка надминават цифрата 5 милиарда лева. През първите 7 месеца на текущата финансова година дългът на държавата към тая банка се е увеличил с 300 милиона лева. Търговци и индустриалци, които не са от правителствената партия, дребни търговци и занаятчи, и разните кооперации не могат да получат пари нито от Б. Н. Б., нито от кооперативната банка, в която основния капитал е внесен пак от държавата, а са принудени да сключват заемс от разни частни банки, които им отпускат такива срещу лихва от 20—30%, когато те получават тия пари от народната банка срещу лихва 10%. А тия от тех, които не могат и на такива тежки условия да сключат заемс от фаворизираните частни банки, са принудени да се обръщат към разните градски и селски лихвари, на които плащат по 50% лихва.

До къде е стигнала тази криза и избощо стопанската криза, може да се види от извляенията на един човек като Кр. Пастухов, «социалистически» лидер, известен на нашите читатели с подкрепата, която той даде на правителството на Цанков в България и особено пред чужденците. Кр. Пастухов заяви на 10 ноември м. г. в парламента:

«Паричният пазар е задръстен и дребните стопански съществувания се нуждаят от подпомагане, за да не говорим

за работничеството, което е в мизерия. Всички са в тревога: и работници, и селяни, и занаятчи, и служаци, и безанци, и интелигенти—всички, които с честност трябва да живеят на тая земя.»

Г. Казановски

Мъченичеството на македонските бежанци

Г-н Люсиен Крамер, член на комитета на международния Червен Кръст, е бил натоварен да извърши една анкета върху положението на българските бежанци.

Неговият отчет, публикуван в списанието на международния Червен Кръст, кара да трепери всеки, който би го чел, толкова положението на македонските пари е сжрцераздиращо. Гражданинът Вандервелд, при вида на страданията на македонските бежанци, не можа да задуши своя вик на ужас. Той беше се провикнал: «Това е един европейски скандал.»

Г-н Крамер кфалифицира като «адски кръг» сцените, на който той е присъствувал. За теглата на бежанците той отправи един апел за милосърдие към цивилизования свет и частно към Обществото на Народите.

Но, както тревожния вик на Вандервелда, бързият апел на Крамера ще остане без отглас, защото диктатурата на военната лига напълно дискредитира България и издигна около нея, така да се каже, една китайска стена.

Кървавият Цанков уби престижа и симпатията, с които се радваше България. Даже реакционните правителства, които мледат благосклонно на него, които ржкоцлескат на неговите «геройчни усилия да смачка революцията», се отвращават от него, както хората се отвращават от палача, чийто ржце са оцанани в кръв, в кръвта на своите братя.

На правителството на военната лига се гледа като на чумаво. Да се помогне на това правителство, за европейската демокрация би означавало да прояви интерес, да изрази своята симпатия към белия терор. Иначе, България, по примера на Гърция би получила един заем за подпомагане на бежанците.

И наистина, всекога, когато правителството на военната лига издига глас за да му се притече света на помощ, с оглед да се подобри съдбата на бежанците, неговите апели пропадат като глас в пустиня; то е бойкотирано; нему се хвърля открито презрението, което заслужава.

На конгреса, който Labour Party има през последния м. октомври, в Ливерпул, Мак-Доналд, бившият председател на министерския съвет в Англия, в своята реч, правейки алюзии за правителството на Цанков, произнесе следните типични думи:

«По отношение на България, поведението на Labour Party беше доста ясно. Ние храним най-голема симпатия към българския народ; ние ще направим всичко възможно за да може той да стъпи на краката си, да го задоволим, да отстраним неговите неприятели и да му помогнем той да се чувства сигурен.

Обаче, политиката, която сега се следва в България, не е в състояние нищо да прибави към уважението и подкрепата, която Англия би дала на България при нормални времена.

Ако се направи и най-малкия опит без или с участието на правителството, да се отправи в Англия един апел за България, то при условията, които съществуват в България и при тази национална и интернационална политика, която по настоящем преследва тази страна, английското работническо движение ще се противопостави на това».

И тъй, самото съществуване на сегашния режим съставлява нещастие за македонските бежанци.

Генерал Протогеров и неговите помощници, които подкрепиха и продължават да крепят това злокобно правителство, вършат измена не само по отношение на българските народни маси, но и по отношение на македонските бежанци, за които проливат крокодилски сълзи.

Нашите нещастни братя, които понасят страданията, в разните концентрационни лагери, трябва едно нещо да разберат: до като в България цари режима на терор, те не могат нищо да очакват от едно правителство, което осжди България на пълно изолиране.

Това правителство лъже най-безсрамно, когато твърди, че прави всичко, което му позволяват неговите сили и средства, за да облегчи вашите нужди. Това правителство позорно ви лъже, защото то намира милиони, десетки и стотици милиони, когато се касае да защити своето съществуване като поддържа една армия от тайни агенти и наемни убийци. Много естествено е, че едно такова правителство, враг на народа и създадено от една опиянена от кръв военщина—поставя своето съществуване над всички.

Калиновски

PARTIE SERBE

Интернационални фашизам

Потребно га је сузбијати нарочито на Балкану

У садањем часу радничке класе свих земаља брине мисао о организовању отпора против реакције. Јер чудна је појава на први поглед, да је буржоаски режим, погођен смртном ратом и последицама рата, угрожен пропаћу са свих страна, успео—без сумње последњи пут—да стегне своју доминацију над радничким масама. Ову је појаву могуће објаснити дубљим размисљањем але то није задатак овога чланка, и ми хоћемо више да покажемо, како је она у облику (прилично еластичном уосталом) фашизма, постала генерална и шта више интернационална. Јер постоји више мање интернационала фашизма.

Кад радници Француске мисле да се организују против појачане опресије, која их гуши, они имају у виду пре свега Италију. Нишане Мусолинијеву диктатуру, јер им је Италија ближе и њена историја фамилијарнија, и још због тога што француске новине посвећују нарочиту пажњу Црним Кошћуљама, једне да би жигосале злочине, друге да би још појачале њихову егалитираност. Али контра-револуција Финландије са Манерхајмом и контра-револуција Мађарске са Хортијем беху много раније, као и крваве егзекуције, које су погодиле крајње лево крило радника у Немачкој. Талијански фашизам примио је без сумње нове форме и више систематске, али се умудео и друге примере. Фашизам на Балкану, о коме се на Западу говори и сувише мало, или зато што се не познаје или зато што штампа подлеже лошим утицајима, треба изнети из сене на видело.

Нема земље у Западној Европи, где се радничка класа не третира безмилосно, где њени борци не плаћају својим животом слободом и изгнанством напоре за смањеницу. Чувени закон опште безбедности, кога је Наполеон III. у дело привео на читавој француској територији пре скоро три четврти века, сигница је према драконском законодавству које се примењује на југу па и на северу Дунава. Пролетаријат западних земаља треба да познаје текстове, који су аплицирани од Румуније до Трчке. Они значе атентат на најелементарније слободе.

Југославија хронолошки далази на прво место, она је предвањала свима осталим државама у томе крају. Свака партија, која се борила против социјалног режима, сматрана је као илегална и против ње је све било дозвољено. Тамнице у које су бацани милитанти биле су нездраве од тамница царске Русије, и против њих ништа није било забрањено. Насиља против затвореника достигала су степен, који се не да замислити. Југославија је поступала са борцима крајње левице као што је Хорти поступао са комунистима у Мађарској, а сматрала се међутим као демократска земља. Фашизам државе развијао се са страшном рафинираношћу.

У Румунији, процес Татар-бунарски и открића, која су учињена о зверствима извесних повлашћених официра, показала су у правом светлу владу Брагијана. Али и сама та влада је само инструмент мржња, крвожедности и насиља што доминирају читавом политиком поседујућих класа. Студенти из великих фамилија и армијски часници чине у тој земљи кадрове истинског фашизма.

Војна декларација Пангалоса инсталирала је у Грчкој аналогне праксе. Ту се сматра као изван закона сваки човек који се не клања постојећим установама.

Режим Војне Лиге у Бугарској нарочито заслужује, да се стави у исти ред са режимом Мусолинијевим. Ако се упореди један са другим, први чак има право суперијорности у хијерархији политичког злочинства. Закон о одбрани државе је ремек-дело једне владе, која хоће, да забрани сваки гест, свако слово својих противника. Да би се нашла слична пракса подлих покоља, треба посетити крај Републике Римске, времена Силијана. Да би се жигосала нова насиља бугарска, данас би био потребан један Гледстон крајње левице. Ту падају безбројни радници и сељаци без суђења, јер влада страхује од казне, која се приближује и чији ход она хоће да успори.

Кад се радници Запада боре против фашизма не треба да управљају погледе само према Италији. Треба да погледају на Балкан, нарочито на Бугарску.

Пол Луј

Још о Кости Тодорову

На наш чланак у «Балканској Федерацији» бр. 28 под насловом «Становиште Косте Тодорова» у коме смо обратили пажњу Балканским емигрантима на политичко деловање овог Пашићевог агента и на све последице, које од тога могу наступити у емигрантским редовима, дошао је у овдашњем органу Београдске полиције «Македонско Созање» одговор на пријачком француском језику. Одговор коме смо се надали и који је достојан Косте Тодорова. Подао, несавестан и неочекивано неозбиљан. Подао и несавестан јер је сав од личних увреда. Неозбиљан јер

је на тај начин мислио, да скрене пажњу са себе, да замути основу дискусије, да би се ослободио питања, на која је морао и био дужан одговорити. Што је горе за политички морал Косте Тодорова, све личне увреде управљене су човеку, који не само, да није аутор чланка у питању него није нити знао за тај чланак док га није прочитао у «Балканској Федерацији». Ми не знамо, дали ће наш одлични друг, пријатељ и једномишљеник Димитрије Влахов одговарати на клевете Косте Тодорова. У сваком случају зато нема никакве нарочите потребе, и корисније је, да и време, које би му однела личност Косте Тодорова, макако оно било незнатно употребито на онај циљ, који је он увек неуморно и часно служио, а који је уједно и циљ нас свију. То је борба и победа радника и сељака балканских и њихово ослобођење. Борба и победа над духом реакције свих Коста Тодорових на Балкану. Ми ћемо му одговорити само зато што смо у неку руку били повед неправедно и несавесно угуђених клевета против другог.

Као што је учинио и Коста Тодоров у «Мак. Соз.» и ми ћемо дискусију почети бијографски а завршити принципијелно. Најпре кратак *Circulum vitae*. Ко је Коста Тодоров?

Син је емигранта и рођен је у Москви. Као младић био је четник у Македонији и анархиста. Затим напушта Балкан, одлази у Русију и активно ради у друштву социјалиста револуционара. У Одеси бива ухапшен, осуђен на дугогодишњу тамницу и после 7 година затвора помилован. Довде ми немамо ништа против Косте Тодорова. Али сад наступа «еволуција» и од анархисте постаје постепено шпијун. Непосредно пред европски рат Коста Тодоров се налази у Белгији на студијама. После објаве рата у патријотском одушевљењу јавља се у страначку легију. На солунском фронту врши шпијунажу у корист Француске. Једним несрећним случајем Бугари га при једном његовом преласку на бугарски териториј ухвате и затворе, али га убрзо на интервенцију више његових пријатеља пуште на слободу под условом, да се врати у Солун и да од сада шпијунира Савезнике у корист бугарске државе. Он је дао обећање и отишао за Солун, али пошто се није вратио у одређеном размаку времена него много доцније, Бугари му са разлогом више нису веровали. Понова је био ухапшен као савезнички шпијун и осуђен. Ту се у затвору упознао са Стамболијским и био заједно са њим пуштен на слободу после примирја. Захваљујући само личном познанству, које је стекао у затвору са Стамболијским, постао је после доласка његовог на власт бугарски посланик у Југославији икад за сељачки покрет у Бугарској није учинио ништа. Једна од великих грешака Стамболијског, које су убрзале његов пад је и та што је често узимао своје сараднике и давао поверење људима као што је Коста Тодоров. Како за време рата тако и после, за време читаве владе Стамболијског, Коста Тодоров је био увек само **поверљива личност Антанте**. За време преговора за мир у Паризу, када су сви бугарски делегати били под полицијским надзором у својим становама, он је једини шетао слободан. Познати бугарски револуционар и публициста Николај Харлаков публиковао је у јесен г. 1919 у «Социјалистичком Прегледу» документа узета из руске тајне архиве, која су уверила целу бугарску јавност, да је Коста Тодоров био заиста агент и шпијун Савезника. То је друга фаза у животу овог фаталног саветника Ал. Стамболијског. Шта је радио после слома саљачке владе у Бугарској и шта ради данас? Иза пада Стамболијског чију је смрт можда дочекао пијан у неком београдском бару, он није изгубио присуство духа ни за један моменат. Прогласио се одмах као једино спасавајући у бугарском потоњу. Завезао је мачку у џак и почео га продавати десно и лево. Кад га нико није хтео успео је најзад, да га прода Пашићу и Нинчићу. Тако је Коста Тодоров до сада у своме животу направно један пут за који се не може рећи, да је био лак. Кроз затворе, опасности, између куршума и преко фронтова, често изнад бојних линија кроз ваздушне просторе, час пијан а час трезан, стигао је из руских тамница на београдске Теразије. Од анархисте, постао је југословен и војник краља Александра, непријатељ комуниста и пријатељ руских контра-револуционара.

После ове кратке бијографије прелазимо на одговор Косте Тодорова у «Мак. Соз.».

Ми смо против југословенског, монархистичког гледишта Косте Тодорова на српско-бугарски проблем изнели погледе, који заступају стварне интересе српског и бугарског народа. Нагласили смо, да је српско-бугарски проблем немогуће дефинитивно решити, изоловано од балканског проблема, јер су интереси свих балканских народа једни и исти. Балкан треба да постане самосталан. Он има пред собом два велика непријатеља. То су империјалистичке стране силе и његова рођена буржоазија, којима је у интересу, да се боре против самосталности Балкана. Зато је и у борби балканских народа, против империјалистичких страних сила и против балканске буржоазије потребно координирати све народне револуционарне снаге. Ову координирану борбу потребно је најпре управити против данашњих режима у балканским државама, а у првом реду против реакције у Југо-

slaviји као средишта балканске реакције. Ако имамо у виду општи интерес свих балканских народа јасно је, да се он не може постићи југословенством Косте Тодорова и Пашића. Он се може остварити само у Слободној федерацији слободних балканских република. А ову може извојевати само народ и то револуцијом. То је једино решење животног проблема и бугарског и српског и свих осталих народа на Балкану.

Ово је било главно што смо нагласили поводом чланка Косте Тодорова «Бугарска и југословенско јединство» објављеног у «Политици» од 5. Септембра п. г. Ово је идеја за коју смо се ми борили увек и за коју ћемо се и даље борити. Ако Коста Тодоров, који много воли да говори о доларима мисли, да је борба за ову идеју плаћена или да је њу могуће платити онда он тиме даје још гору сведоштво о себи самом. Њему је тешко замислити, да се неко може уопште борити политички и не бити зато плаћен, сигурно само зато што је он увек био плаћан за сваки свој корак у животу.

Борба за револуцију код појединца је питање вишег етичког смисла, опште социјалне правде, тежње за бољим и савршенијим човечанством, класне свести и личног задовољства које човек осећа када жртвује своје енергије за велики идеал једнакости и слободе. Та се борба не плаћа и не може бити плаћена.

На нашу стварну критику његовог писања у «Политици» шта је Коста Тодоров рекао у свом одговору у «Мак. Соз.»?

Као и сви остали чланци, које тај лист доноси тако и Његов, личи пре свега на тајну полицијску доставу. Не побија оправдано ниједну нашу тврдњу, коју смо изнели против њега и обилази сва важнија питања. Ограничио се као што смо рекли на личне клевете. А тамо где је остао принципијелан, доказао је још јасније, да је агент Пашићев. Ово се види на три места (друго и нема што је важно у његовом одговору), која ћемо цитирати:

1. «Ја нисам говорио о никаквој српској хегемонији, јер играти улогу Пијемонта није исто што и вршити хегемонију. Пример је Италија, где је Пијемонт довршивши талијанско уједињење остао у уједињењу без икакве нарочите привилегије, осим те што је жртвовао највише своје крви за националну талијанску идеју. Историјска улога Србије је у истом смислу неоспорна. Њена морална супрематија исто тако.»

2. «Ја и даље верујем, да људи као Влахов живе у илузијама, да је један македонски устанак могућ, што је стварност показала целом свету. Видело се како су бандити Протогерови и комп. разјурени од самог локалног становништва.»

3. «Не ради се о подјармљењу Бугарске српској монархији него једноставно о уједињењу са једнаким правима.»

На крају чланка лије Коста Тодоров крокодилске сузе за Стамболијским и пева песму југословенству против кога су се снем нас по његовом мишљењу још борили покојници Тиса и Ерентал.

Кад Коста Тодоров овако пише шта он у ствари заступа ако не српски монархизам, империјализам и хегемонију? Одрживати улогу Србији на Балкану и међу јужним Словенима, коју је имао Пијемонт у талијанском ослобођењу може само Коста Тодоров. То значи не умети правити разлику између нечега што је природно и једино могуће са нечим што је немогуће и апсурд. Италија чини једну нацију. На територију словенског Југа живе разне нације са посебним вековним културним и државним животом, разне вере и разне расе. Ово је само довољно да се види безмислица коју заступа Коста Тодоров све кад би се и могло говорити о некој моралној супрематiji Срба и неком праву Србије на улогу Пијемонта. Коста Тодоров је нарочито подвукао питање Македоније, и македонски устанак означио као болесну илузију. Истина је, да је македонски народ одрекао и своје борбе за ослобођење. То само значи, да тај народ отвара очи и да постаје свестан својих права на самосталан државни живот, то само значи да ће он једнога дана отерати и српске банде из свог дома као што је отерао Протогеровљеве бугарске. Коста Тодоров говори о уједињењу Бугарске са Србијом под условима једнаких права. Као да ми немамо за собом историју југословенске монархије и искуство од седам година. Где су једнака права за народе у данашњој Југославији? Имају ли их Хрвати, Словенци, Македонци, Црногорци и т. д.?

Коста Тодоров прихваћа југословенску идеологију и на тај начин мисли, да је најлакше ујединити Србе и Бугаре. Ко проповеда југословенство осим Косте Тодорова? Фашисти: Прибићевић, Орјунаши и радикали. Изгубивши предатни револуционарни карактер југословенство је постало најпогоднија политика монархиста за спровођење велико-српске идеје.

Не треба доказивати, да је ово све Пашићева политика и да су и Коста Тодоров и «Мак. Соз.» плаћени од Пашића само под условима, да ову политику проводе у дело.

Србију као пијемонт проповедају српски националисти свакодневно. Македонија је њихова најтежа рана и треба је излечити по сваку цену. То је најлакше учинити тако, ако се угуши сваки дух револта, онемогући пропаганда за ослобођење Македоније и ако се Македонци посребе. Ујединити Бугарску са Србијом потребно је зато да се југословенска монархија прошири и да постане јача. Ову племениту мисију примили су на себе Коста Тодоров и синови Македоније око «Мак. Соз.»

М. Владимир

PARTIE ALBANAISE

Revolucioner shqyptarë Disá heroj t' independences shqyptare

I.

Avni Rustemi.

Karakteristika më tipike që e date Shqyptarin prej popujve të tjerë, ish natyra e tij vendikative, e zakoni i marrjes së gjakut. — Me marrë gjakun ish per të një çeshtje nderi; a; i cilli s'ish i zoti me marrë gjakun e një vrasjes a të një të fymes që i ish bā atij a por familjes të tij, ish i shnderuem.

Shqypitari është shumë vendikativ në çeshtje të nderit e t' interesave të individuale, porse është miatë e dobtë në çeshtje kolektiviteti. Si të gjithë popujt primitiv, edhe Shqypitari ka ndjesin e solidaritetit per familje e per fis; ndiesia nacionale e sociale s'janë zhvillue ende. Zakonet e vendit e instituti i gjakmarrjes, e vën nderin personal a familjar mbi ç' do gjā tjetër. Porse vrasja e një nderit, pa pasë kurrfarë të fymjet a kurrfarë gjakut personal a familjar me marrë prej tij, shkurt vrasja politike ish e pá-njoftun në Shqypni.

Per të parën herë në Qershor të vjetit 1920 një dialë i ri, ëmmit Avni Rustemi, i bje pushkë në mjes të Parisit, e e shtron dekun per dhë Esad Pash Toptanit: kryet e feodalizmes shqiptare, amnikun ma të madh të popullit shqiptarë, atë që ja kish shitë të huejvet njesin nacionale të Shqypnis.

Ish i pari atentat fishtë politik në levizjen revolucionare nacionale; ish e para pushkë e shprazur per realizimin e një idës, tuj zhdukë me një veper personale traththorin që kish xanë rrugen e realizimit t'idës.

* * *

Leu Avni Rustemi në Libohovë në vjetë 1898, prej prindësh të varfer. Qysh në fminë zëmra e tij rrihte vetun per çeshtjen nacionale, per librimin e popullit shqiptarë. Në vjetë 1911, Avniu ish një ner student ma të mirë të pares shkollë normale shqiptare në Elbasan, nen drejtimin e Luigj Gurakuqit. Bash në ket vjetë, kish ardhë në Shqypni Komandanti i ushtris tyrke Shefqet Turgut

Pasha, per t' shtrure levizjet e Malcis të vjetit 1910 e 1911. Avni Rustemi, i ndezur prej dishirit me i sherbye çeshtjes kombtare, ikë mshehtas prej shkollit, e nisit per Shkoder, per të vrā Turgut Pashen: fati nuk e favorizoj atherë mendimin guzimtarë t' Avniut, tuj mos muejtë ky m' u ndeshë në Pashen.

Në vjetë 1915, kohen e okupacionit të Vlonës, Avniu ish mësuesi më i ri, në shkollen fillore të gjytetit. Mbas librimit të Vlonës nisit Avniu per të studiuë në Lausanne, ku per të parën herë vjen në kontakt me kulturen prendimore. Per mungesë mjetesh, i duhet me kthye prap në Shqypni; mbas disá kohet gjindet Avniu në Itali, tuj vijue mësimet e tia. Këtu mundohet per të parën herë me organizuë student shqiptarë. Pa krye ket veper, nisit per Shqypni, per t' i sherbye çeshtjes kombtare që gjindesh në rrezik të madh. Shqypnia në ket kohë ish në zjarrin e luftes civile, të ndezun prej kryetarit të fentalvet Esad Pash Toptanet: Tirana ish e rrethueme prej mercenarvet të tij. Avniu shkon në Shqypni e bindet se a; që ish tuj e çue Shqypniu në greminë ish Esadi: kjo bindje forcon mendimin per të krye aktin që ç'me kohë kish lë në zëmër të tij.

Në ket kohë Esadi gjindesh në Paris; këtu ja kish shitë të huejvet Shqypnin, e kish ndezë zjarrin e luftes civile per të çue planin e tij traththuer në vënd. Avniu nisit per Paris, i ven priten Esadit e një ditë të Qershorit të vjetes 1920, fletoret e Parisit lajmojn se, Esad Pasha ish vrā dekun, tuj dalë prej Hotelit Continental, prej një dialit të ri, student revolucioner shqiptarë, ëmmit Avni Rustemi. — Avniu ish mshehë mbas një shtylle, e kuer shef Esadin tuj dalë prej hoteli me maitressen e tij, per të hypë në automobil që i pritte të dera e Hotelit, qet fill pushkë në të, por pushka e parë nuk i ndezë. — Pushka e dytë e plagosë në brā të diathtë. Esadi tuj e pá rrezikun lshohet mbi Avniu, që e thretet „traththuer“! Në ket msymje Esadi çon krahët perpietë e len gjoksin haptë ku e pershkun plumi i tretë — plumi i vdekjes ...

Avniu kapet prej policis e qitet në haps, kujdesi i parë i tij, është me ditje a ká deké Esadi, — per vehte s' ká aspak frigë mbasi merr vesht se filli që kish ishte krye.

Avniu ndej vetun pak kohë në haps, aq sá ish nevoja per të dalë para gjyqit të Seine-s, gjakftohsija e tij para gjuratëvet, të cillvet i thotë: „Dita ká me ardhë kuer kjo ditë ká me kenë festa

nacionale shqypetare", — fjalët e tia plot sinceritet e modeste, i solne simpatin e krejt opinionit publik, gjyqi e lshoj Avniu pa kurrfarë ndeshkimi, si të pafajshëm.

Avniu, së del prej hapsit, nisjet per Shqypni. — në Vlonë krejt populli i ban nji prithe entusiasteherojt të ri. Krejt populli e mban Avniu per libruesin e Atdheut.

* * *

Ç' prej kësaj ditë aktiviteti i Avniut është i pã lodhështem. — Shpnesat që djelmënia kish vue në personin e tij, kjene mushë plotësisht. Teoria e akcioni janë per Avniu të pã-dashme. — Me 25 Prill të vjetit 1921, Avniu organisoj kongresin e parë të gjith shoqinave patriotike shqypetare në Vlonë, i cilli kish per fill mprojrtjen e integritetit nacional. Në ket kongres mbajti nji fjalim që do të mesin i pã-harrueshem në zëmrat e revolucionarvet shqypetare, fjalimi ishte plot ziar e dashtni per popull, me ket fjalim Avniu u diffue i zoti me reformue politikisht, ekonomisht e shoqnisht Shqypnin. Ky fjalim monumental mbarote me këto fjalë: „Shqypnia duhet tëakëtë nji korp e nji shpirt asociacionet vereverte shqypetare prã, lypset që të lidhen top.“ — Mbas do ditsh, me 2 Maj, kongresi munt të krijonte federaten shqypetare „Atdheu“ tuj lidhë të gjitha shoqinat patriotike e kulturele të Shqypnis në ket fill kryesor nacional-revolucioner: luftë kundra imperialistvet të jashtem e kundra feodalve të mbrendshem. — Në ket ditë Avniu kje emue nji-zani e me aclamacioni presidentii nderit i „Atdheut“.

Mbas kësaj veper Avniu nisjet per Itali, per të vijue mësimet. Kuer mbas pak kohet levizja e Merdites filloj me ndimë të Serbis, m' u bã e rrezikshme per Shtetin, Avniu këhej n' Atdhë e mlodh nji tubë vudnddetarsh, te' emnuem batalioni i djelmur intelektual e me këto u nis per ball të luftes. Kuer mrriti me vulludetart e tij, te katundi Spaçi, në vënd që me fillue pushken kundra vllaznevjet të tij të marshtruem, duel krejt vetun para pushkve të Merditësjet me këto fjalë: „Une jam Avni Rustemi, — qitai në mue para se të derdhni gjakun e vllaznevjet t'uej!“ Në vënd që me qitë pushkë në të, Merditasit lshuen pushkët tuj thirrë me entusiasëm: „Rrhoft Avni Rustemi! Rrhoft heroj nacional!“ — e mbas pak ditësh levizja muer fund veltvetiu...

Sã herë situacioni u bâte kritik në Shqypni, gjithmonë ju sillshin shqyptart Avnis, tuj kenë që emni i tij ish kudo i nderuem e i ndigium, — Avniu kish fitue nji autoritet aq të madh sã emni i Avnis ish bã lidhja morale e të gjith revolucionarvet që luftoshin per indipendencen e Shqypnis. — Kuer Kabineti i Ilias bej Vrionit, kje shterngue me dhanë dorëhjekjen, oda e deputetvet s' kish muejt m' u marr vesht per formimin e nji kabinetit të ri, per ket kje zgjedhë nji „arbitre-kollegium“ që permbante këto tri persona: Bajram Currin, veteranin e luftavet revolucionare, Avni Rustemin e Qazim Koculin, burrin që liroj Vlonen prej Italianvet në vjet 1920. — Ky komision zgodhi, Kabinetin e Pandel Evangjelit.

Kuer me 8 Marc 1923, kje shtypë e levizja në Tiranë e në rethina, sidomos mbas besimit që shqyptart naiv, patne në rrenat e intrigmat e nji diplomatit të huej, atherë Ahmet bej Zogu, ministri i parë e këtij kabinetit, afrotoj prej kësaj rasë per t'a shkatrue federaten shqypetare „Atdheu“, tuj thanë se kish marrë pjesë në ket levizje. — Por Avniu nuk lodhet, e themelon në têtuer shoqin e djelmënis shqypetare „Bashkimi“, e drashtun prej feodalvet, per shpirtin e aktivitetin e saj revolucionarë.

Në vjet 1922, kuer trathitja e Ahmet bej Zogut u bã flagrante, kur ky filloj me ecë ner gjurmat e Essad Pashes, disã studen, shqyptarë — në lidhje me Bashkimin — i rane disã shkopi drejtorit „Shtypit-t“, që ish drejtori i organitë t' Ahmet bej Zogut. Studentët kjene njoftë të pã-fajshem puç gjyqjit, e situacioni politik u bã per ditë e ma zi. Ahmeti prite rasen me manë huat e bejlervet...

Në vjetë 1924 Kosova çoj Avni Rustemin si perfaqësues në Kuvëndin Kushtetues. Me 21 Kallnduer, në rasë të dekës të Wilsonit, Imzot Fan Noli mbajti nji fjalim per ndir të presidentit të dekun, tuj ju lutë Kuvëndit me bã pës minuta pushim. Avnt Rustemi kerkon që të bahen pës minuta pushim edhe per dekë të Leninit. Natyricht bejleret, anëtarit e Ahmetit, fillue me qeshe per ket proponim, per Avniu u çue në kamë e mbajti nji fjalim plot ziar per ndë të genio-s të Leninit e të revolucionit rus: proponimi i Avniut kje pranue e Kuvendi Kushtetues — edhe bejleret — bane

pës minuta pushim edhe per Leninin. Në ket kohë intrigmat e Ahmetit bashke me bejleret kishin kapë kulmin, — Kuvendi Kushtetues së mund të punote e bejleret kerkoskin marrë prap fuqin, në dorë. — Në mare, nji dialë i ri 17 vjetsh, mik e dishepull i Avnis, emnit Beqir Walter, i ven priten Ahmetit te dera e Kuvëndit Kushtetues, e çet pushkë kater herë në të tuj e plague lehtë. Ahmet Zogu pështoj mirë, per arsye se Beqir Walterit s'ju duk kevaleresk me gjue n'annikum pã i thirrë perpara. Para se të qitte në të, i thirri „Ruju Ahmet Zogu“, e ky pã pritë tjetert çoj duert perpietë e ruejti kryet, tuj ikë vrap mrenda n'sallë të Kuvëndit... e kështu filli i Walterit shkoj kot.

Feodalët, anëtarit e nzetë t' Ahmet Begut, ja vuene fajin Avni-s per attentatin e Beqir Walterit, e Ahmeti bashkë me bejlerët, prithsin rasen m'e vrã trathëtisht. Avniu e dite fare mirë se jeta e tij ish në rrezik, por aspak s'u ruete.

Por Zogu e bejert s' vanuene me i vue priten, annikut que droshin: me 20 Prill 1924, kje vrã trathëtisht prej nji farë Jusuf Reçit, nji sherbtorit t' Esad Pashes, që tash u gjindte në sherbin t' Ahmet Zogut.

Me 22 të mojit, Avni Rustemi la ket botë, në moshen mã të bukur të djelmënis, vetun 26 prendvera kish gëzue zemra e tij... i pari terrorist shqyptar, revolucionari mã i paster e ma i madh i Shqypnis, la Shqypnine vertetë në vaj, — atdheu buer nji shpnesë të madhe me dekë të tij.

* * *

Per nji javë që korpi i Avnis kje mbajtë në Tiranë, grã, varza, femi, burra vajtojshin peambi vorr të tij, vetun bejlerë e Ahmet Zogu, u gëzojshin ner shpija të tyne, — oda e spitalit të Tiranës ku u gjindte trupi i Avnis, ish bã pelegrinaze i të gjith atyne shqyptarvet që luftojshin per lirin e vertetë të Shqypnis.

Me 27 Prill trupi i herojt kje bartë në Vlonë, i perejellun prej delegatvet të gjith Shqypnis: ceremonja që u bã per vorresë të tij, kje ceremonja që nji popull i bâte herojt kombtarë.

Para vorrit të tij, kjene mbajtë fjalime ti nzehta prej oratorvet mã të permendur të Shqypnis, nji prej tyne foli kjartë mendimin e pergjithëshem tuj thanë: „Në sã na këtu kjajmë herojn kombtarë, atje në pallat të tij sot Ahmet Zogu ferkon duert plot gjak, — deri sã mos të këm marrë gjakun e Avnis, është kot të kjajm mbi vorritë tij.“

Para vorrit të tij, u mblodhne n'e nesre, në sallë të Kinon, ma se 300 revolucionarë, e tuj kerkuë dënimin e shkaktarvet të vrasjes s' Avnis, proklamueve revolucionin, tuj dergue thirrje telegrafike komandavet t'ushtrivjet të gjitha visevet të Shqypnis. Me 25 Maj, luftimet e para filuene para Krumes, nermet t'fuqis ushtarake të Bajram Currit e të fuqis së Ceno Begut. Mbas pak ditsh fuqinat revolucionare kombtare të Shkodres e të Vlones, menerne në dorë administraten e mësytnë Tiranen: me 10 Qershvër të gjith Shqypnia ish në dorë të fuqis kombtare. Klasi feodal ishte mbujtë, per mjerisht hipokrisia e tyne rrëjti revolucionarët që nuk i dënuene, per i falne...

Avni Rustemi ish nji revolucionarë shqypetare me ndjesina e tendenca nacionale e sociale.

Këto janë gjurmat që duhet të ndjekun revolucionarët intelektual e buiqët shqypetare.

Ushtarë në kohë të luftes e të revolucionit, xasë në kohë të paqes, kurdoherë me nji liber në dorë, kalote si nji profetë tuj mendue per lirim e inteligences e buikut shqyptarë prej zgjedhes feudale të klasit grabitës e të kalbur.

Dialosh plot therorit e abnegacion, karakter hekuri, shpirt trimi, Avniu jetote vetun per idën e tij të naltë, tuj persitë gjithmonë miqvet të tij, fjalët historike të Saint-Just, revolucionarit të madh françez: „Revolucionarët pushojn vetun në vorr.“ Në veshë e në të pruem modest, në fetyrë i zbetë e i thatë, ballin vrãt prej mendimesh, sjet plot dashtni per të varfer, Avniu ish nji ner anniq mã të drashtun prej tiranvet feodal. Sã e madhe ishte mënjia që kish kundra regimit feodal të kohes së mjesme, aq ish e madhe dashtnia per bujkun e robnuëm; Avniu dishrote me jetue me to, e me i organizne per të fitue të drejtat e tyne.

Avni Rustemi është nji ner ato burra të cillët s' do t'i harrojn kurr historia shqypetare.

N. Mermet

PARTIE CROATE

Previranje u Jugoslaviji

Tri su stvari karakteristične za današnji položaj u Jugoslaviji.

1. Nakon Radićeve kapitulacije čini se pokušaj unutarne konsolidacije režima na osnovici očuvanja velikosrpske hegemonije;
2. Unutar hegemonističkog tabora vodi se borba za prevlast između službenog vodstva radikalne partije sa Pašićem na čelu i dvora sa kraljem Aleksandrom na čelu, koga podupiru svi Pašićevi protivnici;
3. Istovremeno Jugoslavija čini političke i vojne pripreme za novi rat na Balkanu, ofanzivni protiv Grčke, „defanzivni“ — bude li potreba — protiv Bugarske, Madjarske i Italije.

Srpska vlada dočekala je Radićevu kapitulaciju kao dar božji. Poslije svog izdajstva, Radić je postao veliki državnik, otac domovine. Ovo naknadno veličanje Radića pokazuje koliki je bio strah od hrvatskog seljačkog republikanskog pokreta kod vladajućih srpskih krugova, kako je težak i opasan bio njihov položaj.

Sada ti krugovi misle da je njihov režim spašen i za uvijek osiguran. Oni ne vide da su ostali i dalje izvoci nezadovoljstva 7 milijona potlačenog nesrpskog pučanstva i nekoliko milijuna izrabljivanih srpskih radnika i seljaka — koji podgrizaju režim i koji će ga najzad srušiti.

No priznati se mora da je kapitulacija Radića i HRSS izazvala privremenu dezorganizaciju u redovima protivnika velikosrpskog režima i tomu režimu omogućila politički odmor. Proći će stanovito vrijeme dok se snage iznova grupišu i za aktivnu borbu organizuju. Hrvatsko seljaštvo zauzelo je u glavnom stav iščekivanja. „Da vidimo, šta će nam nova politika Radića donijeti, potom ćemo se odrediti“ — tako se većinom rezonuje. Jedan mali dio vodstva Radićeve partije, na čelu sa Dr-om Bućom, zauzeo je odmah energičan stav protiv izdajničke politike Stjepana Radića. Organ Bućeve grupe „Republikanska Sloboda“ nalazi povoljan prijem kod seljaštva. Ali je težak nedostatak te grupe, što imade samo negativan program; ona zna šta se nije smjelo učiniti, ali nezna šta se je moralo učiniti. Ona još nije došla do spoznaje, da je nakon proglašenja obznane protiv hrvatskog naroda trebalo poći putem pripreme otvorene borbe. Ona ni sada još nije shvatila, da se samo riječima i glasanjem neće moći odstraniti veliko-srpski režim.

Hrvatska Zajednica Dr-a Trumbića, stranka srednje inteligencije i srednjeg građanstva, koja je prije podupirala Radića nalazi se sada u opoziciji. Vodi vrlo žestoku *ličnu* kampanju protiv Radića, ali principijelno malo se od njega razlikuje. Na stranačkoj konferenciji u Splitu, septembra 1925., Hrv. Zaj. odrekla se je republikanstva i nacionalne zahtjeve snizila je na pokrajinske autonomije. Između Radića i Trumbića postoji samo podjela uloga. Desni dio Zajednice (Obzor i još pet-šest velikih listova u Zagrebu), predvođen eskomptnom bankom, Prvom hrvatskom štedioničom i Savezom industrijalaca podupire otvoreno i svom snagom Radićevu kapitulasku politiku.

Stvaranjem Pašić-Radićeve koalicije, ispali su iz vlade slovenski liberali, pristaše Pribičevića. Oni sada teže da se povrate u vladu. U opoziciji nalazi se također pučka stranka Dra Korošca. U borbi protiv Radića ona se radikalizira, ali izgleda da je to više manevar vodstva nego stvarno radikaliziranje partije. Istovremeno održavaju se stalno glasovi, da se vode pregovori između Pašića i Korošca o ulasku posljednjeg u vladu, da se oslabi uticaj Radića pa i dvora.

S druge strane dvor i Pašić nastoje da bi uvukli u vladu opozicionalne stranke Davidovića i Spahe (srbijski demokrati i bosanski muslimani), kako bi oslabili poziciju Pašića.

U najžešćoj opoziciji nalazi se Pribičević, šef samostalnih demokrata, najgorčeniiji protivnik i najmanjih koncepcija Hrvatima. On prestavlja u prvom redu interese srpskih intelektualaca i trgovaca iz Hrvatske, koji su sa koalicijom Pašić-Radić izgubili svoj privilegijani teroristički položaj nad hrvatskim narodom. On je pokušao osnovati jedinstveni front Srba iz bivše Austro-Ugarske Monarhije, čije interese da je Pašić izdao Hrvatima. Njegove su mnogobrojne skupštine bile dobro posjećene, ali daljnih političkih posljedica nije bilo. Srpske gazde iz Bosne, Dalmacije Srema i Vojvodine vole ublaženu hegemoniju Pašićevu, nego krajnji terorizam Pribičevića pri čemu reskiraju sve izgubiti. Za labilnost položaja Pribičevića karakterističan je njegov incident sa predsjednikom fašističke organizacije „Orjune“ Dr. Leontićem. Pale su lične uvrede, došli pozivi na dvoboj, izjave u štampi itd. i najzad sukob se je riješio kompromisno: Pribičević proglašen je prijateljem Orjune a Dr. Leontić ostao je na svom mjestu. Iz Orjune isključen je međutim srbijski delegat Anastasijević, koji se je suviše eksponirao protiv Leontića.

U Crnoj Gori započeo je svoju agitaciju u korist radikala Jovan Plamenac, bivši ministar crnogorskog kralja Nikole, ubica pristaša ujedinjenja Crne Gore sa Srbijom itd. Tempora mutantur. On sada prijeteći demokratsko-opozicionanim elementima Crne Gore. Poslije Radića, veli, dolazi na njega red da postane ministar. U isto vrijeme nalaze se pred sudom Radojica Nikčević i drugovi, koji su vjerujući Plamencu i u vezi sa njime, kušali narodnim ustankom osloboditi Crnu Goru od srpske okupacije.

U vezi sa opisanim privremenim stabiliziranjem režima srpske hegemonije nastupilo je zaoštrenje borbe između Pašića i dvora o prevlast. O parlamentarnim mahinacijama jedne i druge strane već je bilo govora. Protivu Pašića potegao je dvor aferu Pašićevog sina Rade. Ovaj je poznati korupcionas, lažni liferant, utajivač i korisnik državnih para. Ministarski činovnik Stojadinović, zet Ljube Jovanovića (koji je uz Ninčića vodja dvorskog krila radikalne stranke) nalazi se sada u sudjenju sa Radom Pašićem. Formalno radi se o Radinoj korupciji, ali faktično — kako je sam Rade izjavio: „ja sam sredstvo pomoću koga hoće da se postignu drugi ciljevi“.

Da se osigura od Pašićevih kontra poteza dvor želi da odstrani sa svijeta čim prije dvije afere: Princa Djordja i Solunskog procesa.

Princ Djordje nalazi se interniran na imanju bivšeg austrijskog vojvode Fridrika u Belju. Njega se provocira, maltretira, tuče, izgladnjuje na najsvirepiji način samo da se ga odstrani sa svijeta. Po naredbi kralja Aleksandra njega treba da se na ovaj način čim prije ubije. U dvadesetom stoljeću na prestolju se vrše zlodjela, kojima je obilovao Bizant i Balkan srednjeg vijeka. Evropa čuti. Kulturna, civilizirana Evropa protestira samo kad ko čini zločin krivotvorenja banknota. Mi podižemo svoj glas protesta na zato što se ovdje radi o jednom *princu*, nego zato što se radi o jednom *čovjeku* i što se radi o naručenom umorstvu i to po najvišem naredjenju. Protivu zločina kralja Alfonza Španjolska je dala Blaska Ibaneza. Hoće li Jugoslavija dati svijetu jednako dostojan primjer? Sjena nevino strijeljanih Crnorukaca na solunskom frontu i strah od živih njegovih drugova progoni kralja Aleksandra. Kralj Aleksandar nalazi se u položaju kralja Leara. Princ Djordje i Solunski proces, to su aduti Nikole Pašića kojima ovaj uvijek može da ucjenjuje i terorizira Aleksandra. Akt o pomilovanju nekolicine Crnorukaca, koji je neki dan izišao i na osnovi koga će dotičnici dobiti svoje plaće za svih sedam godina, predstavlja novi korak kralja Aleksandra, da se s te strane osigura. Samo dvor zaboravlja, da je solunski zločin stvar javnoga morala, javno političko pitanje kao što je bila u Francuskoj Drayfusova afera i da se ona ne može odstraniti iz javnoga života pokušajem da se umiri nekolicina od podstradalih. Ne radi se o pojedincima niti o intrigama Pašića, već o jednom velikom principu moralne odgovornosti pred cijelom javnošću za ovaj zločin.

Vrlo važan sektor borbe između dvora i Pašića predstavlja vojska. Bela Ruka pocijepana je na Pašićevo i dvorsko krilo. Ministar vojni je Pašićevac, ali je dvoru ipak uspelo da u posljednjem rješenju o razmještanju u vojsci nekoliko istaknutih generala Pašićevaca premjesti sa komandujućih mjesta nad vojnim jedinicama na tehnička i kancelarijska mjesta. Dvor je u ofanzivi, a Pašić zauzeo svoj objubljeni stav šutljive Sfinge.

S druge strane novi razmještaj, naročito u Srbiji i Makedoniji (u Skoplju je postavljen komandantom crnogorski general Vukotić) pokazuje spremanje na rat sa Grčkom. Borba za Solun stupila je na prvo mjesto vanjske politike Jugoslavije. Otuda težnja za prijateljstvom sa Turskom i Bugarskom i Ninčićevo ublaživanje Radićevih oštrica protiv Italije.

Smatrajući da joj je hegemonija u Jugoslaviji nakon Radićeve kapitulacije osigurana, srpska vlada ide sad za osvojenjem Soluna. U tu svrhu vodi se sada silna propaganda protivu Grčke u kojoj sudjeluje i Radić. Bitoljska skupština je značajan simptom koji je zabilježila čitava evropska štampa. Daljni simptom je pojava lista „Makedonsko Soznanije“ koji izdaje u Beču grupa Hadji Rindova. Poznata je stvar da Srbi idu na Solun, da „oslobode“ potlačene Slavene iz grčke Makedonije, to srpska vlada ne govori a „Mak. Soz.“ ne vidi. „Mak. Soz.“ kao pravi Pašićev list govori samo o tom kako Srbija treba da oslobodi grčku Makedoniju, a za srpsku Makedoniju ne postavlja nikakove zahtjeve, ne iznosi nikakove tužbe.

Da poljepša dekoracije „Mak. Soz.“ izjavljuje se i za federaciju između Jugoslavije i Bugarske pa onda cijelog Balkana. Gospoda su za boga „federalisti“. Naravno federacija pod dinastijom Karadjordjevića i uz proširenja srpskih bajuneta na cio Balkan. Takova „federacija“ značila bi u stvari proširenje srpske hegemonije iz Jugoslavije na cio Balkan. Na tome se balkanski narodi Hadji-rindoveima, „Mak. Soz.“, Nikoli Pašiću i kralju Aleksandru najljepše zahvaljuju.

Balkanski narodi trebaju *republikansku federaciju slobodnih i ravnopravnih naroda*. Ta se ne može postići pomoću predstavnika veliko-srpske hegemonije, nego tek u borbi protivu njih. Ona se može ostvariti tek nakon uništenja veliko-srpskog hegemonističkog režima koji danas davi čitav Balkan. Potlačeni narodi Balkana, seljaštvo, radništvo i poštena narodna inteligencija ušla je u borbu za taj ideal, za tu živu i nasušnu potrebu i oni će je — uništenjem svijuju zapreka — ostvariti.

Balkanski Lokarno

Već se nekoliko mjeseci govori o t. z. „Mirovnom“ ugovoru u Lokarnu. Revolucionarni političari i svi oni kojima je stalo doista do istinskog mira, i koji nikako ne žele da se više proljeva krv proletarijata i bijednog seljaštva u korist bogataša i imperijalizma, nazivlju taj ugovor u Lokarnu *ratnim* ugovorom.

Kako je to moguće? Evo kako! U Evropi postoje dvije velike sile, koje nisu zavisne od tuđeg imperijalizma. S jedne strane Engleska, jedina od imperijalističkih država u Evropi, koja vodi svoju samostalnu imperijalističku politiku, a ta je: 1. Onemogućavanje radničkoj klasi Engleske da vodi svoju klasnu politiku i da je učini zavisnom od industriskog i finansiskog kapitala; 2. Zapošednuće svih vodenih puteva i podčinjavanje svjetskog tržišta pod svoju berzu; 3. Što jače ugnjetavanje svih kolonijalnih i polukolonijalnih naroda, kako bi što lakše došla do sirovina i što jeftinije do radne snage; 4. Pripremanje terena za jedan novi rat, koji bi Englesku oslobodio jedinog i najopasnijeg neprijatelja — Sovjetske Rusije. S druge je strane Sovjetska Rusija, koja vodi politiku prema Lenjinovom programu, a taj je: 1. Jačanje i što uže zbližavanje radnika i seljaka u Rusiji; 2. Zastupanje interesa radničke klase čitavoga svijeta i ne razrješivo jedinstvo ruskog radništva sa radništvom ostalog imperijalističkog svijeta; 3. Nacionavno oslobodjenje, kao i gospodarsku i kulturnu nezavisnost svih onih naroda, koji su pod carizmom bili ugnjetavani; 4. Oslobodjenje svih kolonijalnih i polukolonijalnih naroda na čitavom svijetu, koji su od stranih imperijalističkih sila porobljeni.

Kako vidimo dvije samostalne politike ali u osnovi različite. Jedna imperijalistička i ratnička, a druga oslobodilačka i miroljubiva. Ali kraj svega toga reakcionari političari nazivaju ugovor u Lokarnu „mirovnim“ paktom. Zašto? Jer je to način imperijalističkog zavaravanja čitavog radnog naroda, koji treba da za njih lije krv, a istodobno da bude uvjeren, da se bori za svjetski mir, a ne za imperijalistički profit.

Istorija svjetske politike nam to jasno i precizno dokazuje. Kada je naime ruska caristička vlada u godini 1910. i 1911., kako bi se dočepala Carigrada i Bospora, — preko svojih poslanika *Hartviga* u Beogradu, *Nehljudova* u Sofiji i *Obronjskog* u Cetinju — vodila tajne pregovore sa Bugarskom, Srbijom, Grčkom i Crnom Gorom i s njima pripremila rat protivu Turske, koji je buknuo 1912., oficijelni rusko-caristički političari davali su izjave, da je to „mirovni“ pakt koji treba da štiti Slavene, a carska Rusija, koja „voli“ Slavene, mora da potpomaže slavenske narode i da im očuva mir. Balkanski su narodi tada prolili svoju krv, ali ruski se carizam nije domogao Carigrada i Dardanela.

Danas vodi Engleska istu politiku, koju je ruski carizam vodio. Ona je pripremila ratni pakt u Lokarnu i tako — po njenom shvatanju — olakšala sebi posao u budućem ratu proti Rusije. Tim paktom — misli Engleska — vodiće Nijemci, Poljaci i drugi narodi rat mjesto nje, a ona će samo zreo plod brati. Ali Engleskoj ni to nije dosta, ona nastoji svom silom da takav jedan „mirovni“ pakt stvori i na Balkanu, kako bi na taj način prisilila balkanske narode, da se za njezin imperijalistički cilj bore protivu Sovjetske Rusije.

Koji su dokazi, koji nas prisiljavaju da jasno uvidimo te engleske mahinacije na Balkanu?

1. U Rumunjskoj se je morao prije kratkog vremena prestolonasljednik *Karol* odreći prijestolja. Poznate su nam činjenice, da je današnja rumunjska vlada, koja stoji pod vodstvom Braćanu-a i kraljice Marije, najreakcionarnija vlada i koja stoji na principu najnemilosrdnijeg ugnjetavanja besarabskog naroda i nepomirljivog protivništva prema Sovjetskoj Rusiji. Današnja opozicija u Rumunjskoj, a na prvome mjestu seljačka partija, stoje na stanovištu prijateljstva sa Sovjetskom Rusijom. Prestolonasljednik *Karol* stajao je u prijateljskoj vezi sa tom opozicijom, a naročito sa generalom *Avareshkuom*,

koji stoji u prilično oštroj opoziciji prema Braćanuovoj vladi. Da bi opozicija postala što bezopasnija, naredila je Engleska rumunjskoj vladi, da se čim prije riješi princa *Karola*, kako bi toj opoziciji nestalo tog prilično jakog oslonca. To je i učinjeno!

2. U Bugarskoj je krvavog *Cankova* zamijenio *Ljapčev*, koji pripada istoj partiji kao i sam *Cankov*. *Cankov* iako je bio nepokolebiv pristalica engleskog imperijalizma i protivnik Sovjetske Rusije, morao je ipak na nalog Engleske napustiti vlast. Zašto?

Cankov je bio već toliko u samom bugarskom narodu omražen, a kod čitavog ostalog svijeta kompromitiran, da Engleska nije bila više u stanju osloniti se na njegovo prijateljstvo. Ona je bila prisiljena da sebi potraži novog prijatelja. I našla je *Ljapčeva*. Tom izmjenom vlade, misli Engleska, postigla je slijedeće: 1. Bugarska je opozicija tim činom za kratko vrijeme umirena, i da se nju lakše može predobiti za borbu protiv Rusije. 2. Da će na taj način zaslijepiti bugarske radnike i seljake, koji će biti sretni da su se riješili ubice *Cankova*. 3. Da neće više postojati zapreka za zbliženje između Bugarske i Jugoslavije i da će *Ljapčev* biti u stanju ono što *Cankov* nije mogao, naime, da istodobno stupi u savez sa Jugoslavijom protiv Sovjetske Rusije, i da makedonske emigrante i unutrašnju revolucionarnu makedonsku organizaciju učini nesposobnom u borbi za svoje nacionalno oslobodjenje ispod imperijalističkog jarma Jugoslavije.

3. U Grčkoj je proglašena diktatura Pangalosova. On je osnovao novi sekretarijat za suzbijanje komunističke propagande. Nastala je nova haranga protivu Sovjetske Rusije. Svi su republikanski elementi ili pozatvarani ili iz zemlje prognani. Poznato nam je još, da cijela grčka mornarica stoji pod direktnom kontrolom engleskog admiraliteta. Na taj način, misli Engleska, stvorila je ona sebi važan oslonac u borbi protiv Turske zbog Mosula i u borbi protiv Sovjetske Rusije.

Još je potrebna za taj «mirovni» balkanski Lokarno Jugoslavija. Engleska bi bila u stanju i jugoslavensku vladu predobiti za borbu protivu Sovjetske Rusije, ali tu moramo pokazati na slijedeće činjenice: 1. Jugoslavija traži bezuslovno izlaz na Egejsko more, prema tome Solun. To je životno pitanje jugoslavenske imperijalističke ekspanzije. Otuda tajno pripremanje terena u južnoj Srbiji i Makedoniji za rat protiv Grčke. 2. Za rat protiv Sovjetske Rusije nije u stanju ni jedna beogradska vlada predobiti ma ni jednog srpskog ili hrvatskog seljaka i radnika, prvo iz nacionalnih i socijalnih interesa, a drugo iz starih tradicija. 3. U slučaju takovog jednog ratnog pakta protivu Sovjetske Rusije bez sumje da bi nastojale ostale njene „prijateljice“ i to Grčka: kako bi osigurala sebi Solun i oslabila Jugoslaviju kao najimperijalističkiju zemlju i kako bi se oslobodila svog najopasnijeg neprijatelja, koji je uvijek u stanju iskoristiti svaki njen oružani konflikt protivu Turske, a Bugarska ne bi ostala isto skrštenih ruku: ona bi bezuslovno čekala samo na zgodan momenat da otme Jugoslaviji Makedoniju i da zauzme ona imperijalistički položaj na Balkanu, koji pripada danas Jugoslaviji.

Uzevši sve to u obzir, jugoslavenska imperijalistička vlada, uz najbolju svoju volju da vodi rat protiv Sovjetske Rusije, mora od toga odustati, jer ona mora sebi stvoriti zaledje za svoju ekspanziju na Balkanu. Ali u tom slučaju ona dolazi u konflikt sa Engleskom, a protiv „mirovnoga“ balkanskog Lokarna. Otuda pripremanje terena za priznanje Sovjetske Rusije, otuda vođenje pregovora sa Turskom, kako bi se nju predobilo u obrambeni savez sa Jugoslavijom.

Balkanski radnici i seljaci kao i svi potlačeni narodi moraju biti na oprezu. Oni ne smiju služiti imperijalističkim namjerama Engleske, kao što su bili iskorišćeni od ruskog carizma za vrijeme balkanskog i evropskog rata, nego se moraju organizovati i stupiti na stranu revolucije, kako bi se oslobodili svih stranih i svojih vlastitih imperijalista.

M. Sarajić